

Christian Gerondeau

# Les douze mensonges du GIEC

*La religion écologiste 2*



**L'ÉCOLOGIE CONTRE  
LE DÉVELOPPEMENT**

# Table of Contents

[Titre](#)

[Copyright](#)

[Sommaire](#)

[PROLOGUE](#)

[PREMIÈRE PARTIE - GLASGOW : LE GRAND SCHISME](#)

[MANIFESTE - POOR PEOPLE LIVES MATTER](#)

[DEUXIÈME PARTIE](#)

[LES DOUZE CONTREVÉRITÉS](#)

[CONTREVÉRITÉ 1 - Le GIEC agit pour le bien de l'humanité](#)

[CONTREVÉRITÉ 2 - Les énergies renouvelables peuvent  
remplacer le pétrole et les autres énergies fossiles](#)

[CONTREVÉRITÉ 3 - Le pétrole va bientôt manquer](#)

[CONTREVÉRITÉ 4 - La mer va nous envahir](#)

[CONTREVÉRITÉ 5 - Il est prouvé que la température va s'élever  
dramatiquement](#)

[CONTREVÉRITÉ 6 - Les réfugiés climatiques vont déferler](#)

[CONTREVÉRITÉ 7 - Le changement climatique est responsable  
de toutes les catastrophes](#)

[CONTREVÉRITÉ 8 - Les ours blancs sont en danger](#)

[CONTREVÉRITÉ 9 - Le CO2 est un polluant](#)

[CONTREVÉRITÉ 10 - L'écologie favorise l'emploi et la  
croissance](#)

[CONTREVÉRITÉ 11 - Le GIEC est un groupe d'experts](#)

[CONTREVÉRITÉ 12 - Les scientifiques sont unanimes](#)

[TROISIÈME PARTIE - L'ÉGOCENTRISME OCCIDENTAL](#)

[CONCLUSION](#)

[ANNEXE I - Résumé](#)

I – LA POPULATION

II- LES ÉNERGIES FOSSILES

III – LE CO2

IV – L'ÉNERGIE ET LA PROSPÉRITÉ

V – L'ÉNERGIE ET L'IMPACT SUR LA VIE HUMAINE

VI – LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

VII – LES PAYS DÉVELOPPÉS

VIII - LE CLIMAT

ANNEXE II - Les six acteurs de la désinformation

ANNEXE III - Le flux et le stock Les faits par les chiffres

ANNEXE IV - La voiture électrique

DU MÊME AUTEUR

Christian Gerondeau

# **LES DOUZE MENSONGES DU GIEC**

**LA RELIGION ÉCOLOGISTE 2**

L'  RTILLEUR

**collection**  
**« Interventions »**

ISBN 978-2-81001-142-1

Éditions du Toucan – éditeur indépendant  
16, rue Vézelay, 75008 Paris.

[www.editionsdutoucan.fr](http://www.editionsdutoucan.fr)

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

*Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).*

# SOMMAIRE

[Titre](#)

[Copyright](#)

[PROLOGUE](#)

[PREMIÈRE PARTIE - GLASGOW : LE GRAND SCHISME](#)

[MANIFESTE - POOR PEOPLE LIVES MATTER](#)

[DEUXIÈME PARTIE](#)

[LES DOUZE CONTREVERITÉS](#)

[CONTREVERITÉ 1 - Le GIEC agit pour le bien de l'humanité](#)

[CONTREVERITÉ 2 - Les énergies renouvelables peuvent remplacer le pétrole et les autres énergies fossiles](#)

[CONTREVERITÉ 3 - Le pétrole va bientôt manquer](#)

[CONTREVERITÉ 4 - La mer va nous envahir](#)

[CONTREVERITÉ 5 - Il est prouvé que la température va s'élever dramatiquement](#)

[CONTREVERITÉ 6 - Les réfugiés climatiques vont déferler](#)

[CONTREVERITÉ 7 - Le changement climatique est responsable de toutes les catastrophes](#)

[CONTREVERITÉ 8 - Les ours blancs sont en danger](#)

[CONTREVERITÉ 9 - Le CO2 est un polluant](#)

[CONTREVERITÉ 10 - L'écologie favorise l'emploi et la croissance](#)

[CONTREVERITÉ 11 - Le GIEC est un groupe d'experts](#)

[CONTREVERITÉ 12 - Les scientifiques sont unanimes](#)

## TROISIÈME PARTIE - L'ÉGOCENTRISME OCCIDENTAL

### CONCLUSION

### ANNEXE I - Résumé

*I – LA POPULATION*

*II- LES ÉNERGIES FOSSILES*

*III – LE CO2*

*IV – L'ÉNERGIE ET LA PROSPÉRITÉ*

*V – L'ÉNERGIE ET L'IMPACT SUR LA VIE HUMAINE*

*VI – LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT*

*VII – LES PAYS DÉVELOPPÉS*

*VIII - LE CLIMAT*

### ANNEXE II - Les six acteurs de la désinformation

### ANNEXE III - Le flux et le stock Les faits par les chiffres

### ANNEXE IV - La voiture électrique

### DU MÊME AUTEUR

Mes remerciements vont au professeur Rémy Prud'homme qui m'a aimablement autorisé à reproduire certains de ses écrits, et à Michel D., dont la discrétion n'a d'égale que la compétence.



# PROLOGUE

Rédigé pour faire suite au premier tome de « La religion écologiste », avec lequel il constitue un tout indissociable, et avant que d'autres les suivent, le présent ouvrage comprend plusieurs séquences.

La première partie du livre décrit la réunion planétaire de Glasgow consacrée au climat, la « COP 26 », qui a été le théâtre le samedi 13 novembre 2021 d'un évènement sans précédent. Celui-ci a marqué une rupture définitive au sein des pays qui composent le globe, s'agissant de la satisfaction future des besoins en énergie de l'humanité, en mettant à bas les illusions qui règnent aujourd'hui en Occident sous l'égide des Nations-Unies. Cette première partie s'achève sur un manifeste remettant en cause les fondements de la politique suivie par la communauté mondiale depuis trois décennies dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, faute qu'elle ait pris en compte le sort de la plus grande part de l'humanité.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à la réfutation des 12 contrevérités majeures qui constituent le socle de la religion écologiste qui règne aujourd'hui en Occident et compte chaque jour plus d'adeptes, notamment parmi les jeunes à qui elle transmet une vision sans espoir de l'avenir. Elle dénonce point par point les agissements du GIEC, pourtant émanation des Nations-Unies, qui affirme parler « ***au nom de la science*** » alors qu'il s'agit d'un organisme politique qui multiplie contrevérités et mensonges,

aveuglé par la conviction infondée d'une inéluctable évolution vers le désastre de la planète et de l'humanité.

Avant la conclusion, la troisième partie de ce livre s'interroge sur quelques-uns des motifs qui expliquent l'importance aujourd'hui accordée à l'écologie par les peuples occidentaux, face au déclin des croyances traditionnelles et en l'absence d'autres causes majeures de préoccupation.

Quatre annexes complètent l'ouvrage. La première en constitue un résumé. La deuxième décrit le monde des multiples acteurs aux moyens illimités qui militent pour la religion nouvelle. La troisième, à caractère scientifique, montre que l'action de l'humanité, contrairement aux assertions sans cesse réitérées, ne peut avoir aucune influence significative sur l'évolution de la présence dans l'atmosphère du principal gaz à effet de serre, le CO<sub>2</sub>, et par conséquent sur le climat si celui-ci en dépend. Consacrée à la voiture électrique, une quatrième annexe s'interroge sur sa justification et son avenir, pour le moins limité du fait de son incompatibilité avec les parcours de longue distance sur autoroute.

## PREMIÈRE PARTIE

# GLASGOW : LE GRAND SCHISME

Pour une fois, la grande réunion qui se déroule rituellement chaque année en présence de dizaines de milliers de participants venus du monde entier pour parler du climat, la COP (Conference of Parties ) ne s'est pas achevée à Glasgow comme prévu.

Son Président, le Britannique Alok Sharma, s'était fixé un objectif clair, un seul. Pendant 15 jours, il avait martelé qu'il fallait « ***ranger le charbon dans les livres d'histoire*** ». Et il avait rédigé à cette fin les mots suivants, constituant le cœur de la déclaration qui devait, comme le voulait une tradition bien établie, être adoptée à l'unanimité par les quelques 200 pays participants. Ceux-ci s'énonçaient en termes dépourvus d'ambages : « *Il faut accélérer les efforts en vue de cesser (phase out) d'avoir recours au charbon... »*

Tout paraissait réglé pour un vote sans histoire, lorsque le samedi 13 novembre à 18 heures, une heure avant la clôture de la conférence, se produisit un évènement sans précédent. Le représentant de l'Inde, son ministre de l'environnement Bhupender Yadav, se leva pour demander la parole et déclarer que son pays n'acceptait pas la rédaction prévue et en proposait une autre ainsi énoncée : « *Il faut aller vers les technologies propres, y compris en intensifiant les efforts pour réduire (phase down) progressivement le recours au charbon et éliminer progressivement les subventions inefficaces aux combustibles fossiles... »*. Le Ministre Indien fit valoir dans la foulée que la Chine était également défavorable au texte

initial et appuyait la suggestion de l'Inde, prenant totalement à contrepied le Président de la COP à son grand désespoir. Car il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que le nouveau texte, rédigé dans des termes typiques des « résolutions » onusiennes, ne voulait rigoureusement rien dire et n'engageait plus personne à rien. Autrement dit, l'Inde et la Chine avaient clairement déclaré : « **Ça suffit ! Nous voulons sortir de la pauvreté et sauver nos enfants** ».

Pour la première fois depuis le sommet historique de Rio de Janeiro en 1992 la vérité se fit ainsi jour à Glasgow, marquant un tournant historique. Car tous les pays, sans exception, n'avaient cessé de mentir au cours des 29 années séparant les deux évènements. Il en avait été ainsi de la plupart des « engagements » pris par les uns et les autres de réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>, puis d'atteindre une hypothétique « *neutralité carbone* », généralement prévue en 2050, voire plus tard, alors qu'il n'existe pas la moindre possibilité de se passer des énergies fossiles à cette date et donc de cesser d'émettre alors du CO<sub>2</sub>.

C'est d'ailleurs ce que constata à nouveau à Glasgow l'Agence Internationale de l'Énergie qui fit savoir à son grand désarroi que, sur la base des prévisions officielles transmises par les différents pays, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> allaient **croître** de 15 % d'ici 2030 alors qu'il aurait fallu qu'elles **décroissent** de 45 % pour être en ligne avec l'objectif de la « **neutralité carbone** » en 2050 demandée à cor et à cri par l'ONU, et qui était supposée limiter la hausse de la température du globe à 1,5 C° par rapport à la température de l'ère préindustrielle.

L'Union Européenne, y compris la France, avait été parmi les plus ardents participants à ce grand bal des menteurs, la palme revenant toutefois à l'Allemagne. Celle-ci avait ainsi juré à Glasgow qu'elle réduirait ses émissions de CO<sub>2</sub> de moitié dès 2030, tout en fermant toutes ses centrales nucléaires en 2022 et en continuant à inaugurer des centrales à charbon, ainsi qu'en construisant à grands frais le gazoduc « *Nordstream 2* » sous la Mer Baltique depuis la Russie pour pouvoir continuer à alimenter les usines de Volkswagen ou de Daimler les jours et les heures sans vent et sans soleil, et donc à émettre massivement du CO<sub>2</sub> contrairement à toutes ses affirmations, y compris vis-à-vis de ses propres concitoyens.

Mais, à partir du moment où les deux pays les plus peuplés du monde ont pour la première fois dit la vérité, c'est-à-dire qu'ils vont continuer à émettre massivement et en quantités croissantes le principal des gaz à effet de serre qu'est le CO<sub>2</sub>, il apparaîtra vite que les efforts demandés aux autres pays perdent toute signification tant les ordres de grandeur diffèrent. Les efforts d'une entité telle que l'Union Européenne qui émet aujourd'hui moins de 10 % des rejets mondiaux de CO<sub>2</sub>, et en émettra une proportion encore moindre demain, et a fortiori ceux de la France qui en rejette moins de 1 %, ne servent rigoureusement à rien à partir du moment où l'Inde et la Chine, et avec eux l'ensemble des pays en développement qui sont d'ores et déjà à l'origine des deux-tiers des émissions mondiales ont clairement fait savoir qu'ils n'entendaient en rien restreindre leur usage du charbon et a fortiori du pétrole et du gaz naturel, ce qui signifie incidemment que les énergies fossiles qui ne seront pas utilisées par les pays développés le seront par les autres.

Face à l'intransigeance indienne et chinoise, le Président de la COP 26 se trouva donc confronté à un choix inattendu. Car le message était clair. La fiction qui aurait voulu que l'humanité puisse réduire dans tout avenir prévisible ses émissions de CO<sub>2</sub> et a fortiori y mettre fin avant le jour très lointain où les réserves planétaires seront épuisées était détruite. C'est pourtant cette fiction qui, dès le premier sommet mondial de Rio en 1992, puis ensuite chaque année, en passant par Kyoto, Copenhague et Paris pour ne citer que ceux-ci, avait été la demande constante du GIEC et des Nations-Unies elles-mêmes puis de tous les grands organismes mondiaux, et avait fait l'objet de 25 résolutions toutes solennellement adoptées à l'unanimité par les représentants de tous les pays de la planète réunis lors de ces « grand-messes » annuelles.

Or il n'en était ressorti aucun résultat, les besoins en énergie de l'humanité ne cessant de croître au fur et à mesure que de nouveaux pans de celle-ci sortaient de la pauvreté, et les émissions de CO<sub>2</sub> n'ayant en conséquence cessé d'augmenter imperturbablement malgré toutes les objurgations à elles adressées, au point de dépasser de nos jours de 60 % celles de 1992.

Pourtant, l'Inde avait jusqu'alors régulièrement et docilement participé à cette mascarade. Elle avait même précisé quelques jours auparavant, le 2 novembre 2021, par la voix de son Premier Ministre Narendra Modi qu'elle s'engageait à atteindre la « **neutralité carbone** » en 2070, ce qui impliquait qu'elle cesse à cette date d'utiliser tout pétrole, tout gaz naturel, et bien entendu, tout charbon. Certes, prendre un engagement pour une date aussi lointaine et donc dépourvu de sens aurait pu passer pour le

témoignage d'un humour hérité de deux siècles de domination britannique, mais tous les observateurs ou presque l'avaient pris au sérieux, de telle sorte que chacun s'attendait à ce que l'Inde adhère au projet initial de déclaration qui fixait comme objectif majeur à l'humanité la « **sortie du charbon** ». Mais Narendra Modi, son Premier ministre, venait de décider de l'ouverture de plus cent nouvelles mines de charbon, et son pays disposait de 140 ans de *réserves prouvées* de cette houille noire indispensable à la sortie de la pauvreté et bien souvent de la mort de sa population. Narendra MODI savait donc que l'Inde allait devenir un jour, après la Chine, le premier émetteur mondial de CO<sub>2</sub>, et se trouverait l'objet d'incessants reproches et d'attaques permanentes si elle ratifiait un accord spécifiant que l'humanité devait renoncer au charbon, désigné comme son ennemi n° 1. Et il n'eut sans doute guère de mal à convaincre le président chinois Xi Jinping de le suivre sur cette voie et d'opposer également son veto au texte préparé depuis 15 jours par les instances onusiennes, pour lui subsister une rédaction qui n'engage personne à rien.

On imagine alors sans peine le désarroi d'Alok Sharma. Devait-il mettre aux voix chacune des deux propositions, l'officielle et celle de l'Inde avec la certitude de révéler le schisme fondamental qui existe depuis toujours sur le dossier du climat entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas encore ? Il eut raison de ne pas le faire car le résultat n'aurait rien eu de certain. A eux deux, l'Inde et la Chine regroupent près de 40 % de la population de la planète. Et l'on ne compte plus le nombre de pays qui construisent aussi vite que

possible des centrales à charbon pour procurer à leur population l'électricité dont celle-ci a désespérément besoin.

Il n'avait pas de choix, et c'est ainsi que fut adoptée une résolution finale dépourvue de tout sens, comme l'avait d'ailleurs été en 2015 celle de la fameuse COP 21 de Paris qui avait « **décidé** » une limitation de la hausse de la température terrestre à la fin du siècle de 2 degrés, sinon de 1.5 degré par rapport à l'époque préindustrielle, en se gardant bien de fixer des objectifs chiffrés relatifs à ce qui aurait pu influencer sur celle-ci, à tel point que le mot « CO<sub>2</sub> » ne figure pas une seule fois dans le texte de 20 pages du fameux « **Traité de Paris** », de ce fait vide de tout contenu concret à la demande expresse des pays en voie de développement.

Mais à Glasgow, l'abandon soudain de l'objectif de suppression du recours au charbon ne put passer inaperçu, et suscita deux types opposés de réactions dans l'opinion mondiale.

Les premières firent valoir que nous allions droit vers le gouffre, avec un réchauffement de 2,7° C d'ici la fin du siècle au lieu de 1,5° C (en réalité 0,4 C° puisque la température du globe s'est déjà accrue de 1,1° C depuis 1850).

Au sein du monde occidental celles-ci furent tout d'abord unanimes, dénonçant un échec criant. La liste des déclarations plus scandalisées les unes que les autres est sans fin, et seules quelques-unes d'entre elles sont ici citées pour refléter l'ambiance régnant à Glasgow au soir du 13 novembre.



**Antonio Guterres**, Secrétaire Général des Nations-Unies ; « *Malheureusement, la volonté politique collective n'a pas été suffisante pour surmonter de profondes contradictions entre pays. Il n'est que temps de passer en "mode d'urgence". Nous sommes toujours à l'orée d'une catastrophe climatique* ».

**Greta Thurnberg** : « *La COP26 est finie ; Voici un bref résumé : Bla, bla, bla* ».

**Inger Andersen**, Directrice du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUÉ) : « *Quand on regarde ces nouveaux engagements, franchement, c'est la montagne qui a accouché d'une souris* ».

**Laurence Tubiana**, Directrice de la Fondation Européenne pour le climat : « *C'est du greenwashing* ».

**Alok Sharma**, Président de la COP 26 : « *Je suis profondément désolé, ma déception est immense et je pleure* ».

**Jean Jouzel**, ancien représentant français au GIEC « *On va dans le mur, car on sait d'ores et déjà que les émissions vont continuer à augmenter d'ici 2030* ».

**Boris Johnson**, Premier Ministre britannique : « *Il est minuit moins une sur l'horloge de l'apocalypse* ».

**Frans Timmermans**, Vice-Président de la Commission Européenne : « *Ma déception est grande. Ce n'est un secret pour personne que notre mort se produira si nous n'arrêtons pas le charbon* ».

Il est vrai que, dès le lendemain, des responsables politiques occidentaux firent tout leur possible pour tenter de masquer l'échec.

**Boris Johnson** : « *L'accord de Glasgow est un grand pas en avant. Nous avons un outil pour réduire l'utilisation du charbon et limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré* ».

**Barbara Pompili**, ministre française de la Transition écologique : « *Bien sûr que ces grand-messes servent à quelque chose. Cette COP va permettre la mise en œuvre de "l'Accord de Paris". Et clairement on est arrivé à un compromis* ».

Bref, les menteurs tentèrent de recommencer à mentir, mais sans grand succès tant l'échec était patent.

Mais du côté des pays en développement, les réactions furent tout autres.

**Bhupender Yadav**, Ministre indien de l'Environnement : « *Les pays en développement ont droit à une utilisation responsable des combustibles fossiles* ».

**Sudhir Poliwal**, représentant du « South Asian People's Action on Climate Crisis » : « *Le charbon est là pour durer, et il faut équiper toutes les nouvelles centrales à charbon de filtres à poussières et à dioxyde de soufre...* ».

Et, si l'on n'a pas entendu de représentants chinois plaider pour les centrales à charbon, les faits sont suffisants pour qu'aucun doute n'existe. Face à la pénurie d'électricité qui s'est manifestée lors de l'été 2021, la Chine a autorisé l'ouverture de 40 nouvelles mines et poursuivi à un rythme accéléré son programme de construction de nouvelles centrales à charbon de forte puissance.

Grâce à la COP de Glasgow, les choses sont ainsi claires. Contrairement aux affirmations sans cesse réitérées depuis trois décennies, l'humanité ne peut se passer dans tout avenir prévisible d'avoir recours aux trois énergies fossiles que sont le charbon, le pétrole et le gaz naturel, ce qui conduit à plusieurs questions auxquelles ce livre va s'efforcer de répondre.

Allons-nous à la catastrophe ? Notre jeunesse doit-elle désespérer de l'avenir ? Tout repose jusqu'à présent sur les affirmations du GIEC, mais est-il possible de faire confiance au GIEC ?

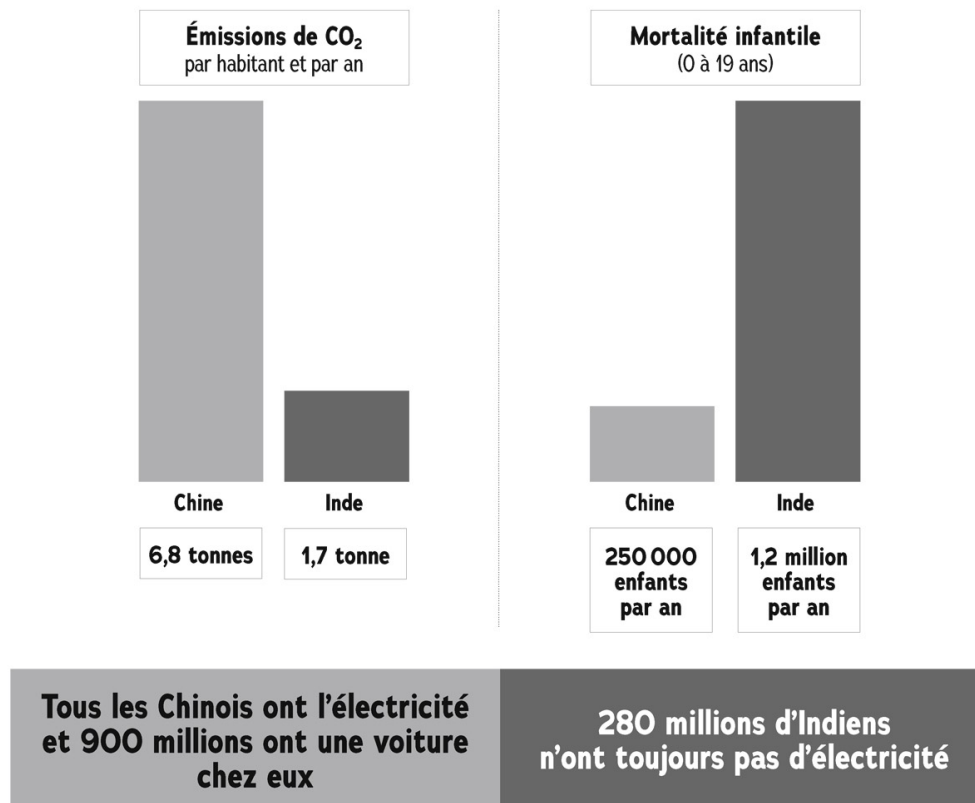
C'est à chacun de se faire son opinion. Mais pour ceci, il faut se plonger dans les assertions de cet organisme, émanation de l'Organisation des Nations-Unies, la plus haute autorité morale de la planète, et ce sera l'objet de la partie suivante de ce livre.

Mais, avant d'aller plus loin, l'illustration qui figure ci-après dont la source est la Banque Mondiale, en dit plus long que tout discours sur les motivations de Narendra Modi.

Elle révèle l'abîme qui sépare la vision du monde développé et celle des pays pauvres. Convaincus que la planète court au désastre les premiers veulent à tout prix, un prix très cher pour leur économie, réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Les seconds veulent sauver leurs enfants et échapper à la misère, ce dont ils ont témoigné par le schisme de Glasgow. Et ils ne changeront pas d'avis et émettront de plus en plus de CO<sub>2</sub>, quoique moins en moyenne que

les pays développés. Que ceux-ci et les instances internationales censées guider le globe ne l'aient pas encore compris a donné naissance à l'un des problèmes majeurs de notre temps, avec des conséquences très graves non seulement pour l'économie du globe, mais pour notre vision de l'avenir. Le manifeste ci-après s'efforce de contribuer à remettre les choses dans l'ordre et à restaurer un bon sens disparu.

Car comment se fait-il que, pétris d'égoïsme, l'Occident et les instances internationales avec lui, aient oublié à ce point le sort de l'essentiel de l'humanité ?



## Émissions de CO<sub>2</sub> et mortalité infantile Chine et Inde

Source : Banque mondiale.

## MANIFESTE

# POOR PEOPLE LIVES MATTER

1 – Il n’y a pas de sortie de la pauvreté et de prospérité sans énergie. Les habitants des pays développés émettent chacun en moyenne 10 tonnes de CO<sub>2</sub> par an, ceux des pays à revenu intermédiaire 3,7 tonnes, et ceux des pays les moins avancés 0,3 tonne.

2 – La faiblesse de l’accès à l’énergie dans les pays en développement a des conséquences dramatiques sur l’espérance de vie. Dans les pays les plus pauvres, celle-ci n’excède pas une cinquantaine d’années contre plus de 80 dans les pays développés. Chaque année, six millions d’enfants et de jeunes meurent ainsi prématurément dans les pays en développement alors qu’ils auraient vécu s’ils étaient nés dans un pays développé.

3 – Les énergies fossiles répondent aujourd’hui à 80 % des besoins de l’humanité, et resteront très majoritaires au cours de nombreuses décennies futures. Contrairement aux affirmations répétées du GIEC depuis 2011, les énergies renouvelables ne pourront répondre en 2050 à l’essentiel des besoins de l’humanité, mais seulement à une faible fraction de ceux-ci.

4 – Le recours aux énergies fossiles s’accompagne nécessairement de rejets de CO<sub>2</sub> dans l’atmosphère, et il n’existe

actuellement et pour longtemps aucun moyen de réduire ceux-ci de manière significative, ni de prélever le CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

5 – Le stock de CO<sub>2</sub> atmosphérique s'élève aujourd'hui à 3 200 milliards de tonnes. Désormais minoritaires, les flux des pays développés n'accroissent celui-ci que de 5 milliards de tonnes par an, soit de l'ordre de 1/600<sup>e</sup>. Les efforts que les pays développés déploient et les sommes considérables qu'ils dépensent pour réduire leurs émissions ne peuvent avoir aucun effet significatif sur le stock du CO<sub>2</sub> et a fortiori sur le climat, si celui-ci en dépend.

6 – La demande sans cesse adressée par les pays riches et par le GIEC et l'ONU aux pays en développement de ne pas accroître leurs émissions de CO<sub>2</sub>, voire de réduire celles-ci, aurait pour conséquences des millions de morts, si elle était suivie d'effet. Elle est donc criminelle.

7 – Depuis le sommet de Rio de 1992, l'expérience a montré que les émissions de CO<sub>2</sub> n'ont cessé d'augmenter, traduisant la sortie de la pauvreté de nouveaux pans de l'humanité.

8 – Pour la première fois, la COP 26 de Glasgow a explicitement mis en évidence le refus des pays en développement de renoncer à l'avenir au charbon et aux autres énergies fossiles, montrant qu'ils sont conscients qu'ouvrir une mine de charbon ou forer un puits de pétrole ou de gaz naturel, c'est sauver des vies.

9 – En regard de leur impact positif sur le sort de l'humanité qui est une certitude, les autres effets du recours aux énergies fossiles pèsent peu.

10 – La politique mondiale de l'énergie et de l'environnement doit avoir comme priorité la vie des hommes, des femmes et des enfants des pays pauvres, qui n'a pas été réellement prise en compte jusqu'à présent par les instances mondiales.

\*

\* \*

Lorsque des inondations provoquent une centaine de morts dans un pays occidental, le monde entier s'émeut à juste titre. Lorsque des millions d'enfants, de femmes, et d'hommes meurent chaque année dans les pays pauvres parce qu'ils n'ont pas accès aux bienfaits de l'énergie, l'indifférence règne. La douleur d'une mère ou d'un père qui perd son enfant est pourtant la même.

**Poor People Lives Matter.**

Christian Gerondeau



## DEUXIÈME PARTIE

La parution du premier tome de « *La religion écologiste* » donna lieu à plusieurs interventions médiatiques, et l'une d'entre elles retint plus particulièrement l'attention. Lorsqu'à l'occasion d'une émission télévisée, il me fut demandé le 4 juillet 2021 ce que je pensais des annonces du GIEC plus catastrophistes les unes que les autres, je répondis que je ne savais pas par où commencer tant y abondaient les mensonges.

Trois jours plus tard, celle qui est aujourd'hui sans doute la principale responsable de l'organisme, la Française Valérie Masson-Delmotte, co-Présidente de son groupe de travail n° 1, déposait auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) un signalement contre moi pour diffusion de fausses nouvelles, de « fake news ».

Cette plainte resta évidemment sans suite, mais ce fut elle qui me conduisit à réagir par ce nouveau livre. Puisque j'étais attaqué, il me fallait répondre, et c'est ainsi que je fus amené à rédiger les pages qui suivent, qui précisent et justifient mes accusations. Je n'y décris pas moins de douze contrevérités majeures qui mènent jusqu'à présent l'humanité, au nom d'une illusoire « défense de la planète », sur une voie délétère et sans issue, conduisant *de facto* des millions d'êtres humains à la pauvreté et à la mort et procurant à tous, et tout particulièrement aux plus jeunes qui ont la chance de vivre dans les

pays riches, une vision profondément négative et injustifiée de l'avenir.

Il appartient maintenant à chacun des lecteurs de cet ouvrage de se forger sa propre opinion tant il s'agit d'un des plus grands problèmes qui préoccupent sans relâche notre temps. Tel est le but des pages qui suivent et complètent celles de mon précédent livre, les deux ouvrages constituant un tout indissociable.

\*

\* \*

La cause est entendue. Le CO<sub>2</sub> est l'ennemi. Comme l'a déclaré le 2 décembre 2019 le Secrétaire Général des Nations-Unies Antonio Guterres sur les conseils du GIEC : « *C'est la bataille de nos vies. Sans la neutralité carbone en 2050, nous sommes perdus. La planète évolue vers l'abîme.* »

Et la plus haute autorité morale du globe n'est pas seule à tenir ce discours catastrophiste. L'unanimité règne ou presque, qu'il s'agisse des grandes organisations internationales, des gouvernements, des médias, et de la grande foule qui les suit. Le Pape lui-même ne dit-il pas la même chose, qualifiant la Terre de « **notre sœur** », changeant de religion et reniant ainsi la Genèse elle-même qui affirmait que Dieu avait créé l'Homme à son image et mis à sa disposition les plantes et les animaux ?

En conséquence, l'Union Européenne mais aussi le Royaume-Uni, le Canada, et désormais les États-Unis affirment vouloir

supprimer leurs émissions d'ici peu. Pourtant, les faits ne suivent pas et les émissions mondiales ne cessent de croître.

Cette impuissance des plus hautes autorités censées guider le monde pourrait désoler si elle ne masquait une réalité éminemment positive. C'est que les émissions de CO<sub>2</sub> ne résultent pas d'une génération spontanée. Elles sont le fruit du recours par l'humanité aux énergies fossiles que sont le pétrole, le gaz naturel, et le charbon. Or il n'y a pas de prospérité possible sans énergie. Et les énergies fossiles répondent aujourd'hui à 80 % des besoins de l'humanité.

**Il faut donc regarder les deux faces de la médaille.** L'accroissement des émissions de CO<sub>2</sub> ne fait que traduire le fait que l'humanité dispose chaque année de plus en plus d'énergie, et que des pans successifs de celle-ci émergent en conséquence de la pauvreté.

Mais le constat ne s'arrête pas là, et c'est ici l'originalité de ce livre, qui met en lumière que la sortie de la pauvreté et l'accès à la prospérité ont des répercussions directes sur la vie et la mort des hommes. Plus les différents pays qui composent la planète bénéficient des énergies fossiles et émettent en conséquence de CO<sub>2</sub>, plus leurs populations vivent longtemps et moins meurent les enfants, les femmes et les hommes qui les habitent. A l'inverse, moins ces pays émettent de CO<sub>2</sub>, plus meurent prématurément ceux qui y vivent. Ouvrir des mines de charbon ou forer un puits de pétrole, c'est sauver des enfants.

C'est pour avoir ignoré ce constat d'évidence qu'illustreront dans les pages qui suivent trois graphiques fondateurs, que les demandes de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> que ressasse sans cesse la communauté mondiale sont en réalité meurtrières.

Pour comprendre comment l'humanité a pu en arriver à cette aberration dramatique, il faut savoir que les instances qui sont censées la guider, y compris les Nations-Unies elles-mêmes et tout d'abord leur émanation le GIEC, ont été prises en main depuis trois décennies par les tenants d'une vision dévoyée et mortifère de la réalité. Emportés par leur conviction d'une Planète se dirigeant vers une inévitable catastrophe, ils n'ont pas hésité à interpréter la réalité des faits pour ancrer avec succès parmi nos contemporains, tout au moins au sein de l'Occident et de sa jeunesse, le dogme de la nocivité de l'Homme.

Au total, et sans que la liste soit limitative, ce sont l'analyse et la réfutation de douze contrevérités majeures qui constitueront les pages qui suivent. Exposées en termes simples, elles mettent en lumière le degré de déconnexion de la réalité de leurs auteurs et à quel point ils réfutent les enseignements de la Science dont ils se réclament pourtant, comme le firent ceux qui soutenaient Staline au temps de l'Union Soviétique au nom d'une « science officielle » à laquelle ceux qui osèrent s'opposer connurent à l'époque un sort tragique.

# LES DOUZE CONTREVÉRITÉS

1. Le GIEC agit pour le bien de l'humanité
2. Les énergies renouvelables peuvent remplacer le pétrole et les autres énergies fossiles
3. Le pétrole va bientôt manquer
4. La mer va nous envahir
5. La température va s'élever dramatiquement
6. Les réfugiés climatiques vont déferler
7. Le changement climatique est responsable de toutes les catastrophes
8. Les ours blancs sont en danger
9. Le CO<sub>2</sub> est un polluant
10. L'écologie favorise l'emploi et la croissance
11. Le GIEC est un groupe d'experts
12. Les scientifiques sont unanimes

## CONTREVÉRITÉ 1

### Le GIEC agit pour le bien de l'humanité

Le GIEC assure agir pour le bien de l'humanité alors qu'il lui nuit. En faisant croire fallacieusement qu'il serait possible de se passer au cours du présent siècle des hydrocarbures fossiles que sont le pétrole, le gaz naturel et le charbon, et donc de mettre fin aux émissions de CO<sub>2</sub>, le GIEC entraîne tous les pays qui le suivent sur la voie de dépenses et de contraintes inutiles aux très lourdes conséquences. Et, comme toujours en pareils cas, ce sont les pauvres et les plus déshérités qui sont les premières victimes.

S'agissant des pays développés, plusieurs événements peuvent confirmer que les plus modestes sont les premiers affectés. Le plus spectaculaire d'entre eux se produisit en France avec la révolte des « *gilets jaunes* » qui défraya la chronique mondiale. On oublie en effet souvent que c'est l'instauration d'une « *taxe carbone* » censée agir sur les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> pour sauver la planète, qui s'ajoutait à la fiscalité déjà très lourde préexistante sur les carburants, qui en fut la cause. Il faut dire que cette dernière, véritable taxe carbone avant la lettre, représente de l'ordre de 360 euros par tonne de CO<sub>2</sub> émise, ce qui montre en passant l'absence de réalisme de tous ceux qui croient détourner l'humanité des énergies fossiles en taxant leurs émissions de CO<sub>2</sub>.

Or l'automobile est indispensable, non pas aux plus aisés qui peuvent résider à grands frais dans les grandes villes et d'abord dans la Capitale où ils bénéficient de transports en commun largement payés par les autres, mais aux habitants des périphéries et des zones rurales aux revenus bien moindres et pour lesquels les factures de carburant, souvent diesel, pèsent très lourd dans le budget mensuel alors qu'elles sont ignorées des plus nantis.

Plus généralement, les transports publics qui répondent en France à moins de 10 % des besoins du pays mais sont supposés plus vertueux à l'égard du climat que l'automobile et le camion qui en assurent 90 %, voient leurs crédits s'accroître sans fin. Les chemins de fer bénéficient ainsi chaque année de 14 milliards d'euros de subventions publiques (!) alors que les recettes du trafic n'excèdent pas 8 milliards, et les transports collectifs urbains en reçoivent par ailleurs plus de 10. En trente ans, transports ferrés et transports publics ont engendré ensemble 40 % de la dette publique nationale existant en 2019.

Le chauffage électrique fournit un autre exemple tout aussi parlant. La couverture progressive du territoire national par des éoliennes et des panneaux photovoltaïques dont nous n'avons aucun besoin puisque la France est souvent le premier exportateur mondial d'électricité grâce à son parc nucléaire, a déjà accru de 60 % le prix de l'électricité payé par les ménages, le relevant en moyenne de 12 centimes par kilowattheure en 2010 à 20 centimes

en 2021. Or, si les plans gouvernementaux actuels sont menés à bien, le tarif passera inéluctablement à 30 centimes en 2035 et bien plus encore plus tard, sans aucune raison puisque notre parc nucléaire entièrement amorti peut répondre à nos besoins pour 12 centimes seulement. Car nos centrales actuelles sont éternelles, à condition qu'on les entretienne comme le font les Américains qui sont en voie de porter à 100 ans leur durée de vie.

Une nouvelle catégorie de Français est donc récemment apparue, celle des « ***précaires énergétiques*** » qui ne pourront plus se chauffer et grelotteront en hiver, incroyable régression des temps modernes, et dont le nombre va exploser dans les années qui viennent si rien ne change, d'autant plus que le gouvernement actuel vient inexplicablement d'interdire le chauffage au gaz dans tous les immeubles construits à partir de 2022. Et à nouveau, ceux qui n'ont pas de problèmes financiers n'en souffriront pas.

Mais les méfaits des diktats du GIEC visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> ne se limitent pas aux pays développés. Ils sont bien plus lourds encore et dramatiques pour les habitants de ceux qui sont encore en développement, et qui regroupent la grande majorité de l'humanité.

Il convient de faire ici une remarque essentielle. Le GIEC agit en réalité comme si le monde n'était composé que des pays développés. Il semble ignorer que ceux-ci ne regroupent que 1,2 milliard d'habitants sur un total mondial de 7,8 milliards et que, parmi les 6,6 milliards d'autres, 5,5 sont citoyens de pays en développement



aits « à revenu intermédiaire », et 1,1 de ceux qui sont qualifiés de « moins avancés ».

L'Organisation Mondiale de la Santé a récemment publié une information largement passée sous silence alors qu'elle traite de la ***première cause*** de mortalité mondiale. Chaque année plus de 4 millions de personnes, essentiellement des femmes et des enfants, meurent dans l'indifférence générale du fait des émanations des foyers intérieurs délétères sur lesquels ils sont contraints de faire chauffer leur nourriture, et qui sont alimentés par du bois, du charbon, voire des excréments d'animaux. C'est le « ***dirty cooking*** ». Ces foyers émettent des fumées équivalentes à la combustion de centaines de cigarettes.

Pour éviter ces drames, il n'y a pas d'autre voie que de procurer aux trois milliards d'habitants concernés des solutions alternatives qui ne peuvent être, comme dans les pays développés, que du gaz, du pétrole, ou de l'électricité.

Cette dernière est indispensable en outre pour de multiples autres usages qui sont une clé de la sortie de la pauvreté et de l'accès à la prospérité. Mais l'électricité ne peut être produite en grande quantité et de manière fiable que par le recours à des centrales hydroélectriques, nucléaires, ou thermiques, et non à des sources intermittentes comme le sont les éoliennes et les panneaux photovoltaïques.

En pratique, dans la majorité des pays en développement, les deux premiers types de centrales ne sont pas envisageables, et il

faut se rendre à l'évidence. Les centrales à gaz ou à charbon constituent la seule solution réaliste. Vouloir interdire le recours aux énergies fossiles, comme le demandent instamment les responsables du GIEC et de l'ONU condamne ainsi à la pauvreté les plus démunis de la planète.

Il les condamne aussi bien souvent à la mort. Il existe en effet une corrélation manifeste entre les quatre phénomènes que sont le recours aux hydrocarbures, les émissions de CO<sub>2</sub>, le PIB par habitant, et l'espérance de vie.

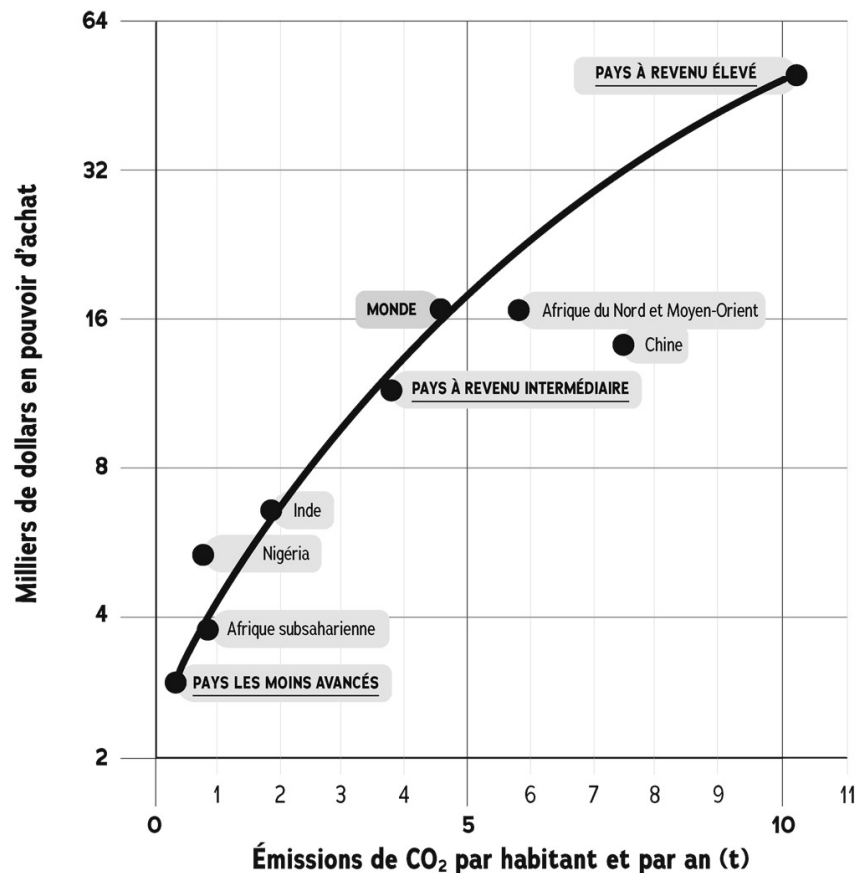
Les trois graphiques joints (A, B, C), qui sont inédits alors qu'ils sont essentiels, mettent en conséquence en lumière les liens étroits qui lient le niveau des émissions de CO<sub>2</sub>, la prospérité, et l'espérance de vie. Bien entendu, ce n'est pas le CO<sub>2</sub> lui-même qui influe sur cette dernière, mais le recours aux hydrocarbures qui le génèrent.

Ces trois graphiques sont sans appel.

Le premier montre la force du lien qui existe entre le recours aux énergies fossiles et donc les émissions de CO<sub>2</sub>, et la richesse des différents pays du globe. Même s'il y a entre eux de fortes disparités, chaque habitant des pays à revenu élevé émet en moyenne 10 tonnes de CO<sub>2</sub> par an, contre 0,3 tonne pour ceux des pays les plus pauvres. Et le revenu par habitant en pouvoir d'achat s'établit à 50 000 dollars pour les premiers contre 3 000 pour les seconds.

**Fig.A**  
**Émissions de CO<sub>2</sub> et prospérité**

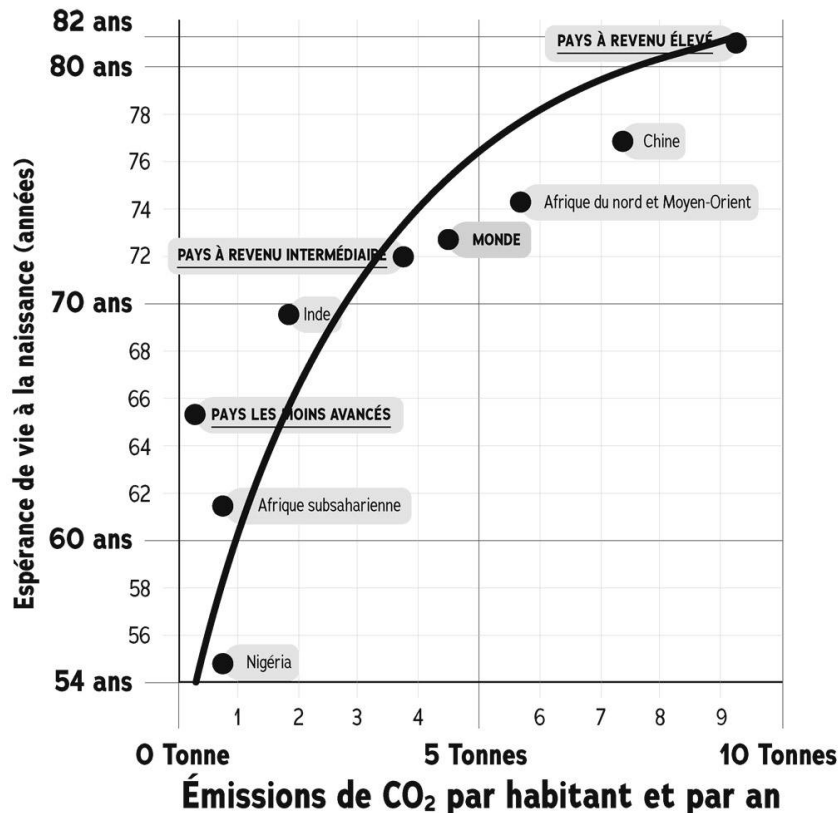
Source : Banque Mondiale, 2018.



Le deuxième graphique ressemble étonnamment au premier, mais il concerne l'espérance de vie. Il montre qu'en moyenne, plus un pays a recours aux énergies fossiles et émet donc de CO<sub>2</sub>, plus ses habitants vivent longtemps. **Dans les pays à revenu élevé, l'espérance de vie à la naissance atteint aujourd'hui 81 ans contre guère plus de 50 pour certains des pays les moins avancés.** Ce sont au total plus de 60 milliards d'années de vie perdues par ceux qui n'ont pas la chance d'habiter dans les pays à revenu élevé, et sont de loin les plus nombreux sur la planète.

**Fig.B**  
**Émissions de CO<sub>2</sub> et espérance de vie**

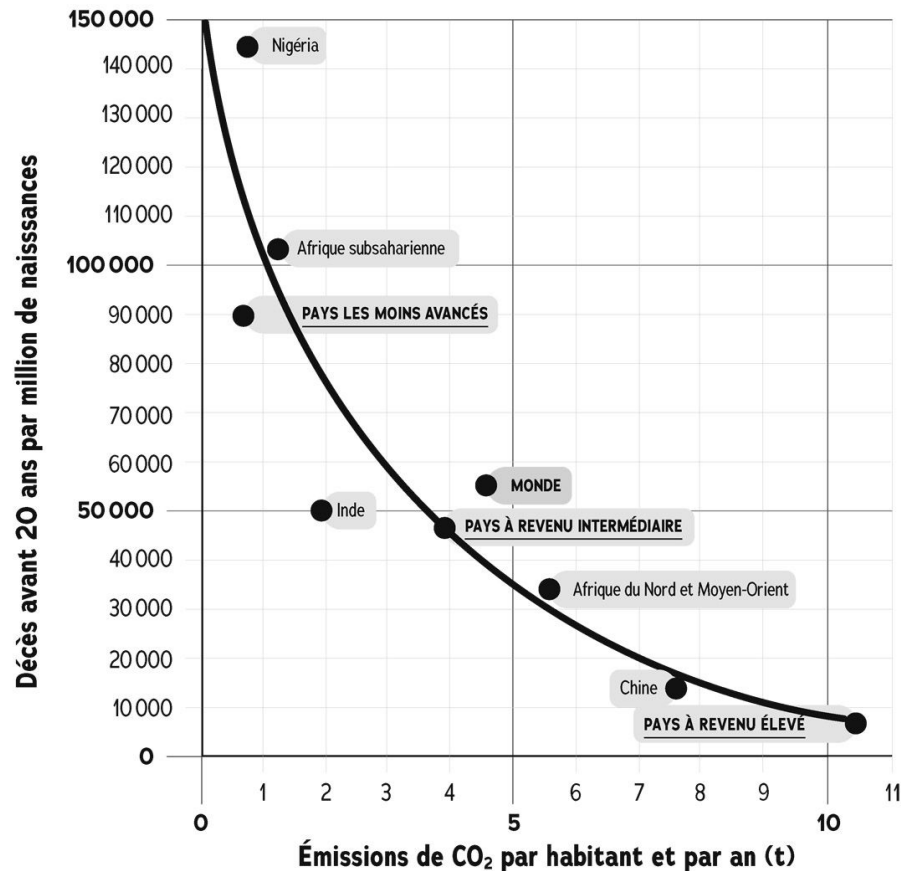
Source : Banque Mondiale, 2018.



OUVRIR UNE MINE DE CHARBON, C'EST SAUVER DES VIES

Le troisième et dernier graphique exprime enfin d'une autre manière les conséquences du faible recours aux énergies fossiles par la majorité des habitants du globe. Alors que la mortalité juvénile a presque disparu des pays à revenu élevé, elle frappe jusqu'à 150 000 jeunes par million de naissances dans certains pays. **Au total, ce sont chaque année 6 millions de jeunes qui meurent, alors qu'ils auraient vécu s'ils étaient nés dans un pays riche.** À nouveau, la corrélation avec les émissions de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire le recours aux énergies fossiles, est totale ou presque.

**Fig.C**  
**Émissions de CO<sub>2</sub> et morts juvéniles par million de naissances**



Source : Banque Mondiale, ONU, 2018.

Il résulte de ces constats une conséquence majeure. En voulant empêcher les pays en développement d'émettre du CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire d'avoir recours aux énergies fossiles, le GIEC condamne ceux-ci à rester dans la pauvreté avec pour conséquence des millions de morts prématurées. Il faut voir la réalité en face. **Moins un pays émet de CO<sub>2</sub>, plus il compte de morts.**

La comparaison entre l'Inde et la Chine est à cet égard parlante comme on l'a vu. Les deux pays ont désormais des populations voisines, aux alentours de 1 milliard 400 millions d'habitants. Mais l'Inde émet 1,71 tonne de CO<sub>2</sub> par habitant et par an, et la Chine 6,84 tonnes, soit 4 fois plus. Et la proportion de ceux qui meurent avant 65 ans s'élève à 31 % en Inde contre 17 % en Chine.

Si rien ne change, ce seront donc 440 millions d'Indiens qui perdront la vie avant cet âge, contre 240 millions de Chinois, soit une différence de 200 millions d'hommes, de femmes, et d'enfants ! Et la mort frappera aussi bien des enfants que des adolescents et des adultes. Ce sont des drames indicibles de parents qui pleureront leurs enfants, d'enfants qui deviendront orphelins, d'hommes et de femmes qui perdront leurs conjoints, sans parler même de la foule de ceux qui ne connaîtront pas leurs grands-parents dont on sait le rôle croissant dans les sociétés épargnées par ces deuils et ces douleurs.

Pourtant, la Chine était il y a moins de 30 ans dans la situation que connaît aujourd'hui l'Inde. Mais elle s'est couverte depuis lors de plus de 1 500 centrales à charbon ou à gaz naturel donc émettrices de CO<sub>2</sub>, qui lui ont permis de procurer aux parties les plus retirées de son territoire les exceptionnels bienfaits de l'électricité.

Elle a misé avant tout pour le transport de ses marchandises, non pas sur la voie ferrée et le train, mais sur les autoroutes et les camions bien plus efficaces. Parti de rien il y a 30 ans, son réseau autoroutier atteint aujourd'hui 160 000 kilomètres, excède celui des États-Unis, et est parcouru par 90 millions de véhicules utilitaires et 300 millions de voitures émetteurs de CO<sub>2</sub>. Le nouveau port de

Shanghai n'est pas à ce jour desservi par le rail mais par un viaduc autoroutier à 6 voies.

Le territoire chinois s'est alors couvert de dizaines de milliers d'ateliers et d'usines alimentés en électricité, en pétrole, en gaz naturel ou en charbon, et donc également générateurs directs ou indirects de CO<sub>2</sub>. De plus en plus de touristes chinois prennent l'avion pour visiter l'étranger comme nous le faisons nous-mêmes car quatre cents millions de chinois ont accédé en trois décennies au niveau de vie de l'Occident en partant de la plus extrême pauvreté, performance sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Et les responsables chinois entendent bien étendre ce niveau de vie à l'ensemble de leur population. Près d'un milliard de chinois n'ont-ils pas déjà une voiture chez eux, compte tenu de la présence de 3,5 personnes dans chaque foyer en moyenne ?

Bien entendu, la Chine a enfin mis un terme chez elle depuis longtemps à la pratique mortifère du « *dirty cooking* » en permettant à chaque foyer de faire sa cuisine dans des conditions décentes comme c'est le cas dans tous les pays développés, soit à l'électricité, soit au pétrole ou au gaz, mettant ainsi fin sur son territoire à la première cause de mortalité humaine.

Autrement dit, si la Chine est appelée à compter, si rien ne change, des millions de morts prématurés de moins que l'Inde, c'est parce qu'elle a eu recours massivement aux énergies fossiles qui ont

permis à une proportion sans cesse croissante de ses habitants de sortir de la pauvreté. Et si la Chine a obtenu ces résultats remarquables, c'est parce qu'elle n'a pas hésité à émettre du CO<sub>2</sub>.

En préconisant à l'Inde, comme aux autres pays en développement, de ne pas émettre de CO<sub>2</sub>, le GIEC tue. Il tue aussi sûrement qu'avec des armes et des munitions, mais en nombre incomparablement plus important que tous les conflits et guerres qui endeuillent aujourd'hui la planète. À côté, la tragédie de l'Afghanistan pèse peu.

Mais l'Inde ne suit pas ceux qui voudraient que sa population reste dans la pauvreté et la mort. Le 26 mars 2021, elle a lancé un appel d'offres sans précédent pour l'attribution à des entreprises privées de 67 mines du charbon dont son sous-sol regorge avec le quatrième rang mondial. Celles-ci s'ajouteront aux 41 nouvelles mines précédemment mises en concurrence en 2020, et aux 193 déjà en exploitation pour un total de l'ordre de 300 !

Et l'Inde n'est pas seule dans cette course au charbon. Le 17 janvier 2021, elle a signé avec la Russie et le Japon un pacte de *coopération trilatérale* pour améliorer l'efficacité de leurs secteurs respectifs de l'énergie, en particulier dans le domaine du charbon. Sous la pression des pays occidentaux, l'Inde s'était pourtant lancée dans un programme massif d'énergies renouvelables à coût de milliards de dollars avant de constater qu'il était impossible de compter sérieusement sur elles. Non seulement leur production fluctuait au cours de la journée, mais également d'une année sur



l'autre. En juillet 2021, elles avaient ainsi produit 41 % d'électricité de moins qu'en juillet 2019.

Il faut ajouter par ailleurs que la Chine continue imperturbablement, même si elle vient d'annoncer pour se faire bien voir qu'elle n'en exporterait plus, la construction sur son territoire de centrales à charbon à un rythme voisin d'une unité nouvelle par semaine, sans parler du Vietnam, de l'Indonésie, et de multiples autres nations qui ne veulent pas suivre les injonctions du GIEC et de ceux qui les suivent et qu'ils qualifient de « ***carbon imperialists*** ».

Tous ces pays qui regroupent plus de la moitié de l'humanité ne voient pas pourquoi ils ne pourraient pas suivre la voie qui a permis aux pays occidentaux d'accéder à une prospérité dont le fondement majeur a reposé depuis le 19<sup>e</sup> siècle sur le recours aux énergies fossiles.

Pour sa part, l'Inde a désormais choisi. Pour assurer son développement et faire sortir des centaines de millions de ses habitants de la misère dramatique qu'ils connaissent, mais aussi pour qu'ils échappent à la mort, elle mise officiellement non seulement sur le charbon, mais aussi sur le gaz naturel et le pétrole, fussent-ils être importés en large part. Ne vient-elle pas de signer avec Aramco un accord portant sur 60 milliards de dollars à cette fin, et d'autres avec BP et Shell ?

L'Inde n'est pas seule. La plupart des pays en développement refusent de suivre la volonté du GIEC car ils sont conscients des

besoins de leur population. Mais celui-ci les entraîne néanmoins dans des dépenses inutiles. Il empêche beaucoup d'entre eux de se doter en nombre suffisant des centrales électriques classiques dont ils auraient un urgent besoin, et les condamne à rester longtemps encore dans la pauvreté avec son cortège de morts inutiles.

L'exemple du Pakistan est à cet égard révélateur. Le 15 décembre 2020, dans le cadre du « ***Sommet de l'Ambition pour le Climat*** », ce pays de plus de 200 millions d'habitants annonçait avec fierté qu'il renonçait aux centrales à charbon qu'il avait prévues pour un total de 2 600 Mégawatts, pour les remplacer par des éoliennes et des panneaux photovoltaïques. Pourtant, l'écart actuel entre l'offre et la demande d'électricité y est déjà de 2 000 Mégawatts aujourd'hui, et ne pourra qu'être accru lorsqu'il n'y aura pas de vent ou de soleil. Les coupures de courant, déjà fréquentes, se multiplieront donc dans ce pays, l'un des plus pauvres de la planète où 30 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, pourcentage qui ne pourra que s'accroître s'il persiste dans la voie sans issue qu'il annonce avoir choisie, qui se traduira par des milliers de morts.

Quant à l'Agence Française de Développement, elle a placé en tête des critères d'attribution de quelque neuf milliards d'euros dont elle dispose annuellement la lutte contre le changement climatique. Ce faisant, non seulement elle gaspille l'argent des contribuables français, mais elle nuit dramatiquement à la sortie de la pauvreté

des pays, essentiellement africains, qu'elle est censée aider et contribue à la poursuite de leurs malheurs.

Par ses demandes inaccessibles, le GIEC procure enfin au monde entier une vision délétère et infondée du progrès et de l'avenir à une époque où l'humanité n'a jamais autant prospéré dans de multiples domaines, grâce notamment à l'usage croissant qu'elle a fait au cours des décennies écoulées des énergies fossiles émettrices de CO<sub>2</sub>.

C'est pourquoi la « transition écologique » restera un mythe au cours du présent siècle.

On comprend alors les propos du Professeur Rémy Prud'homme, ancien directeur adjoint de l'Environnement à l'OCDE, qui m'a autorisé à les citer et que je remercie vivement : *« Les idées du GIEC sur l'impérieuse nécessité de la guerre aux combustibles fossiles, ou plus exactement la mise en œuvre de ces idées par les pays riches, les ONG et les institutions internationales, condamnent à mort des millions de personnes dans les pays pauvres. Cette affirmation repose sur trois certitudes : la pauvreté tue ; il n'y a pas de sortie de la pauvreté sans énergie ; et il n'y a pas d'énergie sans combustibles fossiles, tout particulièrement pour les pays pauvres. »*

*Pour les habitants des pays pauvres, moins d'hygiène, moins de nourriture, moins d'éducation, moins de déplacements, moins d'emplois, moins de médecins, moins de médicaments, moins de tout,*

*égalent plus de décès, en particulier chez les enfants et les adolescents. Avec les données de la Division de la Population des Nations-Unies, on peut calculer que, si les pays en développement avaient pour toutes les classes d'âge les mêmes ratios décès/population que les pays les plus développés (en d'autres termes : s'ils étaient eux-mêmes développés), le nombre total de décès dans ces pays diminuerait de plus de 19 millions par an ! Tel est le coût humain de la pauvreté.*

*Or, le développement, qui est la sortie de cette mortelle pauvreté, est étroitement associé à la consommation d'énergie. Lorsque la consommation d'énergie par habitant augmente, la pauvreté recule. Cela est vrai pour chaque pays en développement au cours des années, et pour l'ensemble des pays à un moment donné. Tout porte à croire que les corrélations que traduisent ces graphiques innovants (A, B, C) sont des causalités. Plus d'énergie, c'est plus de production industrielle et agricole, plus d'éclairage, de chauffage, d'éducation, de mobilité, mais aussi moins de naissances ; et donc davantage de richesse disponible. Les dirigeants des pays pauvres le savent bien, et veulent absolument offrir à leurs habitants et à leurs entreprises une énergie abondante et surtout bon marché. Ils ont raison. Ils y voient, à juste titre, l'une des principales clés du développement.*

*Il faut bien reconnaître que les combustibles fossiles, et en particulier le charbon, sont actuellement la forme d'énergie la moins coûteuse, souvent la seule que les pays les plus pauvres peuvent se payer, ainsi que le gaz naturel. Cela n'exclut pas, dans certains cas, un recours limité à l'hydraulique, au solaire, au nucléaire. Mais pour l'essentiel, dans ces pays, le choix est clair : énergie carbonée ou pas d'énergie du tout.*

*Le cas de la Chine illustre parfaitement ( on pourrait dire : prouve) l'enchaînement de ces trois certitudes. Au cours du dernier demi-siècle (entre 1975 et 2020), la consommation par habitant d'énergie, en particulier sous forme d'électricité, y a très fortement augmenté (d'un facteur 4 pour l'énergie, et de 20 pour l'électricité !). Cette augmentation a principalement été alimentée par les combustibles fossiles (leur part dans l'énergie chinoise est de 88 %), et elle a causé une forte augmentation (d'un facteur 6) des rejets de CO<sub>2</sub> par habitant. Mais elle a aussi engendré un développement extraordinaire, une multiplication par 28 du PIB par habitant en dollars constants. Développement qui à son tour a permis une diminution prodigieuse de la mortalité. Au début de la période, 11 millions de Chinois âgés de 0 à 59 ans décédaient chaque année. À la fin de la période, pour une population plus importante d'environ 40 %, ce sont un peu plus de 2 millions de Chinois âgés de 0 à 59 ans qui décèdent chaque année. Que de sang, de sueur et de drames évités !*

*La politique actuelle des pays riches, directement inspirée par le GIEC, et prêchée par les autorités morales et politiques du monde riche – du Pape au Secrétaire général des Nations-Unies, en passant par Greta Thunberg – consiste à empêcher les pays pauvres de suivre ce chemin chinois, en leur interdisant l'accès au charbon, mais aussi au pétrole et au gaz naturel. Toutes les aides et notamment l'aide publique de la France par le canal de l'Agence française de Développement, toutes les banques internationales publiques et notamment la Banque mondiale, presque tous les banquiers, toutes les ONG humanitaires – tous ces parangons de vertu – s'opposent absolument aux investissements dans la production de charbon. Ils*

*veulent serrer la ceinture, non pas la leur, celle des autres. Pas de charbon, pas d'énergie ; pas d'énergie, pas de développement ; pas de développement pas de baisse de la mortalité. Ces politiques sont pires que de la non-assistance à personnes en danger, elles consistent à empêcher des personnes en danger de mort de lutter pour y échapper. Au sens le plus littéral, ces politiques sont « criminelles ».*

Jamais effectué jusqu'à ce jour par les responsables du GIEC qui affirment vouloir sauver le monde, le rapprochement entre les émissions de CO<sub>2</sub> qui ne font que traduire le recours aux énergies fossiles, et la vie des êtres humains change entièrement les données du problème. Croyant bien faire en se préoccupant de la planète, des animaux et des plantes, ils ont oublié l'Homme. C'est cette vérité que traduit le manifeste « Poor people lives matter » qui a précédé ces pages.

## CONTREVÉRITÉ 2

# Les énergies renouvelables peuvent remplacer le pétrole et les autres énergies fossiles

Le GIEC est connu pour ses grands rapports. Cinq ont déjà été publiés, en 1990, 1995, 2001, 2007, 2014, et le sixième voit le jour en 2021 et 2022. Le 9 août 2021, le GIEC a rendu publique la première partie de ce dernier (AR6), issue de son groupe de travail n° 1 et celle-ci a défrayé la chronique mondiale. Ces rapports, de plus en plus pessimistes, ont réussi à changer notre vision du monde et à largement désespérer une part importante de la population occidentale et tout particulièrement de sa jeunesse.

Pourtant, ces rapports n'ont pas eu par eux-mêmes un impact direct sur l'économie mondiale. C'est une autre production du GIEC qui bouleversa celle-ci. Il s'agit d'un document peu connu, publié en 2011 sous le titre de « *Rapport Spécial sur les Énergies Renouvelables et la lutte contre le changement climatique (SRREN)* ».

Sa conclusion rendue publique par le Président du GIEC de l'époque, l'Indien Rajendra Pachauri, avec l'aval des Nations-Unies, a profondément changé depuis lors le cours de l'économie mondiale. Elle s'énonçait en quelques mots : « *Science is settled. Close to 80 percent of the world's energy could be met by renewables by mid-*

*century* » : (La science a parlé. Près de 80 % de l'énergie mondiale pourraient être procurés par les énergies renouvelables au milieu du siècle).

Autrement dit, compte tenu des autres sources énergétiques, il serait possible de se passer de pétrole, de gaz naturel et de charbon aux alentours de 2050, et que ceux-ci soient remplacés par les énergies renouvelables. Il n'y aurait plus d'émissions de CO<sub>2</sub>. Ce serait la « **neutralité carbone** ».

Dire qu'il s'agit là d'un mensonge serait un euphémisme tant l'imposture est sans limite et les conséquences aujourd'hui dramatiques pour l'humanité. Il suffit de constater que les énergies renouvelables que sont les éoliennes et les panneaux photovoltaïques ne produisent que de l'électricité, et qu'elles ne peuvent, compte tenu de leur intermittence, fournir au mieux qu'une petite moitié de celle-ci dans chaque pays.

Car l'électricité n'assure elle-même que 22 % des besoins énergétiques finaux de la planète et il en découle que les énergies renouvelables concernées ne peuvent répondre tout au plus qu'à 10 % des besoins énergétiques de l'humanité, et non à 80 % comme l'a affirmé le GIEC car il n'est pas économiquement possible que l'électricité remplace les hydrocarbures fossiles.

L'Allemagne en apporte aujourd'hui la preuve. Elle a dépensé au cours des années récentes plus de 300 milliards d'euros pour couvrir son territoire de plus de 30 000 éoliennes et de millions de panneaux photovoltaïques. Pourtant, ceux-ci ne lui procurent qu'un



peu plus d'un tiers de son électricité, c'est-à-dire moins de 8 % de son énergie finale, le solde lui étant fourni presque exclusivement par le pétrole, le gaz naturel et le charbon. Qui pourrait imaginer que les énergies renouvelables puissent un jour lui fournir 92 % de son énergie ?

Le pourcentage actuel de l'énergie mondiale fourni par les énergies renouvelables concernées n'excède d'ailleurs pas 2 %.

C'est que l'électricité ne se stocke pas. Certes, il est techniquement possible de transformer l'électricité en hydrogène par électrolyse, mais celui qui serait ainsi produit reviendrait quatre fois plus cher au moins que celui qui peut être facilement obtenu à partir du gaz naturel, et n'aurait pas de marché. Transformer 10 % en 80 % est sans nul doute un record de désinformation et de mensonge qui n'est pas près d'être égalé.

Il est d'ailleurs intéressant de décrire sa genèse qui fut l'œuvre de trois « Verts » allemands, des « Grünen », aux convictions aussi inébranlables qu'infondées.

Le premier, **Achim Steiner**, est depuis 15 ans le responsable le plus important des Nations-Unies dans le domaine de l'environnement. C'est lui qui dicte sa volonté. Après des études de philosophie et de science politique, il embrassa la carrière de diplomate. De 2001 à 2006 il fut ensuite directeur général de la puissante Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), organisme discret qui regroupe plus de 1 400 ONG, emploie plus de 900 personnes dans le monde et dispose d'un budget de 148

millions de dollars en 2019. Ses statuts stipulent que sa mission est ***« d’influencer, d’encourager, et d’aider partout dans le monde à conserver la nature et à s’assurer que tout usage des ressources naturelles est équitable et écologiquement soutenable »***.

L’UICN œuvre donc ardemment pour la défense et la survie de la flore, et de la faune à une exception près. Car l’Homme est entièrement absent de ses préoccupations. Bien au contraire, il est son ennemi comme le laissent clairement entendre ses statuts. Car qui d’autre menacerait la nature, si ce n’est l’espèce humaine ?

C’est armé de cette conviction qu’Achim Steiner accéda sous l’égide de Koffi Annan en 2066 au poste de Directeur général du Programme des Nations-Unies pour l’Environnement (PNUE ou UNEP), c’est-à-dire à la responsabilité suprême en matière d’environnement au sein de celles-ci puisque le GIEC en est une émanation.

Devenu ensuite en 2016 Directeur Général de la structure onusienne sœur intitulée « Programme des Nations-Unies pour le Développement » (PNUD ou UNPD) à la suite d’un autre « Vert » allemand, c’est de lui qu’émane toujours le discours apocalyptique que n’ont cessé de répéter inlassablement, sans en changer un seul mot, les Secrétaires Généraux que furent successivement Ban Ki Moon et Antonio Guterres.

Mais, pour tenter de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, il fallait montrer qu’il existait des alternatives aux énergies fossiles qui ne pouvaient être que les énergies renouvelables, au premier rang desquelles les éoliennes et les panneaux photovoltaïques.

Ce sujet était de la compétence du GIEC, qu'Achim Steiner convainquit sans difficulté de s'emparer du sujet en 2009.

Pour être sûr que le résultat à attendre serait conforme aux résultats espérés, il fallait un homme de confiance, à nouveau dépourvu de toute connaissance scientifique, mais convaincu par avance du résultat à atteindre, c'est-à-dire que les énergies renouvelables pourraient se substituer aux énergies fossiles.

C'est là qu'intervint un deuxième citoyen germanique répondant au patronyme d'**Ottmar Edenhofer**, qui joue toujours aujourd'hui un rôle central dans son pays pour y prôner « *l'Energiewende* ». Avant de devenir économiste, l'intéressé a étudié la théologie puisqu'il avait été plusieurs années jésuite avant de se convertir à la religion écologiste, mais il répondait pleinement au profil recherché, celui d'un inébranlable militant convaincu, et fut donc nommé responsable suprême du rapport SRREN, celui qui allait conclure que les énergies renouvelables pourraient répondre à près de 80 % des besoins énergétiques de la planète en 2050 alors que la réalité est inférieure à 10 %.

Encore fallait-il enfin trouver quelqu'un qui accepte, au sein des 168 (!) scénarios examinés, d'en concevoir un qui soit à ce point absurde et mensonger. Ce rôle fut dévolu à un autre allemand dénommé **Sven Teske**, dépourvu de tout diplôme supérieur puisqu'il n'obtint son doctorat que 5 ans plus tard, mais qui fut à dessein bombardé « *Lead Author* » du rapport. Il faut dire que

l'intéressé n'était autre que le directeur de Greenpeace pour les énergies renouvelables.

C'est en définitive à cette trilogie maléfique de trois « Grünen » germaniques que nous devons les conclusions insensées du rapport SRREN qui bouleversa depuis sa parution l'économie mondiale en l'entraînant sur une voie sans issue et malheureusement ruineuse au détriment de ceux qui la suivent, et au-delà de l'humanité tout entière. Depuis 2011, les dépenses pour les énergies renouvelables se comptent en milliards de dollars.

Le premier tome de *La religion écologiste* décrit plus en détail cette incroyable forfaiture de ceux qui affirment parler « **au nom de la science** » alors qu'ils n'ont pas la moindre compétence scientifique. Les trois responsables qui ont tenu en mains le destin du monde étaient respectivement philosophe, théologien-économiste et dépourvu de diplôme valable. Tels sont les prophètes de la nouvelle foi.

Quant à accroître la part de l'électricité au sein de la consommation énergétique finale de l'humanité, il ne faut pas nourrir de grandes illusions. Même l'hypothétique électrification totale du parc automobile européen n'aurait pas d'impact significatif à cet égard, et concernerait moins de 1 % de la demande énergétique mondiale comme le montrera l'annexe 4 de ce livre.

Enfin, s'agissant des éoliennes qui seraient nécessaires dans un pays comme la France pour couvrir l'ensemble de ses besoins énergétiques par les énergies renouvelables comme le demande le

GIEC, il faudrait en multiplier le nombre par ***plus de trente*** à une époque où personne ou presque n'en veut plus !

Pour se convaincre de cette impasse, il suffit aussi de recenser comme le fait chaque année l'Agence Internationale de l'Énergie les prévisions ***officielles*** de tous les pays, que le GIEC ne peut ignorer, et qui correspondent à des projets en cours ou prévus à court terme. Celles-ci montrent que les énergies fossiles répondront encore en 2040 à **75 %** au moins des besoins de la planète contre **81 %** aujourd'hui, et que le pourcentage ne sera donc guère différent en 2050, au lieu des **0 %** que demande le GIEC. Et sans doute en ira-t-il ainsi bien longtemps encore.

Pour donner une idée de l'irréalisme des déclarations du GIEC, il suffit enfin d'ajouter que le centre d'études « Bloomberg », pourtant adepte des thèses en vogue, a estimé dans son rapport « New Energy Outlook 2021 » que le montant des investissements nécessaires pour atteindre la « neutralité carbone » en 2050, pourrait atteindre 173 000 milliards de dollars, à condition que cette mutation soit possible, ce qui n'est pas le cas.

La forfaiture est tellement flagrante qu'on pourrait penser qu'elle ait été dénoncée par les institutions mondiales unanimes, à commencer par les Nations-Unies elles-mêmes, et par les grands pays du monde. Il n'en a rien été, bien au contraire, l'Europe remportant à cet égard la palme de la stupidité.

Le Vieux Continent, qui est de surcroît le seul à véritablement vouloir agir alors qu'il représente moins de 10 % des émissions

mondiales de CO<sub>2</sub>, s'est engagé en effet sur la voie d'un déclin certain en adoptant en février 2021 un « plan de relance » dont plus de 250 milliards d'euros seront réservés aux mesures supposées agir pour la protection du climat dans le cadre d'un « *green deal* ». Le but affiché par les gouvernants européens est de supprimer entièrement les émissions de CO<sub>2</sub> du Vieux Continent, c'est-à-dire le recours au pétrole, au gaz naturel, et au charbon d'ici 2050, et de réduire déjà celles-ci de près *de moitié* dès 2030 par rapport à leur niveau actuel.

Nous sommes là dans le domaine de l'utopie. De tels objectifs n'ont pas la moindre chance d'être atteints, mais ils justifient des dépenses inutiles et entraînent un bouleversement de pans entiers de l'industrie, au premier rang desquels celui de l'automobile qui vit un véritable drame avec la perte de centaines de milliers d'emplois et un renchérissement du coût des véhicules pour leurs utilisateurs c'est-à-dire pour tous ou presque.

Ces objectifs justifient également de multiples autres contraintes pour les entreprises et les individus, sans parler de leur impact présent et futur sur une vision du monde qui ne pourra qu'être négative et accusatrice à l'avenir puisqu'il n'y a aucune chance que les objectifs annoncés puissent être atteints ni même approchés.

Mais le GIEC persiste dans sa lubie délétère. Dans son rapport rendu public le 9 août 2021 sous l'égide de la française Valérie Masson-Delmotte, il refuse de voir la réalité et répète page après page qu'il faut supprimer d'ici 2050 les émissions de CO<sub>2</sub> dans le monde, ce qui supposerait la fin du recours aux énergies fossiles à cette date. Or cette dernière évidence est soigneusement cachée. **Les**

**mots pétrole, gaz naturel, et charbon ne figurent pas une seule fois dans le « résumé à l'intention des décideurs » et ses dizaines de pages, comme s'il n'y avait pas de lien entre ceux-ci et les émissions de CO<sub>2</sub> !** On est là à la source de la désinformation. Ne parler que de ce qui est présenté comme une catastrophe, le CO<sub>2</sub>, en « omettant » de dire qu'il est le fruit du recours aux énergies fossiles aux conséquences éminemment bienfaitrices pour l'humanité.

Ce document envisage cinq scénarios d'évolution des émissions de CO<sub>2</sub> jusqu'en 2100, plus irréalistes les uns que les autres. Trois prévoient la suppression totale de celles-ci, respectivement en 2050, 2075, et peu après 2100. Les deux autres envisagent au contraire une explosion de ces émissions, jusqu'à leur doublement et leur triplement en 2100 par rapport à leur niveau actuel, assortis de conséquences annoncées comme catastrophiques. Aucune n'envisage leur maintien pendant longtemps à un niveau voisin de l'actuel, ce qui est le plus probable.

De toute manière, le scénario mis en exergue par le rapport, celui de la « neutralité carbone » dès 2050, est présenté comme le seul qui puisse épargner le pire à la planète et à l'humanité.

Mais quand on demande aux porte-paroles français de cette vision des choses que sont notamment Jean Jouzel et Valérie Masson-Delmotte ce qu'il faudrait faire pour atteindre concrètement cet objectif au niveau planétaire, ils font preuve d'un silence assourdissant. Ils ne savent pas, et ce n'est pas leur affaire. Ils ne savent pas, puisque c'est à l'évidence impossible. On dirait qu'ils ne

se sont jamais posé la question. Mais ils laissent croire que c'est possible, et c'est là de leur part un mensonge par omission caractérisé, celui sur lequel repose la nouvelle religion qui a conquis la planète, la religion écologiste. C'est aussi la preuve du refus de voir la réalité et d'un manque de bon sens qui affligent.

On aurait pu espérer que, face à la folie qui caractérise trop souvent nos voisins d'outre-Rhin, le pays de Descartes ait fait entendre la voix de la raison qui est aussi celle de son intérêt. Jusqu'à présent, ce ne fut pas le cas.

D'ailleurs les Français ne s'y trompent pas. Consultés par l'IFOP en août 2021, les deux-tiers d'entre eux doutent qu'il soit plausible que l'humanité puisse se passer d'ici 2050 de pétrole, de gaz naturel, et de charbon. Ce faisant, ils font preuve d'un élémentaire bon sens dont le GIEC et les Nations-Unies elles-mêmes ont réussi à priver les dirigeants de la planète, y compris les nôtres. La vérité s'exprime pourtant en quelques mots.

**L'humanité ne peut se permettre de ne pas émettre de CO<sub>2</sub>.**  
**Mankind cannot afford not to emit CO<sub>2</sub>.**



### CONTREVÉRITÉ 3

## Le pétrole va bientôt manquer

L'affirmation n'est pas nouvelle. Le rapport Meadows « ***Les limites à la croissance*** » de 1972, connu en France comme celui du « ***Club de Rome*** », avait laissé entendre dans le cadre de sa vision systématiquement pessimiste de l'avenir que le pétrole pourrait être épuisé dès l'an 2000. Les « réserves prouvées » n'excédaient pas alors en effet 30 ans de la consommation de l'époque.

Chacun sait ce qu'il en est advenu. Près d'un demi-siècle plus tard, et après un recours au pétrole qui n'a cessé de croître, les réserves « prouvées » de ce dernier, de même que celles du gaz naturel, représentent désormais 50 ans d'une consommation qui est pourtant supérieure de moitié à celle de 1972. Et celles de charbon excèdent 130 ans. Or il est certain que les réserves réelles sont très largement supérieures encore pour plusieurs causes qui s'additionnent.

De nouveaux gisements ne cessent d'être découverts, même s'ils sont souvent moins aisés à atteindre. Parmi d'autres, la Côte d'Ivoire annonçait ainsi le 1<sup>er</sup> septembre 2021 la découverte d'un gisement géant au large de ses côtes.

Pour leur part, beaucoup de gisements connus sont loin d'avoir été explorés en totalité. Les compagnies pétrolières, et tout

particulièrement celles qui sont en la main d'États souverains, n'ont aucune raison de dépenser aujourd'hui leurs ressources pour procéder à des découvertes qui ne seront exploitées que dans des décennies. Elles ont tout intérêt à exploiter au mieux les puits déjà connus auxquels elles ont accès, d'autant plus que les techniques modernes permettent d'en extraire beaucoup plus de pétrole qu'auparavant. Ceux de la Mer du Nord, qui auraient dû être épuisés depuis longtemps, ne continuent-ils pas à produire encore ?

Enfin, et ce n'est pas la moindre des causes, les sources qui font référence pour évaluer les réserves dites prouvées (*BP Statistical Review* p. ex.) ne prennent pas en compte le pétrole et le gaz dits « de schiste », faute que personne ne soit en mesure d'en évaluer aujourd'hui le potentiel. Ces derniers ont pourtant bouleversé le cours des choses au cours de la décennie écoulée. De 2010 à 2020, la production de pétrole a *doublé* aux États-Unis, alors que toutes les prévisions faisaient au contraire état de sa disparition prochaine, et l'opinion se répand outre-Atlantique que le pétrole et le gaz de schiste pourraient répondre aux besoins américains pour le siècle à venir. Et il serait étonnant que les États-Unis aient le monopole de ce nouvel or noir. S'agissant de la France, nous ne risquons pas de le savoir, puisque votée sous la pression des élus écologistes, la loi interdit même de chercher à savoir si nous en disposons !

Si une conclusion est certaine, c'est donc que les réserves de la planète économiquement accessibles sont très supérieures aux réserves dites « prouvées ». Sans guère de risque, il est possible d'affirmer qu'elles sont au moins double de ces dernières, si ce n'est

nettement plus encore. Elles représentent a minima 100 ans de la consommation mondiale actuelle.

Certes, cette consommation augmentera au fur et à mesure que des pans nouveaux de l'humanité sortiront de la pauvreté et il faut s'interroger sur son évolution future. A cet égard, une chose est tout d'abord certaine. Le monde ne pourra jamais s'aligner sur la situation nord-américaine actuelle caractérisée par une consommation de 3 tonnes de pétrole par habitant et par an ! Pour les 8 milliards d'êtres humains que comptera bientôt la planète, il faudrait annuellement 24 milliards de tonnes à comparer avec une production mondiale actuelle de 4,5 milliards.

Mais il en irait déjà tout autrement si la situation française actuelle devenait la norme, puisque la consommation nationale avoisine dans l'Hexagone 1 tonne par habitant par an, ce qui conduirait à un total mondial annuel de 8 milliards de tonnes.

C'est là sans doute beaucoup trop encore. Heureusement, tout laisse penser qu'il sera possible de diminuer avec le temps la consommation des pays développés. Il en va ainsi par exemple de la circulation routière avec la diffusion progressive de véhicules qui consommeront moins que ceux de notre époque, comme le font déjà les plus sobres d'entre eux, notamment diesel, ainsi que les « hybrides rechargeables » lorsqu'ils sont utilisés à bon escient, à

défaut des véhicules purement électriques dont l'avenir est plus qu'incertain.

S'agissant des ressources, il sera plus tard possible de faire appel aux potentialités considérables de production de biocarburants des pays tropicaux et équatoriaux. Lorsque le pétrole deviendra rare, son prix moyen augmentera nécessairement, bien au-delà des fluctuations qui le caractérisent aujourd'hui. Les utilisateurs des voitures particulières et des véhicules utilitaires qui circulent en Europe n'acceptent-ils pas déjà de payer les carburants qu'ils utilisent à un prix qui équivaut à 225 dollars par baril de pétrole du fait des taxes sur les carburants ? La production à vaste échelle de biocarburants représentera alors pour les pays concernés un véritable « or vert » éternel, neutre de surcroît quant au CO<sub>2</sub>. Qui pourrait les empêcher de mettre celui-ci à profit, à leur bénéfice et à celui de l'humanité ?

## CONTREVÉRITÉ 4

### La mer va nous envahir

La submersion par les eaux a toujours fait partie des peurs ancestrales de l'humanité. Déjà la Bible, reprenant des légendes mésopotamiennes, nous décrivait le Déluge auquel n'échappaient que Noé et quelques paires d'animaux dont les descendants repeuplèrent la planète. L'envahissement de nos côtes par une inexorable montée de la mer prend donc place dans une longue tradition.

Dès 1984 Bert Bolin, le futur fondateur du GIEC, prédisait ainsi sans la moindre preuve qu'il fallait s'attendre du fait des activités humaines émettrices de CO<sub>2</sub> à une hausse du niveau des océans de 1,5 mètre en même temps qu'à une élévation de 4,5 degrés de la température du globe. Il donnait ainsi naissance aux deux peurs qui, près de quarante années plus tard, allaient toujours constituer les deux fondements de la communication de l'organisme dont il allait être un peu plus tard le créateur et le premier président.

Des années plus tard, en 2006, Al Gore alla beaucoup plus loin encore. Dans son film « *Une vérité qui dérange* » qui lui valut d'être personnellement titulaire du Prix Nobel de la Paix aux côtés du GIEC, il n'hésita pas, outre de multiples autres invraisemblances et contrevérités, à montrer Manhattan envahi par les eaux, submergé

par une hausse de 6 mètres de l'Océan Atlantique détruisant le cœur de New-York sur son passage.

Quant à eux, tous les rapports du GIEC sans exception ont systématiquement placé depuis 30 ans en première place des menaces pesant sur la planète et l'humanité la submersion des zones côtières où vit jusqu'au quart des êtres humains.

On pourrait croire que de telles affirmations reposent sur le constat d'une hausse massive du niveau des mers si les rapports du GIEC eux-mêmes ne le démentaient formellement, à tel point qu'il faut les lire plusieurs fois pour être certain de ne pas se tromper. Car ces rapports, tels que celui de 2014, mettent en évidence que la « hausse » enregistrée depuis plus de 150 ans par les marégraphes d'Europe et d'ailleurs n'a pas excédé depuis 1880 un rythme moyen de moins de 2 millimètres par an.

Personnellement, j'avais d'ailleurs cru tout d'abord à une erreur d'impression, les millimètres ayant été confondus avec les centimètres si ce n'était avec les décimètres. Mais il n'en était rien, et il n'est pas nécessaire de disposer de notions poussées de calcul pour constater que deux millimètres par an aboutissent à deux *centimètres* par décennie, et à vingt *centimètres* par siècle, c'est-à-dire que la hausse qui fait régulièrement la « une » des communiqués du GIEC est rigoureusement imperceptible puisque les marées et les vagues atteignent parfois 10 mètres. D'ailleurs, personne ne s'est rendu compte de celle de l'ordre de 20 centimètres déjà survenue depuis 1900...

Ce fut d'ailleurs ce constat qui me convainquit personnellement de ne plus croire à la doxa climatique officielle à laquelle j'avais tout d'abord adhéré comme en témoignent certains de mes précédents ouvrages. Ce fut ma révélation du chemin de Damas.

Et les évolutions récentes ne modifient pas cette conclusion. Certes, le rythme d'évolution est passé de 2 à 3 millimètres par an depuis une quarantaine d'années comme le constatent les satellites. Mais ce rythme reste insignifiant : 3 millimètres par an, ce sont 3 centimètres par décennie. Le rapport du GIEC de 2014 avait de surcroît constaté lui-même : « *Il est très probable que le rythme moyen de hausse du niveau de la mer a été de 1,7 millimètre par an sur l'ensemble de la période 1901-2010, et de 3,2 millimètres de 1993 à 2010. Mais il est probable qu'un tel rythme de l'ordre de 3 millimètres par an a déjà existé de 1920 à 1950...* ».

De telles évolutions sont évidemment impossibles à percevoir le long des côtes rocheuses où les vagues atteignent fréquemment plus de cinq mètres de hauteur. Quant aux zones non rocheuses, dont la pente est au moins de 1 % au voisinage de la mer comme l'ont relevé les études du CNRS, une hausse de 20 centimètres les ferait reculer logiquement de 20 mètres au bout d'un siècle, à supposer qu'on ne les surélève pas pour l'éviter si nécessaire ! Et même si le rythme passait à 4 millimètres par an, le recul serait de 40 mètres.

Il faut à ce sujet mettre fin à une idée fausse : l'altitude des terres situées en bordure des mers n'est jamais de zéro. Sinon, celles-ci seraient envahies par la mer à chaque marée ou à chaque tempête. Elle est nécessairement de plusieurs mètres comme l'indique le plus

élémentaire bon sens. Avec une pente de 1 %, elle se situe déjà à 5 mètres à 500 mètres du rivage, et c'est là une règle quasi-générale.

Mais le GIEC n'hésite pas à évoquer dans chacun de ses rapports la perspective de centaines de millions de réfugiés potentiels chassés par les eaux côtières si ce n'est plus, et celle de la disparition de villes comme Shanghai et de multiples autres métropoles.

Bien entendu, les choses changeraient si les océans montaient au cours des décennies à venir de plusieurs mètres, mais il n'en existe pas le moindre indice. Et le fait que l'Antarctique où se trouvent les 9/10<sup>es</sup> de la glace polaire ne se réchauffe pratiquement pas ne conduit pas à l'inquiétude.

Il résulte de ces considérations un constat majeur : **à l'échelle de la vie humaine, la mer ne monte pas**. C'est ce que pensent avec bon sens nos contemporains qui considèrent qu'une hausse de 20 centimètres du niveau de la mer en 50 ou 100 ans n'est pas vraiment une hausse. Il faut toute la candeur de scientifiques honnêtes mais naïfs pour ne pas le proclamer haut et fort et accepter d'entrer dans des débats qui permettent à ceux qui sont dépourvus d'honnêteté de mettre en avant des scénarios apocalyptiques.

C'est ainsi que le GIEC a eu recours à un double et stupéfiant stratagème dans le rapport AR6 déjà cité de son groupe 1 publié le 9 août 2021. Il a tout d'abord formulé l'hypothèse que la hausse du niveau de la mer était en voie d'accélération, et pourrait éventuellement passer de 2 à 4 millimètres par an à 10. Or rien ne permet de dire que le rythme d'élévation du niveau des eaux s'est



accru significativement au cours des dix dernières années contrairement à ce qu'affirme le GIEC. C'est là un mensonge de plus. Il est impossible de tirer des variations de quelques années des conclusions valables pour des siècles.

Et, comme cette perspective ne donnait toujours lieu qu'à une élévation du niveau des eaux de l'ordre de 80 centimètres en 2100 et donc à un recul des côtes de 80 mètres, le GIEC a émis *pour la première fois de son histoire* et sans crainte du ridicule, des prévisions pour l'an...2300 qui n'ont évidemment aucun sens pour une échéance aussi lointaine !

Et ne faisant pas dans le détail, le GIEC n'hésite pas alors à affirmer dans son rapport : « ***Une élévation du niveau de la mer dépassant 15 mètres d'ici l'an 2300 ne peut pas être exclue*** ». Or il faudrait pour cela que l'Antarctique fonde alors qu'il n'en existe pas le moindre indice.

Et c'est cette allégation qui a fait le tour du monde. De qui se moque-t-on ? Aveuglés par leurs croyances, comment les auteurs d'un document émis au nom des Nations-Unies osent-ils proférer sans la moindre preuve de telles inepties ? Il s'agit là d'un autre mensonge fondateur caractérisé, dont le seul but est d'entretenir dans l'imaginaire mondial une peur qui n'a aucun fondement. Mais il n'est pas le seul.

**À l'échelle de la vie humaine, la mer ne monte pas.**

## CONTREVÉRITÉ 5

# Il est prouvé que la température va s'élever dramatiquement

Plus encore que celle du niveau de la mer, la peur d'une hausse massive de la température du globe, au point que celui-ci devienne en quelque sorte un enfer, constitue le fondement central de la communication du GIEC. A cette fin, celui-ci recourt depuis des années à de multiples travestissements de la vérité, dont seuls trois seront ici cités.

Le 5 juillet 2015, quelques mois avant la grande Conférence de Paris, la COP 21, Ban Ki Moon, alors Secrétaire Général des Nations-Unies, la plus haute autorité morale de la planète, déclarait : « ***Si rien ne change, le GIEC nous dit que la température du globe va s'élever de 5 à 6 degrés d'ici 2100*** ». Bien entendu, l'intéressé n'avait pas inventé ces chiffres et ne faisait que répéter les affirmations constantes du GIEC, organisme placé de surcroît dans sa mouvance et financé par les Nations-Unies elles-mêmes. Il n'y avait là rien de nouveau.

Déjà en 1984, son futur fondateur Best Belin avait annoncé sans aucune preuve qu'il fallait s'attendre à une hausse de près de 5 degrés.

En 2001, et contrairement à ce qu'avait annoncé la quasi-totalité des 245 experts qu'il avait consultés, le GIEC avait à nouveau affirmé qu'une hausse de près de 6 degrés était possible d'ici 2100, et c'est ce que la communauté mondiale avait retenu depuis lors.

La réalité est tout autre. De 1850 à nos jours, d'après le GIEC lui-même, l'élévation n'a pas dépassé 1,1 degré soit **0,6°C par siècle c'est-à-dire dix fois moins que les prévisions citées ci-dessus du GIEC**. Au cours des 40 dernières années les satellites d'observation ont relevé pour leur part une croissance de l'ordre de 0,013 à 0,020 degré par an selon les sources, ce qui conduirait tout au plus à une hausse de l'ordre de 0,4 à 0,6 degré en 2050 si elle se poursuivait inchangée.

Encore n'y a-t-il là aucune certitude. De 1910 à 1940, le globe avait déjà connu pendant trente ans un rythme de croissance de la température analogue à celui que nous connaissons aujourd'hui, alors même que les émissions de CO<sub>2</sub> étaient à l'époque très faibles, et ceci avant d'entrer dans une phase de **décroissance** des températures jusqu'en 1975, au moment même où ces émissions prenaient leur essor, à tel point que les médias unanimes – et beaucoup de climatologues de l'époque – pronostiquaient l'arrivée imminente d'un nouvel âge glaciaire ! Face à un tel constat, le moins que l'on puisse dire est que le doute est permis.

Quoiqu'il en soit, la perspective d'une hausse de 5 à 6 degrés d'ici la fin du présent siècle n'est plus défendue par personne, et le GIEC

s'est trouvé confronté en 2021 à un nouveau défi : comment faire peur avec les hausses modestes aujourd'hui constatées ?

Le rapport AR6 diffusé le 9 août 2021 allait apporter la réponse, et tous les médias du monde reprirent son message majeur, qui affirmait que si rien ne changeait la Terre allait connaître en quelques décennies un réchauffement catastrophique.

On lit ainsi en effet dans le communiqué de presse alors diffusé : *« Il est prévu que l'accroissement de la température planétaire atteigne ou excède 1,5 degré au cours des 20 prochaines années »*. Or, il s'agit là d'une tromperie. Les 1,5 degré de hausse évoqués s'entendent en effet par rapport à l'année 1850, et la température du globe s'est déjà élevée de 1,1 degré depuis cette date. **Autrement dit la hausse annoncée pour les 20 années à venir n'est pas de 1,5 degré mais de 0,4.**

Le même rapport annonce ensuite une catastrophe certaine pour une hausse de 2 degrés, qui ne serait en réalité que de 0,9 degré par rapport à la situation actuelle. Mais les chiffres de 0,4 degré et de 0,9 degré ne sont pas cités une seule fois dans le document et toute la presse mondiale a repris les chiffres de 1,5 degré et 2 degrés. Or qui pourrait croire que l'on aille à la catastrophe avec une hausse de 0,4 degré, voire de 0,9 degré, à supposer même qu'elles se produisent ?

Mais il y a plus grave encore dans la désinformation comme en témoigne le tout premier paragraphe du communiqué de presse du même rapport qui ne craint pas d'affirmer : ***« Beaucoup de changements aujourd'hui observés dans le climat ont été sans***

***précédents au cours des milliers, sinon des centaines de milliers d'années passées, et certains d'entre eux seront irréversibles au cours des centaines sinon des milliers d'années à venir ».***

On ne saurait être plus catastrophiste et mensonger. Dans la même ligne, le rapport reproduit dans sa figure SPM 1a courbe d'évolution supposée de la température terrestre depuis l'époque romaine qui nie l'existence de l'optimum médiéval survenu aux alentours de l'an 1000. Selon celle-ci, la température terrestre aurait été beaucoup plus basse en l'an 1000 qu'aujourd'hui. S'il en avait été ainsi, pourquoi Erik le Rouge aurait-il alors donné en l'an 984 le nom de Terre Verte (Groenland) au territoire où il allait fonder une colonie qui prospéra avec des milliers d'habitants pendant plus de trois siècles ? Comment ceux-ci auraient-ils pu élever dans un Groenland supposé couvert de glaces, du bétail, y cultiver des céréales, y construire des églises et même une cathédrale dont témoignent des ruines encore visibles au lieu-dit Hvasley ?

Contrairement à ce qu'affirme le GIEC dans son communiqué de presse d'août 2021, la vérité veut donc que le climat ait toujours varié dans le passé, et bien plus autrefois qu'au cours de l'époque actuelle.

Entre les époques glaciaires et interglaciaires, la différence moyenne des températures a excédé 10 degrés. Et il y eut parfois plus de fluctuations encore comme l'a constaté Jean Jouzel lui-même en tant que glaciologue dont la compétence ne peut être mise en doute, tout au moins sur ce sujet.

Ainsi que le relevait en 2007 sous sa signature la revue « Atlas Environnement » du *Monde diplomatique*, « *Les glaces du Groenland ont été l'origine de la découverte de 25 variations climatiques extrêmement rapides et importantes durant la dernière période glaciaire et lors de la déglaciation qui l'a suivie, avec des réchauffements **pouvant atteindre 16 degrés** survenus en quelques décennies suivis de refroidissement plus lents* ».

Et les modifications actuelles, qui se chiffrent en dixièmes de degrés, seraient sans précédent d'après le GIEC !!! Comment celui-ci ose-t-il ? La vérité veut que rien ne prouve aujourd'hui que les activités humaines actuelles aient une influence majeure sur le climat, car celui-ci a toujours évolué.

Il n'y a rien à ajouter, si ce n'est de rappeler l'essentiel qui veut qu'en tout état de cause, l'humanité ne peut se passer de pétrole, de gaz naturel et de charbon et donc d'émettre du CO<sub>2</sub>, que celui-ci exerce une influence sur le climat ou non, et que les débats qui ont cours et les objurgations qui les accompagnent sur ce dernier n'y peuvent rien.

## CONTREVÉRITÉ 6

### Les réfugiés climatiques vont déferler

De tous temps, l'espèce humaine a su s'adapter à des conditions de température très différentes d'un point du globe à l'autre. Certains habitent à Abidjan (température moyenne 26 degrés) et d'autres à Stockholm (température moyenne 6 degrés) sans même parler des Inuits de l'Arctique. Au sein d'un même pays, les différences peuvent être très fortes. Chicago est en moyenne plus froid que Houston d'une dizaine de degrés et beaucoup plus encore en hiver. Le climat des contreforts de l'Himalaya n'a rien à voir avec celui du sud de l'Inde. En France même, 5 degrés différencient Lille de Marseille. Pourtant, personne n'a jamais entendu dire que les habitants du sud des différents pays avaient envahi leur nord (Marseille vers Lille), ou d'ailleurs l'inverse (Lille vers Marseille).

Cette menace constamment mise en avant par le GIEC ne repose d'autant plus sur rien qu'elle ignore deux facteurs.

Aidés par l'accroissement de la teneur du CO<sub>2</sub> atmosphérique, les rendements agricoles ont tout d'abord fait de tels progrès que la faim qui hantait nos ancêtres a désormais disparu de la planète à l'exception des zones de guerres et de conflits, et de sécheresses temporaires et localisées qui ont toujours existé et auxquelles la communauté internationale réagit de mieux en mieux comme il est de son devoir. De 1960 à nos jours la production mondiale de

céréales a ainsi quadruplé, passant de 750 millions de tonnes par an à 3 milliards, pendant que la population terrestre s'élevait de 3 à 7,8 milliards et progressait donc beaucoup moins vite.

Il est une autre cause, entièrement méconnue quant à elle. Le réchauffement en cours de la planète est très inégalement réparti. Si la hausse a approché 3 degrés depuis 1950 dans l'Arctique, elle a été pratiquement inexistante (1/2 degré) dans les zones équatoriales et subtropicales d'après les observations des satellites de la NASA (GISS), comme si la nature faisait bien les choses. Pourquoi les populations concernées fuiraient-elles alors pour ce motif des régions du globe dont le climat ne change pas ou si peu, et où les rendements agricoles s'accroissent de surcroît constamment ?

A lui seul, cet argument réduit à néant le mythe des « réfugiés climatiques » en le ridiculisant de surcroît. D'ailleurs personne n'a jamais pu donner le nom **d'un seul d'entre eux** malgré les ONG qui n'hésitent pas affirmer que l'on en compte 1 par seconde soit 31 millions par an ! (ACAT France par exemple). La planète compte malheureusement aujourd'hui 80 millions de réfugiés, mais ceux-ci quittent leurs terres d'origine pour de tout autres causes.

C'est là un autre des mensonges fondamentaux sans cesse ressassés qui contribuent à la peur soigneusement entretenue.



## CONTREVÉRITÉ 7

# Le changement climatique est responsable de toutes les catastrophes

L'actualité a été marquée pendant l'été 2021 par des événements qui ont défrayé la chronique : dôme de chaleur au Canada, inondations en Allemagne et en Chine, incendies de forêts ravageurs dans l'Ouest américain, et de multiples commentateurs en ont déduit que ceux-ci ne pouvaient être que les fruits du changement climatique. C'est désormais là l'une des « vérités » qui figure également dans le rapport du GIEC du 9 août 2021. Ce faisant, ses responsables ont oublié de mentionner que le sud du Brésil avait connu en juillet de la même année des chutes de neige résultant d'une vague de froid venue de l'Antarctique sans précédent depuis plus de 160 ans. Ils ont surtout oublié que de tels événements ont toujours eu lieu au cours des temps mais qu'il était impossible autrefois d'avoir la connaissance instantanée que permettent les moyens modernes de communication, ni même parfois d'en entendre simplement parler. L'ouest du Canada n'a-t-il pas battu tous ses records **de froid** dans les derniers jours de 2021 ?

S'agissant des inondations, celles-ci ont frappé notre pays à de multiples reprises, avec leur cortège de victimes. C'est ainsi qu'en 1875 des débordements dramatiques de la Garonne et de ses affluents ravagèrent Toulouse, Agen et de multiples autres lieux, en

détruisant 1 400 maisons et provoquant des centaines de morts. Tous les ponts de Toulouse furent emportés à l'exception d'un seul.

Plus près de nous, chacun a entendu parler de la grande crue de la Seine de 1910 qui inonda 20 000 immeubles et la moitié du réseau de métro. Plus près encore, en 1992, c'est l'Ouvèze qui déborda à Vaison la Romaine, la hauteur des eaux ayant atteint 17 mètres à la suite de pluies qui excédèrent par endroit 400 millimètres en quelques heures ! Le nombre de victimes dépassa 50, et l'examen des archives révéla que des phénomènes similaires étaient déjà survenus en août 1616.

Bien d'autres évènements analogues pourraient être cités dans une liste sans fin, qui sont sortis de la mémoire collective. Qui sait qu'en 1579 la Bièvre, petit affluent de la Seine aujourd'hui recouvert dans la traversée de la capitale, ravagea le sud de Paris et tua des dizaines de personnes dans une crue dévastatrice ?

Personne n'aurait eu alors l'idée de rendre responsables de ces évènements dramatiques d'éventuels « changements climatiques » d'origine humaine, comme le fit sans scrupules Angela Merkel au sujet des inondations de son pays et de la centaine de victimes qu'ils entraînèrent.

Encore les catastrophes qui frappèrent l'Europe au cours des siècles et des millénaires ne sont-elles rien à côté de celles que connurent d'autres continents. En même temps que l'Allemagne était victime d'inondations au cours de l'été 2021, la Chine fut également endeuillée par une montée soudaine des eaux,

conséquence de pluies diluviennes qui provoquèrent là aussi une centaine de morts et engendrèrent des dégâts considérables dans la province de Henan, une rame de métro ayant même été engloutie dans sa capitale Zhengzhou avec une dizaine de passagers.

Mais, quelle qu'ait été l'ampleur de ces pertes, celles-ci n'eurent rien à voir avec ce qui fut sans doute la plus meurtrière des inondations jamais connues dans le monde. En 1931, des pluies incessantes provoquèrent dans la même région de Chine la submersion d'un territoire aussi vaste que la France, et personne ne saura jamais quel en a été le nombre des victimes, évalué par les sources de l'époque entre 1 et 4 millions ! Pour la petite histoire, on notera que le dessinateur Hergé en fut tellement frappé qu'il illustra cet évènement dramatique dans son ouvrage « *Le Lotus Bleu* » initialement publié en 1934.

Il faut donc revenir à la raison. Des évènements climatiques d'exception ont toujours existé, alors même qu'ils sont désormais imputés de nos jours au changement climatique.

Il en est ainsi des ouragans. L'Université de Floride qui fait autorité en la matière recense depuis 1878 les cyclones de l'Atlantique, caractérisés par l'indice ACE (Accumulated Cyclone Energy). Chaque année, 6 à 7 d'entre eux se produisent, dont 2 environ atteignent les côtes américaines, et chacun peut constater que l'université concernée en conclut que : « *Depuis plus d'un siècle, leur nombre ne montre aucune tendance claire d'évolution, ni à la hausse, ni à la baisse, et il est impossible d'affirmer que leur activité manifeste un quelconque accroissement* ». Et le cyclone IDA qui

frappa la Louisiane et New-York en août 2021 ne remet pas en cause ce constat.

Quant aux typhons qui balayent régulièrement l'océan Pacifique et l'océan Indien, leur impact humain sur les populations locales a heureusement fortement diminué sinon disparu du fait des satellites qui permettent de prévoir leur survenue afin que les populations puissent se mettre à l'abri. Seul a fait récemment exception celui qui a frappé la Birmanie en 2008, provoquant 140 000 morts au moins, la junte au pouvoir n'ayant émis aucune alerte à l'égard d'habitants alors privés de toute information.

Certes, les dégâts matériels provoqués par ces événements qui ont toujours existé et continueront à exister sont de plus en plus importants comme le constatent les compagnies d'assurance, mais il s'agit là de la conséquence logique de l'accroissement de la richesse des régions impactées et de la sortie de la pauvreté de leurs populations. Qui pourrait s'en plaindre ?

## CONTREVÉRITÉ 8

### Les ours blancs sont en danger

Très sympathiques lorsqu'ils sont petits, les ours blancs sont devenus aux yeux de l'opinion mondiale le symbole de la nocivité de l'action des hommes. Du fait de l'élévation de la température des zones arctiques, leur espèce serait en danger. Et l'on ne compte plus sur les réseaux sociaux les photos d'adultes faméliques en voie de mourir de faim, ou censés être désemparés sur des glaçons à la dérive.

La réalité est tout autre. Les ours blancs prolifèrent, ou plus exactement ils proliféreraient si, chaque année, près d'un millier d'entre eux n'étaient tués pour leur graisse et leur fourrure par les chasseurs esquimaux depuis la nuit des temps, ou par des titulaires de permis de chasse accordés par le gouvernement canadien.

Il est vrai que ces plantigrades ont failli disparaître il y a une cinquantaine d'années. Leur nombre n'excédait plus 10 000 environ et l'on avait alors tout lieu de craindre pour la survie de l'espèce. C'était là le résultat de chasses incontrôlées auxquelles les autorités canadiennes mirent fin en 1975. Depuis lors, leur nombre n'a cessé de croître pour atteindre aujourd'hui 30 000 si ce n'est plus, niveau au-delà duquel ces carnivores féroces présenteraient un danger excessif pour les populations humaines locales, ce qui justifie la politique de contrôle judicieusement menée par le gouvernement

canadien. Ces faits sont aisément vérifiables sur Internet, mais soigneusement cachés au profit d'une désinformation organisée visant à masquer la vérité.

Il faut ajouter que les ours blancs existent depuis des centaines de milliers d'années, et que leur espèce a traversé des successions de phases glaciaires et interglaciaires, avec des différences de température n'ayant rien à voir avec celles de notre époque, et avec des fluctuations incessantes des dimensions de la banquise entre l'été et l'hiver. Or ils ont toujours survécu. Pourquoi en irait-il de nos jours autrement ?

Le cas des ours blancs amène à s'interroger plus généralement sur l'évolution des espèces animales et végétales. Dans la mesure où elles sont recensées, on compte aujourd'hui environ 6 500 espèces de mammifères, 3 800 de grenouilles, 9 500 d'oiseaux, 8 400 de reptiles, et 28 000 de poissons. Quant aux espèces d'insectes, on évalue leur nombre à quelques vingt millions...

Pourtant, dans le passé, la planète a connu cinq vagues d'extinction recensées, qui firent parfois disparaître 90 % des espèces animales alors présentes. Dans ces conditions, doit-on se désespérer si une espèce est menacée de disparition, ce qui n'est manifestement pas le cas des ours blancs, mais par exemple celui des tigres de Sibérie qui ne comptent plus que 500 représentants en liberté et dont personne ne parle ?

Ne doit-on pas plutôt s'efforcer d'épargner de la pauvreté et de la mort les milliards d'êtres humains qui vivent aujourd'hui dans la

misère, ne disposent pas d'accès à l'électricité et sont privés des avantages multiples qui découlent de l'usage des énergies fossiles et dont bénéficient la plupart des habitants des pays développés ?

C'est là affaire de choix personnel. Autrefois, la réponse allait de soi comme l'enseignaient les religions traditionnelles judéo-chrétiennes.

Désormais, en lieu et place des pèlerinages traditionnels, la jeunesse défile par centaines de milliers derrière Greta Thurnberg, la Planète ayant remplacé le Dieu de ses ancêtres. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que, pour le grand nombre de ceux qui ont besoin d'un idéal, la religion écologiste infondée a remplacé les fois traditionnelles.

## CONTREVÉRITÉ 9

### Le CO<sub>2</sub> est un polluant

Il y a seulement vingt ans, personne n'aurait osé qualifier le CO<sub>2</sub> de polluant puisqu'il n'en est pas un. Le terme était réservé aux gaz et aux produits présentant un danger pour la santé, comme l'oxyde de soufre SO<sub>2</sub>, le plomb ou les particules fines qui sont d'ailleurs en chute libre sinon en disparition dans l'air des pays développés contrairement à l'opinion répandue.

Mais le GIEC a réussi par ses publications et ses discours à faire attribuer ce vocable éminemment négatif au dioxyde de carbone ou CO<sub>2</sub>, alors qu'il s'agit au contraire du gaz même de la vie. Sans celui-ci, celle-ci n'existerait pas sur terre. Comme l'apprennent les enfants à l'école, le CO<sub>2</sub> est l'élément central de la photosynthèse qui, sous l'influence des rayons solaires, l'associe à l'eau (H<sub>2</sub>O) pour donner naissance aux végétaux et ensuite aux animaux parmi lesquels figurent les êtres humains.

Faire passer ce qui est positif pour négatif en qualifiant le CO<sub>2</sub> de polluant, et lui associer ainsi la notion de danger a été l'une des manipulations les plus réussies du GIEC. Les sondages montrent en effet que la confusion est désormais totale dans l'opinion publique entre le CO<sub>2</sub> d'une part, et les polluants atmosphériques pouvant impacter la santé de l'autre. Or le CO<sub>2</sub> ne présente aucun risque pour



cette dernière aux concentrations les plus usuelles, puisque nous en émettons nous-mêmes à chaque respiration.

En revanche, son impact bénéfique pour la végétation est passé sous silence. Pourtant, lorsque des horticulteurs veulent accélérer dans leurs serres la croissance des fruits que nous mangeons ou des fleurs que nous offrons, ils y injectent massivement du CO<sub>2</sub> jusqu'à doubler la teneur de celui-ci si ce n'est plus, et ceci sans aucun inconvénient pour la santé de ceux qui y travaillent.

Le phénomène est le même à l'échelle du globe. L'accroissement de moitié de la présence du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère depuis les débuts de l'ère industrielle a eu deux conséquences éminemment bénéfiques.

La planète reverdit tout d'abord comme le montrent constamment les photos satellites prises par la NASA. C'est ainsi, vérité inconnue parmi d'autres, que les déserts reculent au lieu de croître comme c'était le cas il y a quelques dizaines d'années.

Mais surtout, l'augmentation de la présence du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère terrestre a été partout favorable aux récoltes. Même si ce n'est pas le plus important, c'est l'un des facteurs qui expliquent le quadruplement de la production de céréales depuis soixante ans sur la planète, et donc le recul de la faim dans le monde. Les recherches montrent que l'accroissement de moitié de la concentration atmosphérique du CO<sub>2</sub> survenu depuis le milieu du siècle dernier a sans doute accru de l'ordre de 20 % la productivité agricole mondiale.

Ceci n'empêche pas la FAO (Food and Agriculture Organization), autre émanation des Nations-Unies, de passer sous silence dans tous ses rapports ce rôle éminemment positif du CO<sub>2</sub>, et de lui attribuer au contraire sous l'influence du GIEC la responsabilité imaginaire de tous les maux d'ordre météorologique : sécheresses, inondations, cyclones, en assurant, en droite ligne avec le pessimisme ambiant onusien, qu'il en résulterait à l'avenir une chute des productions agricoles et une réapparition de la faim dans le monde que tout dément.

## CONTREVÉRITÉ 10

### L'écologie favorise l'emploi et la croissance

S'il est un message constamment répété, aussi bien par les gouvernements occidentaux que par les groupes de pression qui y ont intérêt, c'est que les mesures prises dans de multiples secteurs au nom de l'écologie vont créer de nombreux emplois au bénéfice de l'économie. Un sondage montrerait sans doute que la grande majorité de nos contemporains en est convaincue puisque nos responsables politiques ne cessent de l'affirmer.

Il faut voir là la conséquence d'une inculture économique généralisée. S'il suffisait de dépenser de l'argent pour lutter contre le chômage, la France devrait figurer au premier rang des pays qui ont réussi à supprimer celui-ci, et chacun sait que ce n'est malheureusement pas le cas.

Pourtant, il y a près de deux siècles qu'un économiste français, Frédéric Bastiat, partout enseigné à l'étranger à défaut de l'être dans son propre pays, a mis en évidence la réalité des choses dans un texte célèbre intitulé « ***Ce qu'on voit, ce qu'on ne voit pas*** », dont quelques paragraphes se doivent d'être cités tant ils s'appliquent aux dépenses aujourd'hui consenties au nom de la défense de la planète.

*« L'État ouvre un chemin, bâtit un palais, redresse une rue, perce un canal : par là il donne du travail à certains ouvriers. C'est ce qu'on voit, mais il prive de travail certains autres ouvriers, c'est ce qu'on ne voit pas. Voilà le chemin en cours d'exécution. Mille ouvriers arrivent tous les matins, se retirent tous les soirs, emportent leur salaire, cela est certain.*

*Mais est-ce tout ? L'opération, dans son ensemble n'embrasse-t-elle pas autre chose ? Les millions descendent-ils miraculeusement sur un rayon de lune dans les caisses de l'État ? Étudiez donc la question dans ses deux éléments. Tout en constatant la destination que l'État donne aux millions votés, ne négligez pas de constater aussi la destination que les contribuables leur auraient donnée et ne peuvent plus donner à ces mêmes millions.*

*Le sophisme que je combats ici est d'autant plus dangereux qu'il sert à justifier les initiatives et les prodigalités les plus folles... On est alors là face à une mystification ruineuse, une impossibilité, une contradiction qui montre un peu de travail stimulé qu'on voit et cache beaucoup de travail empêché qu'on ne voit pas. »*

Il n'y a rien à ajouter à ces paroles prémonitoires qui s'appliquent étonnamment bien aux dépenses sans fin consenties dans l'illusion de limiter des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> auxquelles nous ne pouvons rien puisqu'elles dépendent désormais avant tout des pays en développement, et que ceux-ci ne peuvent se priver d'avoir recours aux hydrocarbures qui leur sont indispensables pour émerger de la pauvreté. Ceux qui ne seront pas consommés par les uns le seront par les autres.

En réalité, les dépenses consenties au nom de l'écologie et non justifiées par ailleurs détruisent massivement des emplois. C'est pour cela que l'Europe, et donc notre pays, s'est engagée sur la voie du déclin par son « *Pacte Vert* » actuel qui se chiffre en centaines de milliards d'euros qui seront inutilement gaspillés dans de multiples domaines dans l'illusion vaine de « sauver la planète ».

## CONTREVÉRITÉ 11

### Le GIEC est un groupe d'experts

Plus un mensonge est gros, mieux il passe, assure le proverbe populaire, et c'est certainement ce qu'ont pensé ceux qui ont choisi le titre français de l'organisme qui dicte désormais la loi en matière de climat au nom des Nations-Unies. Celui-ci s'énonce officiellement dans notre langue, comme dans toutes celles qui ont fait l'objet de traductions officielles : « *Groupe **d'experts** Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)* ». Or sa véritable dénomination est en anglais seulement, et elle s'énonce « *Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)* ». On y chercherait en vain le mot « expert » qui en est absent pour deux raisons majeures.

Ses membres ne sont tout d'abord pas des personnes physiques, mais des gouvernements, ceux des 195 pays qui y adhèrent, comme le précise le mot « intergouvernemental » et non « international ». Le GIEC est en réalité un clone de l'ONU. Et un gouvernement n'est pas une personne.

Et il ne s'agit pas d'un organisme scientifique, mais politique. Qui pourrait d'ailleurs imaginer un instant que chacun des 195 pays qui sont membres du GIEC (IPCC) dispose d'experts du climat ?

Le fait d'avoir traduit le mot « *Panel* » par « *Groupe d'Experts* » est donc un mensonge stupéfiant. Tous les dictionnaires montrent que « *Panel* » se traduit simplement par « *Groupe* », et que pour dire « *Groupe d'Experts* », la langue anglaise utilise les mots « *Panel of Experts* ».

Rien n'est plus révélateur que la comparaison des traductions du vocable IPCC en espagnol et en portugais, qui sont respectivement « *Grupo Intergubernamental de Expertos sobre el Cambio Climático* » et « *Painel Intergovernamental sobre as Alteracoes Climáticas* ».

Seule la première traduction, malhonnête, comporte le mot « *expert* ». On pourrait s'en étonner si l'on ne savait que l'espagnol figure parmi les six langues qu'utilise le GIEC, et que c'est donc ce dernier qui a imposé le mot « *Expertos* », alors que la traduction portugaise, honnête quant à elle, émane du gouvernement de Lisbonne.

Le but de ce qu'il faut bien qualifier de mensonge éhonté était clair : il fallait faire passer le GIEC pour un organisme scientifique, ce qu'il n'est en rien comme le montre son organisation à trois étages.

- L'Assemblée Générale, composée de représentants diplomatiques des 195 pays, est censée prendre toutes les décisions importantes et notamment approuver les rapports de milliers de pages que ceux-ci sont évidemment incapables de comprendre. C'est ce qu'elle a fait à nouveau le 9 août 2021 en « approuvant » le rapport AR6 de près de 4 000 pages du groupe 1 du GIEC, illisible

pour le commun des mortels, sinon leur totalité, mais qui a défrayé la chronique en annonçant à nouveau un avenir catastrophique.

A l'exception de l'élection du Président, une fois tous les six ans, l'Assemblée Générale du GIEC n'a en réalité aucun pouvoir et ne peut qu'entériner les documents qui lui sont soumis et auxquels ses membres ne peuvent rien comprendre.

- Le Bureau n'en a pas plus. Ses membres, émanant à parité de pays développés et en développement, n'ont pour la plupart aucune expertise en matière de climat, puisque les véritables experts de ce domaine sont en nombre très faible et n'existent que dans quelques pays développés. Il s'agit donc là aussi pour l'essentiel d'une chambre d'enregistrement à l'exception d'un « Comité exécutif » de 19 membres, la plupart à nouveau sans qualification en matière de climat.

- Le Président peut avoir en revanche des pouvoirs considérables. Le GIEC n'en a compté que quatre depuis sa création en 1988, et le rôle des trois premiers a été fondamental.

Respectivement suédois (Bert Bolin), anglais (Robert Watson), et indien (Rajendra Pachauri), ils ont fait la loi jusqu'en 2015, ne travaillant qu'avec les membres du Bureau qui partageaient leur vision catastrophiste de l'avenir de la planète. Or aucun des trois n'était climatologue. Les deux premiers étaient météorologues, ce qui est entièrement différent, les heures et les jours ne devant pas être confondus avec les milliers d'années. Rajendra Pachauri était quant à lui ingénieur des chemins de fer (!), ce qui ne l'empêchait



pas de se présenter comme le meilleur expert mondial du climat et d'affirmer avec la plus grande détermination qu'il parlait au nom de la science, répétant sans cesse : « *La science a parlé* » (*Science is settled*). Il fallut attendre sa démission forcée pour cause de scandale pour qu'il déclare avec honnêteté : « *La lutte contre le changement climatique était ma religion* ». Or la religion n'a rien à voir avec la science.

Le titulaire actuel du poste, le coréen Hoesung Lee, est quant à lui un économiste remarquablement discret. Aujourd'hui c'est la Française Valérie Masson-Delmotte qui a largement repris, en tant que co-présidente du groupe 1 du GIEC, le flambeau de l'alarmisme le plus extrême, que traduit son rapport du 9 août 2021 qui a fait le tour du monde, et où ne se comptent plus comme on l'a vu les contrevérités outrancières dont le but est toujours le même, celui d'engendrer la peur.

Pour empêcher toute contestation, ce document de près de quatre mille pages indique qu'il a été élaboré par 751 auteurs issus de 66 pays, cite plus de 14 000 références, et qu'il a fait l'objet de 78 007 commentaires émanant d'experts ou de représentants des gouvernements ! Qui oserait alors contredire les conclusions rendues publiques de cette avalanche de contributions dont le simple nombre relève pourtant du ridicule, mais qui ne fait que se situer dans la droite ligne de tous les rapports du GIEC depuis sa création ? Car qui pourrait croire un instant qu'il existe dans le

monde 751 experts qualifiés du climat, répartis dans 66 pays et que quiconque ait pu tenir compte de plus de 78 000 commentaires ?

Certes, la quasi-totalité des personnes consultées sont de bonne foi, mais la plupart ont des compétences limitées à un seul des multiples aspects du domaine du climat. Et ce qu'elles ont pu dire ou écrire a été noyé dans cette avalanche.

Car les conclusions rendues publiques n'émanent pas d'elles, mais du petit groupe de rédacteurs finaux qui n'ont fait que reproduire en l'aggravant le contenu des 5 rapports précédents du GIEC en distordant outrageusement les faits comme en témoignent les mensonges précédemment cités.

Experts ou non, ceux qui ont été consultés ne l'ont été que dans un seul but, celui que leur nom figure sur le rapport rendu public afin d'empêcher toute contestation et de pouvoir dire que « ***la science a parlé*** », alors qu'il s'agit là de la caricature d'une véritable démarche scientifique, qui admettrait la possibilité du doute et de la modestie face à des phénomènes d'une extrême complexité, et ne consulterait que quelques véritables experts du climat dûment qualifiés, et non 751 dont la plupart ne peuvent en être.

Tel est d'ailleurs le thème de l'ouvrage que vient de publier outre-Atlantique le Professeur Steven Koonin sous le titre révélateur « UNSETTLED ? ».

## CONTREVÉRITÉ 12

### Les scientifiques sont unanimes

Depuis la création du GIEC, on ne compte plus les scientifiques qui ont dénoncé et continuent à dénoncer ses affirmations, soit individuellement, soit collectivement.

Ce fut d'abord le cas de multiples sommités reconnues de la science du climat qui s'exprimèrent sans détour.

*- Les contradictions sont nombreuses entre ce que donnent les modèles et les faits climatiques observés, et l'ignorance de ces distorsions flagrantes est une imposture scientifique (Marcel Leroux, professeur de climatologie, Université Jean Moulin France).*

*- La responsabilité humaine à l'égard du réchauffement climatique est non seulement sujette à controverse, mais de mon point de vue elle n'est pas plausible (Richard Lindzen, professeur de climatologie, MIT, États-Unis).*

*- La plupart des scientifiques qui connaissent le sujet ne sont pas prêts à parier que les variations du climat résultent de l'effet de serre (Roger Revelle, professeur de physique, Harvard, États-Unis).*

- *L'établissement de contrôles stricts sur les émissions qui pourraient être pris pour retarder d'hypothétiques impacts sur l'effet de serre serait dévastateur pour l'économie et accroîtrait la pauvreté sur la planète sans aucune efficacité, tout particulièrement pour les pays en développement* (Fred Singer, professeur des sciences de l'environnement, Université de Virginie, États-Unis).

- *Il est légitime d'être préoccupé par le réchauffement climatique, mais il n'y a aucune preuve que celui-ci ait un impact sur les ouragans* (Chris Landsea, président de la Société Météorologique Américaine).

- *On ne peut comprendre le GIEC que si l'on sait qu'il est sans cesse obsédé par la recherche du « consensus » puisque ses conclusions doivent être approuvées par les gouvernements de 195 pays. C'est une démarche politique et non scientifique* (Paul Reiter, Institut Pasteur, France).

L'énumération des citations pourrait être poursuivie sans fin<sup>[1](#)</sup>, mais il faut également citer de nombreuses pétitions ayant recueilli des centaines sinon des milliers de signatures émanant de scientifiques relevant de multiples disciplines.

La plus connue porte le nom d'«Oregon Petition » et compte plus de trente mille signataires aux États-Unis. Elle stipule : « *Il n'existe aucune preuve scientifique convaincante que les rejets de CO<sub>2</sub> provoquent un réchauffement catastrophique de l'atmosphère terrestre et perturbent le climat* ».

Mais il n'est pas nécessaire de franchir l'Atlantique. Le 23 septembre 2019, plus de cinq cents scientifiques issus de 36 pays adressèrent au Secrétaire Général des Nations-Unies, Monsieur Antonio Guterres, une déclaration d'initiative hollandaise élaborée par l'Association « Clintel » (Climate Intelligence), consultable par chacun sur internet et intitulée « ***Il n'y a pas d'urgence climatique*** » : Celle-ci comprend six paragraphes dont les thèmes sont les suivants :

- *Le climat terrestre a toujours varié.*
- *Le réchauffement actuel est beaucoup plus lent qu'annoncé.*
- *La politique climatique repose sur des modèles inadaptés.*
- *Le CO<sub>2</sub> est la nourriture des plantes, la base de toute vie sur terre.*
- *Le réchauffement climatique actuel n'a pas accru les désastres naturels.*
- *La politique doit respecter les réalités scientifiques et économiques.*

Mais, bien qu'elle soit signée par d'éminents spécialistes, y compris des titulaires de Prix Nobel, cette pétition connut le sort de toutes les autres. Le Secrétaire Général des Nations-Unies, refusant comme toujours toute discussion, n'y a même pas répondu, laissant persister le mythe d'un « consensus scientifique » qui n'a jamais existé, et faisant apparaître comme des irresponsables les milliers de ceux qui n'adhèrent pas aux thèses du GIEC.

Une fausse « étude » a même affirmé que « 97 % des scientifiques partageaient les vues officielles, seuls 3% les mettant

en cause », jusqu'à ce que son examen mette en évidence qu'elle ne reposait sur rien.

Ce sont là, au début du 21<sup>e</sup> siècle, des méthodes qui ne diffèrent pas de celles qui prévalurent en URSS au cours du 20<sup>e</sup>, du temps de Lyssenko et de Staline.

Mais il faut ajouter un autre point, et il est essentiel. La plupart de ceux qui contestent les thèses officielles sont des scientifiques discrets. Et, quelle que soit la validité de leurs arguments concernant l'absence de preuves d'une influence marquante de l'Homme sur les phénomènes climatiques, qu'il s'agisse des fluctuations de la température du globe, des variations du niveau des océans, voire des événements météorologiques que peuvent être les sécheresses, les inondations ou les cyclones, ils sont aujourd'hui inaudibles face à la doxa régnante.

C'est qu'il a existé de tous temps une minorité d'êtres humains convaincus qu'ils étaient sur terre pour faire triompher une juste cause qui les dépassait, et prêts à tout pour elle. C'est ainsi notamment que l'humanité a connu au cours des siècles et des millénaires des guerres opposant les tenants d'une religion à ceux d'une autre. Aujourd'hui, tout au moins dans les pays développés, les religions traditionnelles sont en déclin, et la défense de la Planète a pour beaucoup pris la relève. Cette minorité agissante, intimement persuadée d'œuvrer pour le bien commun, a pris le pouvoir au cours

des décennies récentes au cœur des grands acteurs du monde de notre temps : Nations-Unies ; organismes internationaux ; gouvernements ; médias ; banques ; et de plus en plus au sein des entreprises elles-mêmes.

Le combat de ceux qui cherchent à faire valoir des arguments scientifiques est alors perdu face à ceux dont la foi est d'une nature différente car religieuse. Ainsi que le relevait déjà Léon Tolstoï dans son œuvre « Le Royaume de Dieu est en vous » : *« Les sujets les plus difficiles peuvent être expliqués à l'homme le plus lent à comprendre s'il ne s'est pas déjà formé son opinion à leur égard. Mais la chose la plus simple ne peut être transmise à l'homme le plus intelligent s'il est persuadé, sans l'ombre d'un doute, qu'il connaît déjà ce qu'il en est. »*

La bataille sur le terrain du climat proprement dit a été jusqu'à présent perdue, tant est aujourd'hui répandue la conviction que l'homme est responsable de ses évolutions actuelles, fussent-elles strictement météorologiques. C'est pourquoi il est nécessaire de porter le combat désormais sur d'autres terrains, et notamment sur deux d'entre eux, qui nécessitent la prise en compte de disciplines tout autres que celle du climat car celui-ci est chose trop grave pour être laissé aux seuls climatologues.

Le premier de ceux-ci est relatif à l'absence développée dans ce livre de toute plausibilité de la demande des partisans de la nouvelle religion qui voudrait que l'humanité cesse d'émettre du CO<sub>2</sub> en l'an 2050, c'est-à-dire arrête en pratique d'avoir recours à cette date aux énergies fossiles – pétrole, gaz naturel et charbon – que nous ont léguées de lointaines ères passées. La réponse à la question relève

de l'évidence, mais, jusqu'à la prise de position sans ambages de l'Inde et de la Chine à la dernière minute de la COP de Glasgow, elle n'a guère été plaidée, à tel point que des grands industriels du secteur énergétique eux-mêmes adhèrent aujourd'hui aux thèses officielles qui voudraient leur propre disparition !

L'impact sur les êtres humains des demandes en vogue constitue le second champ dans lequel devrait s'investir ceux qui ont à cœur l'intérêt de l'humanité et c'est le plus important. Car cet impact est dramatique par les millions de morts qu'il implique comme l'a montré la déclaration « Poor people lives matter » figurant en exergue de ce livre. C'est la vie même de milliards d'enfants, de femmes, et d'hommes qui est directement mise en cause par les demandes délétères du GIEC et des Nations-Unies, répétées jusqu'à ce jour sans réfléchir par tous ceux qui les suivent, et qui tuent sans le vouloir.

C'est Thanatos, le dieu de la mort, auquel il faut faire appel, car il finit toujours par l'emporter. La bataille des idées en cours est perdue, mais pas la guerre, et c'est alors seulement que le monde reviendra à une raison qu'il a aujourd'hui abandonnée.

La porte ayant été ouverte à Glasgow par les dirigeants chinois et indiens, il faut revenir sur terre et remettre fondamentalement en cause la doxa aujourd'hui régnante en prenant en compte deux incontestables constats.

Le premier veut que nul ne pourra empêcher les pays en développement d'avoir recours aux énergies fossiles pour faire



émerger leurs populations de la pauvreté et de la mort comme nous l'avons fait nous-mêmes. La quantité de CO<sub>2</sub> présente dans l'atmosphère est donc appelée à croître, que celle-ci ait une influence sur le climat ou non. Ce livre a décrit les nombreuses raisons qui conduisent heureusement à douter de la gravité de cette influence, mais l'essentiel n'est pas là. Il est de prendre acte que nous ne pouvons avoir aucun impact significatif sur l'évolution à venir du CO<sub>2</sub> atmosphérique, à moins d'interdire aux quatre cinquièmes de l'humanité de se développer, hypothèse tout aussi immorale qu'irréaliste.

Le second constat est celui de l'existence du lien positif entre le recours aux énergies fossiles, et donc les émissions de CO<sub>2</sub>, et le sort des êtres humains. Au lieu de vouloir réduire les émissions de CO<sub>2</sub> au nom d'un illusoire combat pour la planète, notre devoir est de lutter contre la mort prématurée de milliards d'hommes, de femmes et d'enfants, ce qui implique nécessairement d'accroître ces émissions sur la majeure part du globe.

C'est un renversement complet de notre perception du monde qui se trouve ainsi mis en jeu pour le bien de l'humanité, un changement total de paradigme.

Si tout va bien, le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui de la disparition de la pauvreté massive sur Terre, et des morts qui en découlent par millions. Laissons à nos lointains successeurs du XXII<sup>e</sup> siècle le soin

de résoudre leurs propres problèmes, certains qu'ils leur trouveront des solutions auxquelles nous ne pouvons même pas penser.

Et, dans notre intérêt même, cessons de commettre les erreurs auxquelles nous conduit une doxa infondée.

[1.](#) Voir à ce sujet Christian Gerondeau, *Écologie, la fin des illusions*, Éditions du Toucan.

## TROISIÈME PARTIE

# L'ÉGOCENTRISME OCCIDENTAL

Le 6 septembre 2021 vit se produire un évènement sans guère de précédent. Les éditeurs de 17 journaux médicaux, y compris ceux qui suscitent le plus grand respect dans le monde et font référence, tels que *The Lancet*, *The New England Journal of Medicine*, *The Pharmaceutical Journal*, etc., signèrent un communiqué commun, reprenant mot pour mot les thèses du GIEC et les renforçant même par des considérations médicales. Selon ce texte repris par plus de 200 organes de presse, il faudrait réduire d'urgence les émissions de CO<sub>2</sub> pour garder le réchauffement climatique sous 1,5° C, freiner la destruction de la nature et protéger la santé.

Le même document ajoute dans une énumération sans fin : « *Au cours des 20 dernières années, la mortalité liée à la chaleur chez les personnes de plus de 65 ans a augmenté de plus de 50 %, les températures plus élevées ayant accru la déshydratation, les problèmes rénaux, dermatologiques, les conséquences sur la santé mentale, les complications de grossesse, les allergies, la morbidité pulmonaire et cardiaque...* ».

On ignore d'où proviennent ces constats surprenants et quelles hypothétiques études les cautionnent, ni quelles régions du globe ils concernent. Mais il est certain que ceux qui demandent en leur nom la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> n'ont jamais pris conscience d'une

réalité qui les dépasse et qu'ont rappelée les pages précédentes et notamment les trois graphiques fondateurs A, B et C qui ont montré que l'espérance de vie est directement liée à la disponibilité des énergies fossiles et donc aux émissions de CO<sub>2</sub>.

Manifestement, les auteurs du communiqué du 6 septembre ne se sont jamais penchés sur cet aspect des choses. Car qui pourrait croire que d'éminents médecins plaident pour la mort en toute connaissance de cause ? Á l'évidence, ceux-ci ne sont pas conscients que plus d'émissions de CO<sub>2</sub> signifie moins de morts sur la planète, et moins de CO<sub>2</sub> plus de morts.

Les auteurs du communiqué ne se sont pas non plus interrogés sur la plausibilité de leur demande instante de réduction des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, c'est-à-dire de l'usage du pétrole, du gaz naturel et du charbon. Or celle-ci ne sera suivie d'aucun effet, les dirigeants de la plupart des pays en développement cherchant au contraire à faire sortir leurs concitoyens de la pauvreté et de la mort et développant à cette fin leur recours aux énergies fossiles.

A leur décharge, il faut dire que les responsables de ces revues médicales ne sont pas seuls. Bien au contraire, l'unanimité des instances mondiales de toutes les disciplines, y compris économique supposées compétentes émettent la même demande, faisant preuve de l'oubli sinon du mépris du sort de l'essentiel de l'humanité qui vit dans les pays en développement et non dans ceux qui sont les plus riches.

Il faut donc voir dans ces déclarations du monde médical toute la puissance des adeptes de la religion écologiste qui a aujourd'hui conquis la planète.

Le moment est venu de faire appel à la science, la vraie, celle qui repose sur des faits et non des hypothèses. Contrairement à ce que j'imaginai, c'est peut-être autant à une Académie de Médecine qu'à celle des Sciences de mener à bien cette mission, l'une des plus capitales de notre temps.

S'imaginer que les pays en développement puissent échapper à la pauvreté et à la mort sans émettre de CO<sub>2</sub> témoigne de l'ignorance de la réalité. Et c'est pourquoi les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> continueront à croître.

Mais le GIEC, par les fausses informations qu'il diffuse avec l'appui de l'ONU entraîne les pays en développement sur la voie de dépenses aussi massives qu'inutiles alors que leurs ressources sont si rares.

En regard de ce grand nombre de certitudes, il n'existe en définitive qu'une incertitude, et elle mérite réflexion. L'accroissement de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère qui est en cours depuis l'avènement de l'ère industrielle et plus précisément depuis le milieu du xx<sup>e</sup> siècle, et qui est appelé à se prolonger a-t-il une influence sur le climat ? Le CO<sub>2</sub> joue-t-il un rôle dans la phase actuelle de réchauffement de la planète, qui a élevé la température moyenne du globe d'environ 1 degré depuis 1850 ?

Il faudrait être irresponsable pour disposer d'une entière certitude à cet égard, mais deux constats au moins permettent d'en douter fortement.

Le premier, déjà rappelé, tient aux brusques variations de plus de 15 degrés, sans aucun rapport avec celles que nous connaissons aujourd'hui, qu'a enregistrées dans le passé la planète alors que le taux de CO<sub>2</sub> dans son atmosphère restait constant.

Le second, peu connu, découle du fait que, si le CO<sub>2</sub> a une influence sur le climat, ce ne sont pas les émissions annuelles qui peuvent avoir un rôle, mais la très lente évolution de la masse de celui-ci dans l'atmosphère. Le flux ne doit pas être confondu avec le stock, qui seul peut éventuellement compter. Or les ordres de grandeur n'ont rien à voir comme le montrera la troisième annexe à ce livre. Les émissions accroissent chaque année le stock du CO<sub>2</sub> atmosphérique de 1/200<sup>e</sup> seulement, soit de 1/20<sup>e</sup> en 10 ans, et il serait bien étonnant qu'un tel rythme de croissance puisse bouleverser le climat.

Accessoirement, il est intéressant de noter que la température moyenne enregistrée par les satellites en 2021, année de la Conférence de Glasgow, n'est guère différente de celle de 2015 qui fut celle de Paris, quoi qu'en disent les informations unanimement alarmistes constamment diffusées.

Tous les points précédemment développés dans ce livre relèvent pourtant de la simple analyse des faits et du bon sens, mais se situent à l'entier opposé de l'opinion aujourd'hui régnante sinon omniprésente, tout au moins au sein du monde occidental. Que s'est-il passé ?

Il faut trouver tout d'abord l'origine de cette étrange situation dans un fond religieux. Les bases de l'Occident sont judéo-chrétiennes, et la culpabilité de l'Homme y tient une place majeure. Les similitudes sont frappantes entre les religions occidentales traditionnelles et le nouveau dogme écologiste qui règne aujourd'hui au sein du monde développé.

Selon la Genèse, le Paradis terrestre existait avant que l'Homme y mette fin par ses péchés. Et c'est pourquoi ce dernier devait depuis lors se repentir et cesser de pécher, faute de quoi il connaîtrait l'Enfer.

Dans la religion écologiste, la Planète connaissait la paix avant l'intervention de l'Homme, mais celui-ci bouleversa l'équilibre ancien en déboisant, en cultivant les terres, en extrayant les ressources de son sous-sol, et en modifiant son atmosphère. Il lui faut donc se repentir et cesser de pécher en mettant fin à ces pratiques coupables, faute de quoi c'est la planète elle-même qui deviendra l'Enfer.

La similitude est trop entière pour relever du hasard, et il est d'ailleurs frappant de voir combien de croyants et de membres des ordres religieux traditionnels, à commencer par le Pape lui-même,

sont devenus adeptes de la religion nouvelle dans les pays occidentaux, contrairement au reste du monde.

La croyance en la culpabilité de l'Homme n'a rien de nouveau. Rousseau parlait déjà du « *bon sauvage* » perverti par la civilisation. Certes, le XIX<sup>e</sup> siècle crut au progrès qui faisait émerger de la pauvreté des populations en nombre sans cesse croissant, mais les tragédies des deux guerres mondiales du siècle suivant ébranlèrent cette croyance, alors même que l'examen objectif des faits aurait dû la renforcer malgré elle, ne serait-ce que du fait de l'exceptionnel accroissement de l'espérance de vie, du recul de la faim sur la planète, et de multiples autres indices positifs qui contredisent la vision négative désormais prégnante au sein des pays occidentaux.

Comme toutes les religions, celle de l'écologisme a ses prophètes qui annoncent l'apocalypse. Animés par une Foi que rien ne peut ébranler, ceux-ci n'ont rien à faire de la science, et ceux qui font valoir des arguments scientifiques fondés n'ont jusqu'à présent eu aucune chance face à eux.

Il faut dire que ceux qui sont à l'origine de l'actuel aveuglement des esprits ont réussi une manipulation sans précédent dans l'Histoire. Ils ont réussi à faire croire à tous qu'ils parlaient au nom de la Science, en créant un organisme dont ils tiennent les rênes depuis trois décennies et qu'ils ont présenté comme étant scientifique, alors qu'il est une caricature de ce qu'est véritablement



la science puisque ses conclusions sont **votées** par les représentants diplomatiques des 195 pays qui le composent et ne connaissent rien aux dossiers qu'ils avalisent.

Par une manipulation digne de l'ère soviétique, le GIEC a alors progressivement pris le pouvoir au cœur des Nations-Unies et de leurs dépendances, puis au sein des autres organismes internationaux et des gouvernements occidentaux que n'osaient contredire jusqu'à présent ceux du reste du monde.

Il faut dire que cette prise de pouvoir a été facilitée par une caractéristique commune aux démocraties, qui veut que ceux qui y exercent les fonctions majeures n'ont en général pas de formation scientifique solide, mais juridique ou littéraire. Ils sont alors incapables de discerner le vrai du faux et deviennent les victimes désignées de ceux qui affirment parler « ***au nom de la science*** » alors qu'il n'en est rien, et agir pour le bien de l'humanité alors qu'ils lui nuisent.

Le constat des activités des multiples organismes qui, bénéficiant d'abondants financements, œuvrent aujourd'hui dans le domaine du climat est à cet égard éloquent. Celles-ci couvrent en effet pour l'essentiel trois domaines qui concernent respectivement le sort de la planète, celui des animaux, et celui des plantes. Des milliers d'études leur sont affectées comme en témoigne l'examen quotidien des médias. Mais, aussi surprenant que cela puisse paraître, aucune n'a jamais été consacrée à l'Homme. Alors que la préconisation de la réduction, puis de la suppression des émissions de gaz à effet de serre et d'abord du CO<sub>2</sub> a fait l'unanimité, personne n'a cherché

jusqu'à présent à savoir ce que celle-ci impliquerait pour le sort de l'espèce humaine.

En le faisant, ce livre constitue donc une première qui met en évidence un grand égocentrisme du monde occidental.

Lorsque des inondations surviennent en Allemagne et que 100 personnes perdent la vie, l'émotion est vive, et la douleur de ceux qui sont morts et de leurs proches est partagée à juste titre par le monde entier. Mais lorsque l'OMS annonce, à l'occasion d'un communiqué que, chaque année, plus de quatre millions d'êtres humains meurent prématurément du fait des émanations délétères des foyers intérieurs sur lesquels ils font leur cuisine, personne ne relève seulement l'information. Celle-ci est pourtant claire, comme en témoigne par exemple le communiqué de l'OMS en date du 8 mai 2019 qui s'énonce ainsi :

- *Environ 3 milliards de personnes font la cuisine et chauffent si nécessaire leurs logements à l'aide de foyers ouverts ou de simples poêles.*
- *Chaque année, plus de 4 millions de personnes meurent prématurément de maladies imputables à la pollution de l'air due à cette pratique de la cuisine à base de combustibles solides, voire d'excréments ou de kérosène.*
- *La pollution de l'air à l'intérieur de ces habitations est responsable de maladies non transmissibles, AVC, cardiopathies ischémiques, broncho-pneumopathies obstructives (BPCO) et cancers pulmonaires.*
- *Près de la moitié des décès par pneumonie chez l'enfant de moins de 5 ans, qui se comptent par centaines de milliers,*

*sont dus à l'inhalation de matières particulaires provenant de la pollution de l'air intérieur de leur habitat.*

Mais personne ne parle de ces drames dus en définitive à l'extrême pauvreté de près de la moitié de l'humanité, conséquence de son absence d'accès aux énergies fossiles que traduit la faiblesse sinon l'inexistence de ses émissions de CO<sub>2</sub>. Et cette source de mortalité n'est pas la seule, d'autres millions de morts prématurées étant imputables à la même pauvreté.

Pourtant, lorsqu'une mère perd son enfant, que ce soit par noyade dans un pays développé, ou du fait d'une pneumonie consécutive à l'inhalation de matières particulaires en Afrique ou en Inde, la douleur est la même. Et le sort des enfants qui deviennent orphelins parce que leur mère disparaît est tout aussi dramatique d'un pays à l'autre.

De surcroît, les ordres de grandeur n'ont rien à voir. D'un côté, on parle de dizaines ou de centaines de morts, de l'autre de millions, notion qu'il est difficile à l'esprit humain d'appréhender. Staline ne disait-il pas que la mort d'un homme était un drame, mais que celle de millions d'individus était une affaire de statistiques ? Sommes-nous obligés de suivre le dictateur soviétique ?

Comment se fait-il alors que l'Occident n'ait pas conscience que son obsession actuelle pour la « *lutte contre le changement climatique* » et notamment pour l'illusoire suppression des émissions planétaires de CO<sub>2</sub> puisse avoir des conséquences dramatiques pour la grande majorité de l'humanité ?

Comment se fait-il qu'aucun des milliers d'experts que se targue de consulter le GIEC, et aucun des dirigeants de celui-ci, n'ait jamais regardé cet aspect des choses et se soit rendu compte que l'inaccessible demande de renoncer aux énergies fossiles était en réalité responsable d'innombrables décès ?

C'est une vision inlassablement pessimiste de notre société et de l'avenir de l'humanité que ces apôtres de l'apocalypse ont donc réussi à rendre omniprésente au point de désespérer la jeunesse de l'Occident. Greta Thunberg ne fait que répéter **mot pour mot** les paroles apocalyptiques du Secrétaire Général de l'ONU Antonio Guterres, que ce dernier ressasse sans cesse sur les conseils du GIEC. Et l'on voit maintenant de plus en plus de jeunes sombrer dans l'angoisse, se demander s'ils devront avoir des enfants, et souffrir « *d'éco-anxiété* » comme en témoignent les manifestations d'inquiétude sinon de désespoir auxquelles ils participent par centaines de milliers de par le monde car ils sont honteusement trompés.

Il est temps que tout cela cesse, et ce ne sera possible qu'en remettant les choses dans l'ordre et en donnant la priorité à l'Homme en regard d'une planète dont rien ne prouve de surcroît qu'elle soit menacée, et des plantes et des animaux qui y vivent.

# Conclusion

Alors que le CO<sub>2</sub> était considéré depuis des décennies comme l'ennemi qu'il fallait à tout prix combattre, il nous faut réfléchir comme nous y ont incité à Glasgow les dirigeants chinois et indiens.

Certes, la Chine émet beaucoup de CO<sub>2</sub> en regard de sa population, mais l'espérance de vie y est désormais très proche de celle des pays occidentaux avec 77 ans contre 81, et ce livre a montré que les deux phénomènes étaient indissolublement liés. Dans les parties les plus riches du pays, celles qui consomment le plus d'énergie et émettent donc le plus de CO<sub>2</sub>, l'écart a même entièrement disparu puisque l'espérance de vie est désormais la même à Pékin qu'à Paris, avec 83 ans dans les deux villes, et plus qu'en Bretagne, ce qui met pour le moins en doute l'impact de la pollution locale de l'air.

Les conséquences de constats de cette nature sont immenses car ils nous conduisent à la fois à changer notre vision du monde et à remettre en cause les priorités de nos économies. Alors que jusqu'à présent dominait sans partage une perception de l'avenir uniformément négative et conduisant à la catastrophe en vertu d'une idéologie écologiste déconnectée des faits, ceux-ci nous incitent à l'optimisme. Le recours croissant au pétrole, au gaz naturel et au charbon, dont les émissions de CO<sub>2</sub> ne sont que la traduction, permet l'amélioration des conditions de vie de nouveaux pans de l'humanité et le recul de la pauvreté et de la mort. Au

pessimisme infondé peut désormais succéder un optimisme qui n'est modéré que par le constat de la lenteur inhérente à un progrès dépendant de lourds investissements, exigeants financements massifs et temps.

L'expérience des années passées est d'ailleurs parlante. Depuis quarante ans, la production de richesses a été multipliée par quatre sur la planète, les pollutions de l'air ont considérablement reculé, et même disparu pour l'essentiel des villes occidentales, la proportion de la population mondiale n'ayant pas accès à l'eau a été réduite de 50 à 15 %, l'éducation des enfants a fait des progrès sans précédent, les femmes se sont émancipées sur l'essentiel du globe, grâce à quoi le nombre d'enfants par ménage y a été divisé par deux, l'Afrique subsaharienne restant presque la seule exception.

Notre vision du monde n'est pas seule en cause, et les conséquences d'ordre économique de la nouvelle donne sont également considérables, qu'il s'agisse des pays en développement ou de ceux qui sont les plus riches.

Pour les premiers, la cause est claire. L'une des premières, sinon la première de leurs priorités, doit être de procurer à leur population une énergie aussi abondante que possible, et donc d'exploiter partout les hydrocarbures locaux ou venant d'ailleurs, au lieu de les laisser enfouis dans le sous-sol comme le demande une idéologie méprisante de la vie des hommes.

Un tel bouleversement des priorités implique notamment de construire en masse des centrales thermiques à charbon ou à gaz au lieu de multiplier les énergies renouvelables variables et intermittentes sur lesquelles personne ne peut compter, et qui ne trouvent leur justification et leur essor que par la grâce de groupes de pression qui ont pris le pouvoir au sein des Nations-Unies elles-mêmes, alors qu'il s'agit d'une voie qui ne pourra jamais répondre qu'à une fraction mineure des besoins énergétiques du monde.

A l'aune de ce livre, l'interdiction faite aujourd'hui et aux nations et aux entreprises occidentales de financer et de construire des centrales électriques thermiques classiques apparaît ainsi comme une indéfendable aberration aux conséquences dramatiques. Il faut à cet égard citer le Premier ministre Narendra Modi en 2015 : « *L'Inde compte 280 millions d'habitants, soit presque autant que la population des États-Unis, qui sont entièrement privés d'électricité, et plus encore qui n'en ont que très partiellement. Plus de 500 millions d'Indiens n'ont pas accès à des sources d'énergie propre pour faire la cuisine, et des centaines de milliers de femmes et d'enfants en meurent chaque année... Chacun veut protéger la planète, mais il faut comprendre ce qu'est l'agonie de la pauvreté et de la mort, et la souffrance de ceux qui ne peuvent payer l'énergie dont ils auraient besoin...* ».

Il faut entendre aussi le Président de la Banque Africaine de Développement Akinwumi Adesina déclarer le 3 décembre 2015 au journal *Le Monde* à l'occasion de la COP 25 de Paris : « *Il est insensé que 640 millions d'Africains n'aient accès à aucune source d'énergie.*

*Nous sommes fatigués d'être dans le noir. Nous avons aussi besoin de nous industrialiser et pour cela il nous faut de l'électricité, et les énergies les moins chères pour la produire sont le gaz, l'hydroélectrique et le charbon. 700 millions d'Africains doivent encore faire cuire leur nourriture sur des foyers domestiques délétères qui provoquent 600 000 morts par an. Je ne connais aucune autre région ou autant de personnes meurent pour faire la cuisine<sup>1</sup>.*

Mais les conséquences de la nouvelle vision du monde concernent également les pays développés. La lutte contre le changement climatique y est devenue la doctrine officielle des gouvernements, pour ne pas dire à bien des égards leur nouvelle religion, et les dépenses consenties dans l'illusion d'y contribuer laissent sans voix.

Pour mesurer l'ampleur des aberrations auxquelles conduit le règne sans partage de la doxa omniprésente, le cas de l'Union Européenne mérite d'autant plus d'être évoqué que le Vieux Continent est celui qui a plus aveuglément suivi jusqu'à ce jour les préceptes de la nouvelle doxa, convaincu sous l'impulsion de l'Allemagne qu'il allait changer le cours des choses et sauver le monde. Il suffit pourtant de deux chiffres pour comprendre l'absurdité et l'inanité de la politique désormais suivie par les gouvernements européens, unanimes ou presque.

On a vu que la masse du CO<sub>2</sub> présente dans l'atmosphère du globe s'élevait aujourd'hui à 3 200 milliards de tonnes. En regard, les émissions annuelles de l'Europe n'accroissent celui-ci que de 1,6 milliard de tonnes, soit **deux mille fois moins**. Qui pourrait croire



un instant qu'agir sur 1/2000<sup>e</sup> d'un phénomène puisse avoir le moindre impact, d'autant plus qu'il faut rêver pour croire que l'Europe, comme d'ailleurs le reste du monde, puisse avant très longtemps se passer de pétrole, de gaz naturel, voire de charbon et réduire ainsi à néant ses émissions de CO<sub>2</sub>. Tout au plus pourrait-elle au prix de très lourdes dépenses les diminuer d'un quart ou d'un tiers d'ici le milieu du siècle, et donc influencer si possible encore moins sur le cours des choses.

Le cas de l'industrie automobile revêt à cet égard le comble de l'absurdité. Les émissions de la circulation automobile sur les routes d'Europe n'excèdent pas en effet quant à elles 0,3 milliard de tonnes de CO<sub>2</sub> par an en regard des 3 200 milliards déjà cités, et il faudrait pourtant y généraliser les voitures électriques ! L'Agence Européenne de l'Environnement a montré de surcroît que, compte tenu des émissions inhérentes à la construction des batteries, puis à la production de l'électricité nécessaire à la circulation des véhicules, ceux-ci continueront en définitive à rejeter au cours de leur vie 80 % du CO<sub>2</sub> qu'émettaient les voitures classiques remplacées, si ce n'est plus encore.

Autrement dit, le grand bouleversement imposé à la « mère des industries » par les instances européennes et nationales, avec son cortège de dépenses inutiles et de millions d'emplois supprimés ne sert rigoureusement à rien, si ce n'est au renchérissement des véhicules au détriment du budget des ménages, sans parler de la disparition des recettes considérables que les pouvoirs publics européens tirent aujourd'hui des taxes sur les carburants.

Le délire est tel que l'on ne peut manquer de poser une question. Comment en est-on arrivé là ? On ne peut rien faire contre les chiffres, dit le proverbe, sauf les ignorer. Et c'est bien ce qui s'est passé en l'occurrence, car les chiffres très simples qui viennent d'être rappelés ne figurent nulle part, et les décideurs politiques et administratifs qui tiennent les rênes de l'Europe n'en ont à coup sûr jamais entendu parler.

Alors que ces chiffres résument tout, ils sont tout d'abord entièrement absents des milliers de pages des rapports du GIEC ou des Nations-Unies. Pour mesurer la présence du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, ces derniers ne parlent pas en tonnes, mais en concentrations mesurées en « parties par million » (ppm), unité ésotérique que seuls comprennent les spécialistes du dossier, rendant ainsi impossible la comparaison avec les émissions annuelles mesurées quant à elle en tonnes.

Mais le GIEC n'est pas seul. Le rapprochement entre la masse du CO<sub>2</sub> atmosphérique et les émissions annuelles de l'Europe ou d'autres parties du monde n'a pas plus été effectué par les secteurs industriels qui sont les premiers concernés par les conséquences qui en découlent.

Aussi surprenant que cela puisse paraître l'industrie automobile, pourtant la première du monde, et même l'industrie pétrolière les ignorent. Il est inutile de chercher au sein des centaines de milliers d'ingénieurs qu'emploient les grandes firmes qui les constituent un seul d'entre eux qui ait eu pour mission de se pencher sur le dossier du climat, ce qui n'aurait pu que conduire à l'évidente conclusion

que les demandes qui leur étaient adressées ne pouvaient servir à rien. Il faut voir là la conséquence de la spécialisation qui caractérise notre époque, et qui conduit à ce que l'immense majorité de ceux qui contribuent au fonctionnement de l'économie soient étrangers à ce qui ne concerne pas leur domaine propre d'activité.

Il y a là un problème universel, mais particulièrement aigu en France. Unique au monde, notre système d'enseignement supérieur oriente massivement les élèves ayant le mieux réussi leur parcours scolaire au collège et au lycée vers des « classes préparatoires scientifiques » suivies de grandes écoles qui les dotent d'œillères à l'égard de ce qui ne constitue pas le cœur de leurs disciplines, et qui les retirent à jamais du débat public. Ce dernier est alors trop souvent laissé entre les mains de responsables de formation a-scientifique, sinon carrément anti-scientifique qui sont réceptifs à des approches idéologiques des problèmes de notre époque qui nécessiteraient au contraire une tournure d'esprit cartésienne.

On a oublié que les grands philosophes de l'ère des Lumières maîtrisaient aussi les sciences exactes à commencer par Voltaire lui-même qui consacra un livre couvert d'équations et de graphiques à la défense de la loi de la gravitation universelle récemment découverte par Newton. Or il n'y a pas la moindre épreuve scientifique, fusse-t-elle de niveau très simple, au sein de celles qui donnent accès à l'ENA et aux autres établissements de recrutement des hauts cadres administratifs de l'État qui sont alors des proies toutes désignées pour les prophètes de toutes les fausses sciences, comme c'est aujourd'hui le cas pour l'écologisme.

Trop de mathématiques abstraites et inutiles d'un côté et aucunes de l'autre, notre système de recrutement et de formation de nos élites administratives et largement politiques est à repenser fondamentalement comme en même temps d'ailleurs les cycles primaires et secondaires de l'éducation nationale.

Or tout est resté figé depuis Napoléon I<sup>er</sup>. Quand procéderons-nous enfin à l'aggiornamento qui attend depuis si longtemps en nous inspirant des meilleures références ? Curieusement, la Nation la mieux à même de nous servir d'exemple pourrait être alors le Québec, dont on ignore qu'il est de loin le mieux placé parmi tous les pays occidentaux par les résultats de ses élèves lors des compétitions internationales (Tests PISA), comme le montre notamment mon récent ouvrage *Rebâtir la France par l'éducation et l'enseignement*<sup>2</sup> consacré à ce dossier majeur pour l'avenir de notre pays.

Incidentement, le fait qu'Air France vienne de choisir pour renouveler sa flotte de moyens courriers un avion désormais intégré à la gamme Airbus, mais intégralement conçu, assemblé, et même motorisé au Québec, témoigne des performance hors normes de la « Belle Province », de 8 millions d'habitants. Les Russes, les Chinois, et d'autres concurrents potentiels qui comptent par centaines de millions leurs habitants n'ont pas encore réussi cet exploit unique face au duopole mondial que constituent Boeing et Airbus. Cet

exemple en dit long sur la qualité du dispositif de formation de nos cousins québécois.

Pour en revenir au domaine de l'écologie après cette incidente, les responsables français des secteurs industriels directement impactés par l'idéologie dominante se sont tus, comme ce fut le cas de leurs homologues européens, illustrant à leur dépens le proverbe qui affirme qu'il n'y a pas de plus grande victoire que de faire croire à son ennemi tout le mal qu'on dit de lui. Disposant de la meilleure des causes car l'automobile assure 90 % des déplacements motorisés français et européens au plus grand bénéfice de la qualité de vie et du fonctionnement de l'économie, ils sont restés muets, plaidant implicitement coupable.

Pourtant les secteurs des hydrocarbures (pétrole, gaz et charbon) de l'automobile, de l'aviation, de la chimie et bien d'autres ont la meilleure des causes. C'est grâce à eux que les pays aujourd'hui développés sont sortis de leur misère ancestrale et connaissent le niveau de vie qui est le leur. Et c'est grâce à eux que des milliards d'êtres humains peuvent espérer accéder à leur tour à une vie meilleure et bien souvent à échapper à la mort elle-même.

Mais ces secteurs vitaux jouissent aujourd'hui d'une réputation éminemment négative puisqu'ils sont accusés de mettre en cause l'avenir de la planète et sommés d'agir pour la sauver. Les reproches dont ils sont l'objet reposent pour l'essentiel sur un seul fondement : ils émettent du CO<sub>2</sub>, et celui-ci conduirait le globe à la catastrophe.

Cette accusation émise par les Nations-Unies elles-mêmes ainsi que par leurs nombreux prolongements mais aussi par de multiples organismes internationaux et de multiples gouvernements, découle de la prise du pouvoir au sein des Nations-Unies il y a plusieurs décennies par les prophètes d'une nouvelle religion, celle de la nocivité de l'homme dont les émissions de CO<sub>2</sub> seraient à leurs yeux la preuve.

Faisant aveuglément confiance aux autorités politiques mondiales, internationales et nationales, les secteurs d'activité mis en cause et leurs ingénieurs n'ont jamais cherché à vérifier ***par eux-mêmes*** le bien-fondé des accusations dont ils étaient l'objet, et ont alors été amenés à s'engager dans des politiques ruineuses et sans fondement, contribuant de surcroît à accréditer dans l'opinion publique et auprès des dirigeants leur nocivité supposée. C'est que les ingénieurs sont confiants sinon naïfs et les prophètes dépourvus de scrupules.

Et, quand certains se sont élevés avec courage contre l'obligation de passer au « tout électrique », ils n'ont pas fait valoir que ce qui leur était demandé ne pouvait avoir aucun impact significatif sur la masse du CO<sub>2</sub> atmosphérique et donc sur le climat si celui-ci en dépend.

Dans le combat entre les ingénieurs et les prophètes, ce sont jusqu'à présent les seconds qui ont gagné.

Seul a fait récemment exception à la règle Akio Toyoda, menacé lui aussi par les autorités de son pays de devoir convertir avant 2035 la production de ses usines au « tout électrique ». En décembre 2020, il mettait en garde le gouvernement japonais contre l'opinion dominante, déclarant qu'il ne voyait pas pourquoi interdire les voitures essence et diesel, ajoutant que cela coûterait des millions d'emplois à l'Empire du Soleil Levant, d'autant plus inutilement que l'électricité y est largement fabriquée à partir de centrales à gaz et à charbon, de telle sorte que : *« plus nous produirons de voitures électriques, plus les bilans de CO<sub>2</sub> seront mauvais »*.

L'argument eut été presque autant valable en Europe, puisque la plupart des pays, au premier rang desquels l'Allemagne, vont continuer pour tout avenir prévisible à fabriquer la majeure partie de leur électricité avec des énergies fossiles, et notamment du gaz naturel. Mais personne ne l'a mis en avant. Faut-il voir là un lien avec le constat que la marque Toyota soit aujourd'hui la plus performante au monde ? S'agissant de la France, de telles voix n'existent pas, à une exception partielle près, et les conséquences en sont très lourdes.

Notre « bilan CO<sub>2</sub> » est pourtant excellent puisque, grâce notamment à nos centrales nucléaires, nous en émettons près de deux fois moins par habitant que la moyenne des pays riches. Ce privilège ne nous a pourtant pas empêché de nous lancer dans un absurde et incompréhensible programme de construction d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques dont nous n'avons pas le moindre besoin puisque nous étions régulièrement le premier

exportateur mondial d'électricité. Il faut freiner nos centrales nucléaires lorsque le vent souffle ou que le soleil brille, et la politique actuelle, qui défigure de plus nos paysages, a pour seul résultat une hausse massive des tarifs qu'il faut ensuite atténuer par des subventions venant alourdir le budget national !

Que la France qui dispose d'un parc nucléaire entièrement amorti et excédentaire et n'a besoin de rien d'autre que de l'entretenir voie ses tarifs s'envoler est sans nul doute l'une des preuves les plus convaincantes de l'absurdité régnante, sans même parler des événements hors du commun survenus à la fin de 2021.

C'est également au nom du « *combat pour la planète* » et d'une « *transition écologique* » tout aussi illusoires l'un que l'autre que de plus en plus d'édiles paralysent la circulation routière dans nos villes sans autre impact que de nuire à la qualité de vie de leurs habitants et à l'économie des lieux concernés.

Pour leur part, des économistes illustres mais déconnectés de tout contact avec la réalité plaident pour l'instauration de « taxes carbone » qui ne pourraient avoir le moindre effet sur des phénomènes dont l'ordre de grandeur est d'une toute autre dimension, puisque les taxes existant sur les carburants n'empêchent pas les automobilistes d'avoir recours à leur voiture, alors même qu'elles atteignent en Europe 360 euros par tonne de CO<sub>2</sub> émise.

Le moment est venu de revenir sur terre.

[1.](#) C. Gerondeau, *Le CO<sub>2</sub> est bon pour la planète*, Éd. de l'Artilleur.

[2.](#) Éd. de l'Artilleur.



# ANNEXE I

## Résumé

### **I – LA POPULATION**

- La grande majorité de l'humanité ne vit pas dans les pays à revenu élevé. Sur 7,8 milliards d'habitants, ces derniers n'en regroupent que 1,2 milliard, contre 6,6 dans les pays en développement, dont 1,1 chez les moins avancés d'entre eux.

### **II- LES ÉNERGIES FOSSILES**

- La sortie de la pauvreté et l'accès à la prospérité sont directement liés à la disponibilité d'une énergie abondante.

- Ce sont les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) qui ont répondu depuis deux siècles à l'essentiel des besoins énergétiques des pays développés, et qui commencent à le faire pour le reste du monde. Elles assurent aujourd'hui 80 % de la consommation énergétique de l'humanité.

- Les énergies renouvelables variables et intermittentes que sont les éoliennes et les panneaux solaires ne peuvent produire que de l'électricité. Or celle-ci ne correspond qu'à moins d'un quart de l'énergie finale utilisée par l'humanité et cette proportion ne peut varier beaucoup. Il en découle que ces énergies renouvelables ne peuvent répondre qu'à une faible partie des besoins en énergie de l'humanité dans tout avenir prévisible, qui n'excède pas 10 % de

ceux-ci et non près de 80 % comme fallacieusement affirmé par le GIEC.

- Il n'est donc pas réaliste d'imaginer pouvoir se passer du recours aux énergies fossiles pendant encore un demi-siècle au moins, et sans doute plus encore. La sortie de la pauvreté de la majorité de l'humanité en dépend.

- Il y a du pétrole, du gaz naturel, et du charbon pour longtemps, bien au-delà des réserves dites prouvées comme l'a montré l'expérience du demi-siècle écoulé. Sauf éventuelles exceptions, il n'existe aucun moyen réaliste d'empêcher leur exploitation. Les énergies fossiles qui ne seront pas utilisées par les uns le seront par les autres.

### **III – LE CO<sub>2</sub>**

- L'usage d'énergies fossiles s'accompagne nécessairement d'émissions de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère.

- La captation et la séquestration du CO<sub>2</sub> n'ont aucun avenir significatif compte tenu de leur coût en regard des résultats envisageables.

- Il n'existe en conséquence aucun moyen réaliste d'empêcher l'accroissement de la présence du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère au cours des décennies à venir.

- Le stock actuel de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, qui seul peut avoir une influence sur le climat, s'élève à 3 200 milliards de tonnes. Les

émissions mondiales de CO<sub>2</sub> ne l'accroissent annuellement que de 16 milliards de tonnes (1/200<sup>e</sup>) et les évolutions de ces émissions ne peuvent influencer que très lentement sur le stock.

- Le CO<sub>2</sub> présent dans l'atmosphère ne représente cependant que 0,04 % de celle-ci, et la proportion a été beaucoup plus importante sans inconvénients dans le lointain passé de la planète.

## **IV – L'ÉNERGIE ET LA PROSPÉRITÉ**

- Les pays à revenu élevé utilisent plus de **30 fois plus** d'énergie par habitant que les pays les moins avancés, comme le montrent leurs émissions de CO<sub>2</sub> qui s'élèvent en moyenne à 10 tonnes par habitant et par an contre 0,3 tonne. Corrélativement le Produit Intérieur Brut par habitant s'élève à 50 000 dollars en pouvoir d'achat dans les premiers, en regard de 3 000 seulement dans les seconds, soit **17 fois** moins.

## **V – L'ÉNERGIE ET L'IMPACT SUR LA VIE HUMAINE**

- L'espérance de vie s'établit à 81 ans dans les pays à revenu élevé contre 65 ans dans les pays les moins avancés, dont les habitants perdent donc en moyenne **16 ans de vie** par rapport à ceux des pays riches et parfois plus encore dans certains pays. Corrélativement la probabilité de décéder prématurément avant 65 ans n'excède pas 15 % dans les pays à revenu élevé, contre 38 % dans les pays en développement les moins avancés, et même plus de 50 % chez certains d'entre eux.

- Lorsqu'on compare l'espérance de vie dans les pays développés et dans les pays en développement, il apparaît que le bilan est pire en termes de vies humaines perdues que celui de la pandémie actuelle, et celui des grandes guerres mondiales elles-mêmes.

- C'est ainsi que l'OMS y relève plus de 4 millions de morts par an (cancers, pneumonies...), essentiellement des femmes et des enfants, du seul fait des foyers domestiques intérieurs délétères qui servent à faire la cuisine à 3 milliards d'êtres humains (« dirty cooking »).

- Il y a beaucoup plus encore de morts prématurées pour d'autres causes liées également à la pauvreté consécutive à l'absence d'accès à l'énergie. La très grande majorité des décès enregistrés chaque année dans les pays en développement sont des décès qui sont prématurés de nombreuses années en regard de ce qu'ils auraient été dans les pays à revenu élevé.

## **VI – LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

- Les pays en développement ont pour la plupart compris qu'il était de leur devoir de procurer à leur population les bienfaits de l'énergie, et en conséquence de développer l'accès aux énergies fossiles. Il s'agit d'une question de vie ou de mort pour leurs habitants, et c'est pourquoi ils construisent notamment par centaines des centrales à charbon ou à gaz et développent leurs flottes de véhicules routiers, aériens, ou maritimes.

- En voulant empêcher les pays en développement d'accroître leurs émissions de CO<sub>2</sub>, et en y réussissant partiellement, la politique

officielle préconisée par les Nations-Unies à l'incitation du GIEC, qui est également celle de la plupart des organismes internationaux est néfaste. Elle tue.

## **VII – LES PAYS DÉVELOPPÉS**

- Les pays développés, qui sont aujourd'hui à l'origine du tiers seulement des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, et le seront de moins en moins encore dans l'avenir, ne sont plus maîtres du jeu, d'autant plus qu'il ne faut pas confondre le flux et le stock.

- Leurs émissions n'accroissent le stock du CO<sub>2</sub> atmosphérique que de 5 milliards de tonnes chaque année en regard des 3 200 milliards de tonnes aujourd'hui présentes dans l'atmosphère terrestre. Ce que peuvent faire les pays développés pour réduire leurs émissions ne peut donc avoir aucune influence significative sur ce dernier, et a fortiori sur le climat, que celui-ci en dépende ou non.

- Les dépenses consenties par les pays développés en vue d'une impossible « *neutralité carbone* » en 2050, dont le montant se chiffre en centaines de milliards de dollars ou d'euros par an, en particulier en faveur des énergies renouvelables intermittentes, sont un gaspillage au détriment tout d'abord des plus pauvres de leurs habitants. C'est ainsi notamment que les tarifs de l'électricité s'y accroissent fortement, car il faut tout en double pour pallier les déficiences du vent ou du soleil.

- Ce constat est particulièrement valable pour l'Union Européenne qui nuit gravement à son économie dans de multiples domaines, tels que celui de son industrie automobile dont le

bouleversement ne peut avoir le moindre impact significatif sur le stock de CO<sub>2</sub> atmosphérique et donc sur le climat. En poursuivant dans cette voie, le Vieux Continent s'oriente vers le déclin.

- A fortiori, les efforts individuels ne peuvent rien changer au cours des choses, contrairement au discours culpabilisateur en vogue.

## **VIII - LE CLIMAT**

- Le climat a toujours varié, et il n'existe pas de certitudes quant à son évolution, mais plusieurs facteurs doivent être pris en compte.

- La hausse de la température moyenne du globe depuis une cinquantaine d'années n'est pas contestable, mais les fluctuations présentes se chiffrent en fractions de degré, et sont bien plus faibles que certaines de celles qui sont survenues dans le passé et excédaient parfois 15 degrés en quelques décennies.

- La mer monte si peu que ses variations sont marginales et ne présentent aucun danger pour les populations riveraines à échéance humaine. La hausse annuelle enregistrée s'établit en effet au rythme dérisoire d'environ 3 millimètres par an, soit de 3 centimètres par décennie, et rien n'indique une accélération de ce rythme.

- Les événements météorologiques exceptionnels ont toujours existé et rien ne prouve leur aggravation. Il en est ainsi par exemple des cyclones tropicaux.

- La hausse de la teneur en CO<sub>2</sub> a des effets positifs indéniables sur la végétation et participe à la lutte contre la faim dans le monde.

- Il y a très peu d'espèces animales ou végétales en voie de disparition en regard des millions qui existent, et c'est le sort de l'espèce humaine qui doit avant tout mobiliser les efforts pour sortir de la pauvreté la grande majorité de l'humanité par le recours aux énergies fossiles, et par conséquence éviter chaque année des millions de morts prématurées d'hommes, de femmes, et d'enfants, et les douleurs qu'elles impliquent.

## ANNEXE II

### Les six acteurs de la désinformation

Ceux qui agissent pour que perdurent les idées fausses qui ont conquis l'opinion nationale et mondiale dans le domaine de l'environnement relèvent pour l'essentiel d'au moins six grandes catégories.

1°) À l'origine de croyances telles que l'accroissement indéfini de la pollution de l'air alors que celle-ci est en chute drastique, se trouvent des idéologues habités par une vision pessimiste de l'humanité et pour qui les actions humaines ne peuvent avoir que des conséquences néfastes. Convaincus de la nocivité du progrès, ces tenants d'une idéologie écologiste « verte » se sont donnés pour mission de sauver la planète, et pour ceci de lutter contre le recours par l'humanité aux hydrocarbures, persuadés que ceux-ci étaient nocifs alors qu'ils sont indispensables au fonctionnement des pays développés et à la sortie de la pauvreté des pays qui ne le sont pas encore. Le CO<sub>2</sub> est devenu l'ennemi à combattre à tout prix au nom de ce qu'il faut bien qualifier de nouvelle religion.

2°) Mûs par des convictions profondes qui en font des prosélytes, ces idéologues ont pris le pouvoir au sein de tous les organismes internationaux et nationaux qui traitent des dossiers de l'énergie, des transports, de l'environnement et de bien d'autres encore.



Sur le plan international, il en est ainsi tout d'abord des Nations-Unies, dont les Secrétaires Généraux successifs eux-mêmes ont été convaincus par leurs collaborateurs que le sauvetage de la planète figurait au premier rang de leur mission. Mais il s'agit aussi de l'Union Européenne, de l'OCDE, de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire International (FMI), de l'Agence Internationale de l'Énergie (IEA), de la FAO, etc., et en France des ministères en charge de l'Environnement, de l'Énergie et des Transports, sans oublier évidemment Airparif, ADEME, et de multiples autres entités financées par les deniers publics.

Pour convaincre de la justesse de leur point de vue, ces institutions disposent au total de moyens humains et financiers considérables sinon illimités. Ce sont des dizaines de milliers de personnes et des milliards de dollars et d'euros qui sont en cause au niveau mondial. Et ceux qui œuvrent au sein de ces multiples organismes sont convaincus d'entière bonne foi du bien fondé de leurs actions. Sinon pourquoi seraient-ils payés ?

Il faut ajouter que les prosélytes d'une vision systématiquement négative des choses n'œuvrent pas uniquement au sein des organismes officiels. Beaucoup font carrière au sein d'entreprises privées.

3°) Les moyens financiers disponibles précédemment mentionnés servent notamment à alimenter à travers le monde les travaux et recherches de milliers de scientifiques, dont les conclusions sont toujours orientées dans le même sens. Chacun des 365 jours de l'année voit ainsi publier les résultats de travaux

systématiquement pessimistes quant aux impacts des activités humaines, et sont à la disposition des médias qui trouvent là une source inépuisable d'interventions et d'articles. Quant aux chercheurs qui refusent de concourir à la vision négative des choses, ils se voient refuser les financements dont ils ont besoin pour poursuivre leurs activités et faire vivre leurs laboratoires et leurs collaborateurs.

4°) S'agissant des médias, les rubriques traitant de l'environnement sont presque systématiquement entre les mains de journalistes adeptes des points de vue dominants et d'autant moins disposés à envisager des thèses différentes de leurs convictions qu'ils manquent presque toujours des bases scientifiques qui seules pourraient les amener à douter du bien-fondé de celles-ci. Et ceci concerne tout autant beaucoup des médias censés être libéraux que ceux qui sont progressistes.

5°) De nombreuses et puissantes activités économiques privées se sont alors insérées sur les marchés ouverts au nom de la lutte contre la pollution et pour la sauvegarde de la planète. Certaines sont justifiées et trouvent par elles-mêmes les ressources nécessaires à leur pérennité. Mais la plupart ne survivent que parce qu'elles bénéficient de subventions publiques ouvertes ou cachées, par exemple lorsqu'il s'agit de prix d'achats de leurs productions qui sont garantis par les pouvoirs publics.

On conçoit que dans ces conditions elles soient d'ardents défenseurs des points de vue aujourd'hui régnants, illustrant ce

qu'écrivait il y a plus d'un demi-siècle l'auteur américain Henry Hazlitt dans son livre *Economics in one lesson* déjà cité :

« Alors que certaines politiques publiques bénéficient à tous, d'autres ne bénéficient qu'à un seul groupe au détriment de tous les autres. Le groupe bénéficiaire ayant un intérêt direct à leur maintien plaidera pour elles avec des arguments plausibles et de manière persistante. Il recrutera les meilleurs esprits pour défendre sa cause. Et il réussira finalement à convaincre l'opinion que sa cause est bonne, ou à rendre les choses si confuses qu'il deviendra pratiquement impossible à quiconque d'avoir des idées saines sur le sujet ».

C'est là notamment le cas des énergies éolienne et solaire dites « renouvelables » mais sur lesquelles il est impossible de compter car elles sont avant tout intermittentes, de telle sorte qu'il faut tout en double pour pallier leur absence quand il n'y a ni vent soutenu ni soleil, c'est-à-dire la majeure partie du temps. Leur chiffre d'affaires mondial s'est établi en 2020 à 350 milliards de dollars dont l'essentiel provient de subventions, alors qu'il serait pratiquement nul en leur absence et que l'argent manque si cruellement ailleurs pour la lutte contre la misère du monde. Les bénéficiaires de ces dernières sont inondés d'argent public et n'ont aucune difficulté à en consacrer une part à diffuser des informations erronées qui leur sont favorables et masquent la réalité qui veut que la généralisation de ces énergies intermittentes conduise inéluctablement au doublement du coût de l'électricité si ce n'est plus comme le montre déjà le cas de l'Allemagne, et ceci comme toujours au détriment des plus pauvres, dans les pays développés comme dans les autres.

6°) Le monde politique est enfin le sixième acteur qui explique la domination de la pensée unique aujourd'hui régnante sur la pollution et le climat. Compte tenu du conditionnement actuel de l'opinion, il s'agit là dans la plupart des pays occidentaux d'un argument électoral puissant donnant naissance à des surenchères sans fin, chaque candidat s'affichant plus « vert » que son voisin. S'il s'agit pour certains d'un simple calcul, d'autres le font de bonne foi, et trouvent alors dans la cause écologique la justification de leur engagement politique, convaincus qu'ils sont de contribuer à « sauver la planète ».

Il existe toutefois dans ce domaine au moins une exception de taille à l'unanimité politique régnant partout ailleurs. Aux États-Unis, les électeurs Démocrates adhèrent sans réticence aux thèses écologiques partout ailleurs en vogue alors que la majorité des Républicains appartient au camp des « sceptiques » à l'image du Président passé.

\*

\* \*

Face à la conjonction de ces six catégories d'acteurs puissants, déterminés, et disposant de moyens humains et financiers massifs, il n'y a aujourd'hui pratiquement rien. Pourtant, des forces vives considérables existent qui souffrent très directement des errements en cours et auraient tout intérêt à dénoncer les contrevérités qui règnent sans partage, qu'ils s'agisse de l'évolution de la pollution, de son impact imaginaire sur la santé, ou de l'illusoire possibilité d'agir sur le climat. Il s'agit des industries les plus importantes de l'économie moderne, celle du pétrole et celle de l'automobile mais

aussi de celle de l'aéronautique. Mais celles-ci ont été jusqu'à présent inertes, illustrant le proverbe qui affirme « qu'il n'y a pas de plus grande victoire que de faire croire à son adversaire tout le mal qu'on dit de lui ».

Les conséquences de cette passivité sont très lourdes pour elles, et vont bien au-delà de l'image négative qu'elles ont injustement acquises. Pour l'industrie automobile européenne, ce sont ainsi des centaines de milliards d'euros qui sont inutilement dépensés pour développer des véhicules électriques dans l'illusion que ceux-ci pourraient lutter contre une pollution locale qui a disparu, et contribuer par ailleurs à améliorer le climat de la planète alors qu'il n'en est rien.

C'est que, jusqu'à présent, ces secteurs majeurs ne paraissent pas avoir pris conscience du fait qu'ils étaient manipulés, et ils ont adopté une position de coupables alors que reposent sur eux la prospérité des pays développés et la sortie de la pauvreté des autres nations. Ils ont pourtant les meilleurs arguments, mais ne paraissent pas les connaître.

Il faudra pourtant un jour qu'ils se décident à les plaider, car le risque existe que personne ne le fasse pour eux.

## ANNEXE III

### Le flux et le stock Les faits par les chiffres

Depuis sa création en 1988, le GIEC et de multiples autres organismes et personnalités demandent une réduction drastique des émissions anthropiques de CO<sub>2</sub>, dans l'idée qu'il en résulterait une limitation de la hausse de la température terrestre. L'objectif fixé lors de la préparation de la COP 21 de Paris en 2015 était ainsi une division par 2 en 2050 des émissions mondiales.

En reprenant les hypothèses mêmes du GIEC sans pour autant les cautionner, il est possible d'en déduire quelle serait la baisse de la température terrestre pouvant résulter de la mise en œuvre d'une telle diminution des émissions.

Il est important de souligner à cet égard que ce qui peut avoir une influence sur la température terrestre une année donnée est la masse de CO<sub>2</sub> alors présente dans l'atmosphère (le stock) et non l'impact des émissions de l'année (le flux). Or les deux sont le plus souvent confondus.

La présence de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère (le stock) est traditionnellement mesurée par sa concentration par rapport aux autres gaz, exprimée en parties par million (ppm). Mais cette unité de mesure ésotérique ne dit rien quant à la masse totale du CO<sub>2</sub> atmosphérique, alors qu'il est aisé de connaître celle-ci.

Actuellement la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère est de l'ordre de 410 parties par million (ppm), ce qui peut paraître très faible, mais correspond à une masse globale de 3 200 milliards de tonnes, le facteur de correspondance entre les deux unités de mesure couramment admis étant de 7,8.

Les émissions de CO<sub>2</sub> résultant du recours par l'humanité aux hydrocarbures fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) s'élèvent quant à elles à 36 milliards de tonnes par an (Gt). Mais un peu plus de la moitié de celles-ci est spontanément absorbée par la végétation et les océans. Il en résulte que l'accroissement de la quantité de CO<sub>2</sub> présente dans l'atmosphère (le flux) est de l'ordre de 16 milliards de tonnes par an, **soit de 1 / 200<sup>e</sup> seulement des 3 200 milliards de tonnes aujourd'hui présentes.**

La contribution de l'Union Européenne n'excède pas pour sa part 1,6 milliard de tonnes soit 1 / 2 000<sup>e</sup> de la masse de CO<sub>2</sub> présente dans l'atmosphère, et celle de la France dix fois moins encore, soit 1 / 20000<sup>e</sup>. La mise en parallèle de ces chiffres, qui est rarement faite à cause du recours à des unités de mesure différentes pour le flux et le stock montre à elle seule les limites de l'action possible. **En l'occurrence, les petits ruisseaux ne peuvent faire de grandes rivières.**

Quel serait alors l'impact sur le stock atmosphérique de CO<sub>2</sub> de la réduction progressive de 50 % d'ici 2050 des émissions mondiales demandée par le GIEC ? L'accroissement annuel de celui-ci régresserait de 16 milliards de tonnes par an actuellement à 8 milliards en 2050, soit une diminution annuelle moyenne de 4

milliards de tonnes, entraînant sur les années qui nous séparent de cette date une diminution de la masse de CO<sub>2</sub> atmosphérique de l'ordre de 120 milliards de tonnes au total par rapport à son évolution prévisible.

En regard des quelques 3 700 milliards de tonnes qui seraient alors présentes en 2050 dans l'atmosphère dans l'hypothèse de la poursuite des émissions à leur rythme actuel, la réduction de la masse du CO<sub>2</sub> serait donc de 3,5 % seulement, soit 15 fois moins en proportion que les 50 % de diminution des émissions annuelles à cette date. On voit ici la différence de l'influence sur le flux d'une part (moins 50 %), et sur le stock de l'autre (moins 3,5 %) !

Pour savoir quelle serait alors l'influence sur la température terrestre en 2050 de cette diminution de 3,5 % du stock du CO<sub>2</sub> atmosphérique, on se réfèrera aux modèles du GIEC. Ceux-ci font appel à une notion baptisée « sensibilité » (S), celle-ci étant définie comme le nombre de degrés de hausse de la température terrestre supposée résulter d'un doublement de la présence du CO<sub>2</sub> atmosphérique. Une sensibilité de 3 signifierait ainsi par exemple qu'un accroissement de 100 % de la masse du CO<sub>2</sub> atmosphérique entraînerait une hausse de 3 degrés de la température du globe. Les spécialistes qui travaillent pour le GIEC estiment que la valeur de « S » se situe entre 1 et 2,5. Les travaux les plus récents suggèrent des valeurs dans le bas de cette fourchette. On retiendra ici S = 1,5, étant entendu que l'adoption d'une valeur plus élevée pour les calculs ne changerait rien aux ordres de grandeurs du résultat final.

Il est alors possible de calculer la diminution de la température terrestre qui résulterait selon les modèles du GIEC de la diminution



en 2050 de 3,5 % de la masse du CO<sub>2</sub> atmosphérique. Si la relation était linéaire, celle-ci serait de  $1,5\text{ °C} \times 3,5\%$ , soit de 5 centièmes de degré (0,05 °C). Pour être plus précis, le GIEC adopte une relation de type logarithmique, ce qui aboutit à 0,08 °C, mais ne change rien à l'insignifiance du résultat.

Il est également possible de calculer l'impact qu'auraient pour leur part les mêmes réductions de 50 % d'ici 2050 des émissions de divers émetteurs. La contribution à la diminution de la température du globe serait ainsi de 0,03 degré pour l'ensemble des pays développés. Elle n'excéderait pas 0,012 degré pour les États-Unis, 0,008 degré pour l'Union européenne (dont 0,002 pour les véhicules routiers) et 0,0007 degré pour la France !

De tels chiffres montrent d'ailleurs que, même s'il s'agissait d'une disparition complète des émissions correspondantes d'ici 2050, c'est-à-dire de la « neutralité carbone » et non d'une réduction de moitié, le résultat serait pratiquement le même, c'est-à-dire imperceptible compte tenu de la masse considérable du CO<sub>2</sub> présente dans l'atmosphère.

Une conclusion découle des considérations ci-dessus. Du fait du faible poids des émissions anthropiques en regard de la masse de CO<sub>2</sub> heureusement présente dans l'atmosphère terrestre car indispensable à la vie, l'humanité ne peut avoir aucune influence perceptible sur la température planétaire et donc sur le climat. Contrairement à ce qui est sans cesse répété, les efforts consentis à cette fin ne servent donc à rien. ***Avec moins de 1 / 10<sup>e</sup> de degré la marge de manœuvre de l'humanité est en pratique inexistante.***

Ce constat s'impose d'autant plus que la demande du GIEC de division par deux des émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2050 est illusoire. Bien au contraire, et malgré l'opinion la plus répandue, l'« Accord de Paris » ne contenaient même pas le mot de CO<sub>2</sub>, car les pays en développement l'ont catégoriquement refusé. Ce document a donc de facto autorisé ces derniers à accroître massivement leurs émissions et en conséquence les émissions mondiales au cours des décennies à venir, même si les pays développés réduisent les leurs. L'« Accord de Paris » ne porte en réalité que sur un « objectif » de limitation de la hausse de la température terrestre de 1 degré par rapport à son niveau actuel, et en aucun cas sur les moyens d'y parvenir. Destiné à masquer l'échec de la COP 21, et ne précisant aucun moyen d'action, l'« Accord de Paris » est un trompe l'œil, un « pseudo accord ».

Quant à la demande actuelle du GIEC que les émissions anthropiques de CO<sub>2</sub> soient réduites à néant au milieu du présent siècle, elle est encore plus irréaliste.

L'humanité est donc doublement trompée lorsqu'on lui dit d'une part qu'il serait possible de réduire ses émissions globales de CO<sub>2</sub> dans les décennies à venir, et d'autre part que cette réduction pourrait influencer significativement sur la température et le climat. La responsabilité de cette double manipulation incombe au GIEC. Prise en main depuis sa création par des idéologues prêts à défendre par tous les moyens ce qu'ils croient être une bonne cause, et ceci même si certains d'entre eux ont reçu une formation scientifique initiale qu'ils ont oubliée, cette émanation des Nations-Unies a refusé de

voir la réalité des chiffres pour faire triompher une vision négative du monde et de l'humanité.

Il appartient donc aux responsables des autres instances internationales et à ceux des différents pays qui ne l'ont pas encore compris, d'admettre qu'ils ont été trompés, de reconnaître que les efforts conduits pour limiter les émissions de CO<sub>2</sub> dans l'espoir d'agir sur le climat sont vains et de le faire savoir. Vouloir réduire les émissions de CO<sub>2</sub> est non seulement illusoire, mais dramatiquement nuisible sur de nombreux plans, notamment pour les plus pauvres, dans les pays développés et ailleurs.

S'agissant des pays développés, l'obsession de vouloir réduire sans raison les émissions de CO<sub>2</sub> entraîne des dépenses multiples et inutiles qui se chiffrent au niveau mondial par centaines de milliards de dollars ou d'euros chaque année, freinent la croissance et accroissent le chômage, abaissent le niveau de vie, augmentent la précarité énergétique, dégradent les paysages, et nuisent à l'industrie, au nom d'une « transition écologique » dont la justification n'existe pas puisqu'elle ne peut avoir une quelconque influence sur le sort de la planète.

Dorénavant seule ou presque à vouloir agir ainsi, l'Union Européenne est aujourd'hui la première victime de ces politiques. Il en est ainsi par exemple de sa production automobile qui va se trouver bouleversée par des normes d'émissions de CO<sub>2</sub> en chute drastique, alors qu'on a vu que la division par deux des émissions de la circulation routière en 2050 sur le vieux continent se traduirait par une diminution de la température terrestre de 0,002 degré et

leur disparition complète elle-même par une baisse de 0,004 degré, c'est-à-dire nulle !

Pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, la plupart des économistes préconisent également l'adoption d'une « taxe carbone ». Sur le plan théorique ils ont pleinement raison. Sur un plan pratique, ils sont coupés de la réalité.

C'est qu'il existe déjà en France, et plus généralement en Europe, de lourdes taxes sur les carburants. Certes, elles ne s'appellent pas « taxes carbone » mais elles en sont pourtant et multiplient par plus de deux le prix des carburants que payent à la pompe les usagers de la route. Leur montant moyen s'élève en Europe à près de 0,8 euro par litre, ce qui correspond à 360 euros de taxe spécifique par tonne de CO<sub>2</sub> émise, et pèse déjà très lourdement sur le budget des ménages et des entreprises.

Pour diminuer de moitié la consommation d'hydrocarbures routiers, une éventuelle taxe carbone devrait plus que doubler les taxes déjà existantes, ce qui conduirait le prix du litre de carburant à 3 euros ou plus, niveau insupportable pour la plupart des budgets. Et même si les émissions de CO<sub>2</sub> en étaient alors réduites de 50 % en Europe, c'est-à-dire sur le seul continent ou presque qui l'envisage sérieusement, la température du globe en serait abaissée comme on l'a vu de 0,002 degré seulement en 2050 !

Mais, faute de connaître ces chiffres, et appuyées par des économistes de renom mais déconnectés de la réalité, les instances internationales et nationales relancent régulièrement l'idée d'une « taxe carbone » sans s'être demandé un instant si celle-ci était acceptable, ni surtout si elle servirait à quelque chose à l'égard du climat. Il ne faut pas chercher ailleurs l'origine du mouvement français des « Gilets jaunes » qui a défrayé la chronique mondiale.

Faire enfin croire qu'un bouleversement des modes de vie individuels dans le but de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> pourrait avoir un quelconque effet sur le climat est par ailleurs une désinformation mensongère qui entraîne de nombreuses dépenses personnelles injustifiées.

Il faut donc cesser de culpabiliser sans raison nos contemporains et arrêter de donner à la jeunesse actuelle une vision déplorable du monde en lui faisant croire qu'il existe des voies pour agir sur le climat, et que nous vivons dans un univers où les dirigeants politiques et les forces économiques sont mûs par d'obscurs desseins néfastes pour ne pas les mettre en œuvre.

Les débats sur l'influence éventuelle des émissions anthropiques sur la température et le climat planétaires doivent enfin être relativisés puisque la prise en compte des faits, et des chiffres, c'est-à-dire de la réalité, montre que nous n'y pouvons rien.

\*

\* \*

Dans ses Mémoires, le Duc de Saint-Simon aurait relaté la visite de Louis XIV dans une ville de Bourgogne qui ne l'avait pas salué d'une canonnade. Le maire s'excusa en balbutiant :

– « Sire, nous n'avons pas tiré le canon à l'arrivée de Votre Majesté pour trois raisons : la première c'est que nous n'avons pas de canons... ».

– « Pardon, Monsieur le maire, interrompit le roi, cette raison me paraît amplement suffisante, je vous dispense des deux autres ».

Dans le « combat du climat », nous sommes comme le maire de cette ville de Bourgogne : nous n'avons pas de canons. Ayons au moins le bon sens du roi de France.

Christian Gerondeau  
Professeur Rémy Prud'homme

## ANNEXE IV

### La voiture électrique

La voiture électrique est à la mode. Elle l'est même tellement que l'Union Européenne a décidé que seules seraient autorisées à la vente à compter de 2035 les automobiles ayant recours à ce type de motorisation, excluant de ce fait celles qui fonctionnent à l'essence ou au diesel.

Les motifs qui ont conduit à cette décision sont essentiellement au nombre de deux : il faut supprimer les émissions de CO<sub>2</sub> qui résultent du recours aux carburants traditionnels pour lutter contre le changement climatique, et il faut mettre fin à la pollution de l'air de nos villes, responsable chaque année de milliers de morts innocents selon les rapports officiels.

Toutefois, en regard de ces avantages unanimement ressentis ou presque, il faut accepter un certain nombre d'inconvénients relatifs au coût d'acquisition du véhicule, à son autonomie, voire à la durée de vie de ses batteries.

Le présent document va s'efforcer de passer en revue ces différents aspects du véhicule électrique, afin de pouvoir dresser une première comparaison avec ceux qui fonctionnent aux carburants traditionnels issus du pétrole.

\*

\* \*

## **LES AVANTAGES RESSENTIS**

A priori, les choses sont claires. Une voiture électrique qui roule n'émet pas de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, pas plus que d'autres rejets de quelque nature qu'ils soient.

Mais les choses ne sont pas si simples, comme l'a constaté l'Agence Européenne de l'Environnement qu'il n'est pas possible de soupçonner d'hostilité à la motorisation électrique. C'est qu'il faut tenir compte des émissions qui se produisent, d'une part lors de la fabrication du véhicule et particulièrement de sa batterie, et d'autre part, le plus souvent, du fait de la fabrication de l'électricité qui a servi à recharger la batterie de la voiture avant qu'elle roule. Les chiffres sont alors clairs.

Les émissions de CO<sub>2</sub> d'une voiture électrique représentent pendant sa durée de vie moins de la moitié de celles d'un véhicule diesel lorsque l'électricité utilisée pour recharger sa batterie est produite par des sources entièrement décarbonées, comme c'est le cas par exemple en Norvège qui dispose d'une hydroélectricité excédant ses besoins.

En revanche, lorsque l'électricité utilisée est uniquement fournie par des centrales à charbon, ce qui est le cas dans la majorité du monde, les émissions de CO<sub>2</sub> d'une voiture électrique atteignent pendant sa vie 150 % de celles d'un véhicule à motorisation diesel ! Encore ce chiffre ne tient-il pas compte du sort des batteries usagées, dont le traitement occasionnera éventuellement d'autres émissions.



Tout dépend donc de la source électrique utilisée. Puisqu'il s'agit d'une politique européenne, c'est au niveau du continent qu'il faut alors regarder les choses. Certes, l'Union Européenne s'est fixée comme objectif officiel de disposer très vite d'une électricité entièrement décarbonée. Mais personne n'y croit, car si cet objectif peut être atteint en Norvège et approché en France, ce sont là deux exceptions. Partout ailleurs, la majeure part de l'électricité continuera à être produite par des énergies fossiles émettrices de CO<sub>2</sub>. Il en va ainsi notamment de l'Allemagne qui ferme actuellement ses dernières centrales nucléaires et compte bien sur le gaz russe pour continuer à fonctionner quand il n'y a ni vent, ni soleil c'est-à-dire la majorité du temps.

Et la majeure part des pays européens suivront la même voie. Au niveau du continent, les émissions de CO<sub>2</sub> liées à la production d'électricité continueront donc à être massives, et les voitures électriques à émettre indirectement en conséquence des rejets de CO<sub>2</sub> qui représenteront sans doute plus des deux tiers de ceux de leurs homologues roulant au diesel. En effet, les énergies renouvelables intermittentes bénéficient d'une priorité d'écoulement de telle sorte qu'elles sont déjà absorbées par d'autres usages, et que l'électricité nécessaire aux véhicules électriques proviendra nécessairement d'autres sources.

Il convient donc de se demander quel serait l'impact de la politique d'électrification totale du parc automobile affichée par l'Union Européenne si elle était menée à son terme, et quelques chiffres apportent la réponse, qui ne manqueront pas d'étonner.

La quantité de CO<sub>2</sub> présente dans l'atmosphère s'élève à 3 200 milliards de tonnes. En regard, les émissions de CO<sub>2</sub> imputables à la circulation automobile européenne n'accroissent actuellement cette masse que de 0,3 milliard de tonnes par an, soit **1/10 000<sup>e</sup>** du phénomène sur lequel l'Union Européenne affirme vouloir agir. Mais comme le passage au « ***tout électrique*** » conserverait les deux tiers des émissions actuelles, la réduction à attendre serait trois fois plus faible encore, soit de l'ordre de 0,1 milliard de tonnes par an, c'est-à-dire **1/30 000<sup>e</sup>** de la masse du CO<sub>2</sub> présente dans l'atmosphère. Et comme au-delà des discours le reste du monde ne suit pas la même voie, le passage au « ***tout électrique*** » ne servirait rigoureusement à rien de ce point de vue, alors que c'est l'argument majeur mis en avant en sa faveur.

\*

\* \*

Mais cette révolution ne serait-elle pas alors pleinement justifiée par son influence positive sur la qualité de l'air de nos villes ? C'est très certainement ce que pensent nos compatriotes, si l'on en juge par les résultats d'un sondage révélateur effectué par l'IFOP en juin 2018, et qui donnerait sans doute des résultats voisins s'il était renouvelé aujourd'hui. 63 % des Français estimaient à l'époque que la pollution de l'air augmente beaucoup dans nos villes ; 25 % qu'elle augmente un peu ; 9 % qu'elle stagne ; 2 % qu'elle diminue un peu, et 1 % qu'elle diminue beaucoup.

Or ce sont ces derniers qui ont raison, car la pollution a disparu en pratique de l'air de nos villes. 99 % de nos compatriotes sont

donc dans l'erreur, et des sondages analogues donneraient certainement les mêmes résultats dans tous les pays d'Europe du fait d'une désinformation officielle sans limite, aussi bien au niveau européen que national. Pour se convaincre de l'ampleur de celle-ci, il suffit de se reporter aux chiffres qui figurent en France dans les rapports officiels, tels que celui d'Airparif, qui contredisent la communication systématiquement catastrophiste et mensongère de l'organisme.

L'une des désinformations les plus outrancières concerne les « **particules fines** » qui seraient chaque année selon les rapports officiels à l'origine de dizaines de milliers de morts au niveau national, et de centaines de milliers à celui de l'Europe, alors qu'elles ont en réalité pratiquement disparu. Airparif a ainsi constaté que leur présence dans l'atmosphère parisienne a été divisée par 30 depuis 1960, passant de 200 microgrammes par mètre cube à 7. Si ces particules fines présentaient le danger imaginaire qui leur est aujourd'hui attribué, tous les Parisiens auraient dû mourir depuis longtemps ! (Cf. à ce sujet mon livre « *L'air est pur à Paris, mais personne ne le sait* » ; Éditions de l'Artilleur).

Un autre témoignage de la disparition de la pollution correspondante nous est fourni par la blancheur désormais permanente des façades de nos immeubles comme le confirme celle de Notre-Dame de Paris, pourtant ravalée il y a plus d'un quart de siècle, et malgré l'incendie de sa nef que chacun connaît.

De tels constats que nul ne peut contester, mais qui sont soigneusement cachés à l'opinion, et que se gardent curieusement

de faire connaître les secteurs industriels qui y auraient intérêt ne peuvent conduire qu'à une conclusion.

Contrairement à l'opinion presque unanime de nos contemporains, le passage à la voiture électrique ne servira à rien non plus de ce point de vue puisque la pollution de l'air a déjà disparu.

Il n'y a guère en définitive que sur le bruit que celui-ci pourrait avoir une influence, la voiture électrique étant totalement silencieuse à très basse vitesse, à tel point d'ailleurs que certains ont envisagé de l'équiper de bruiteurs discrets qui seraient utiles dans les zones à forte fréquentation de piétons. Mais c'est tout.

\*

\* \*

## **LES INCONVÉNIENTS RÉELS**

En regard de l'absence d'avantages de la voiture électrique, ses inconvénients sont multiples. Seuls quelques-uns d'entre eux seront ici cités.

Le premier tient à la nature même des batteries. Malgré plus de deux siècles de recherche par des milliers d'ingénieurs depuis l'invention de la première pile par Alessandro Volta en 1800, celles-ci stockent en effet très mal l'énergie lorsqu'on les compare aux produits pétroliers qui sont un miracle de la nature à cet égard.

Les véhicules électriques mis aujourd'hui sur le marché sont équipés de batteries pesant en général de 350 à 700 kilogrammes,

c'est-à-dire le poids de 5 à 10 passagers, ce qui implique évidemment un véhicule plus lourd et une consommation d'énergie plus grande.

Or, malgré ces masses imposantes, l'autonomie reste le point faible de ces véhicules. Même si les batteries modernes relèvent des technologies les plus avancées faisant appel au lithium, leur autonomie reste très limitée, à tel point que les spécialistes parlent d'une règle simple : chaque kilogramme de batterie n'autorise guère plus qu'une autonomie de l'ordre d'un kilomètre. Avec une batterie de 350 kilogrammes, ce qui est la règle pour les véhicules les plus répandus, il n'est donc possible de parcourir que 350 kilomètres environ et parfois même beaucoup moins comme on le verra. Or, avec une voiture moyenne moderne à essence et a fortiori diesel, il ne faut qu'environ 15 kilogrammes de carburant pour parcourir la même distance. L'énergie contenue dans un kilogramme de carburant pétrolier est donc de l'ordre de 20 fois supérieure à celle que contient un kilogramme de batterie.

Mais la comparaison ne s'arrête pas là.

## **LA RECHARGE**

Les modalités de recharge des batteries constituent le deuxième des handicaps des voitures électriques, et il est majeur. Le temps nécessaire à une recharge complète depuis une prise standard excède une dizaine d'heures à partir d'une prise ordinaire ! Une telle durée peut ne pas présenter d'inconvénient pour un véhicule qui effectue exclusivement des parcours urbains de quelques kilomètres, et il en résulte que la possession de véhicules électriques

est avant tout le fait de foyers multimotorisés, et qu'il s'agit alors de leur deuxième voiture, si ce n'est parfois de leur troisième.

Mais les deuxièmes ou troisièmes voitures ne représentent que 30 % du parc dans un pays comme la France de même qu'en Europe, de telle sorte que 70 % des véhicules doivent effectuer de temps en temps des parcours de longue distance. Selon un sondage de l'IFOP fin 2021, 90 % des possesseurs d'automobiles déclarent effectuer au moins une fois par an des trajets de plus de 300 kilomètres, dont 62 % plusieurs fois par an, de telle sorte que le problème de la recharge devient alors crucial.

### **LES TRAJETS SUR ROUTE (80 OU 90 KM/H)**

La question est déjà difficile lorsqu'il s'agit d'un déplacement prenant place sur route. Certes, le réseau des bornes de recharge est appelé à se multiplier, mais il n'en existe pour l'instant que peu encore, et il faut donc planifier avec précaution son itinéraire pour les repérer afin de ne pas prendre le risque de devoir faire appel à une dépanneuse, expérience vécue par de nombreux possesseurs de voitures électriques.

Il faut noter à ce sujet que l'autonomie du véhicule n'est pas dans de telles circonstances celle qu'affichent les constructeurs, car il faut évidemment conserver une marge de sécurité avant l'accès à une borne de recharge, de l'ordre de 20 % de la capacité de la batterie.

Les bornes alors utilisées peuvent être dites à « ***recharge rapide*** », mais il ne faut pas se tromper sur ce que cela signifie. Même pour les plus performantes d'entre elles, le terme doit être relativisé,

d'autant plus que la recharge d'une batterie est d'autant plus lente que celle-ci est déjà chargée.

Lorsqu'on remplit un réservoir d'essence, le débit est le même à la fin du remplissage qu'au début. Ce n'est pas du tout le cas des batteries comme en témoignent quelques chiffres surprenants. Il faut en effet 4 fois plus de temps avec le même chargeur pour porter la charge d'une batterie de 70 % à 80 % que de 10 % à 20 % ! Lorsqu'on veut recharger la batterie d'une voiture Tesla à partir d'un « superchargeur » de la même marque, il en résulte qu'il suffit de l'ordre de 10 minutes pour que le taux de charge atteigne environ 50 %, mais qu'il faut 18 minutes de plus, soit 28 minutes au total pour qu'il atteigne 80 %, sans parler de 100 %, ce qui nécessiterait plus d'une heure...

En pratique, si l'on ne veut pas passer plus d'une demi-heure à attendre, il est conseillé de ne pas dépasser un taux de recharge de 80 %. **L'autonomie acquise atteindra alors 60 % de celle qui est annoncée par les constructeurs si l'on tient compte par ailleurs de la marge de sécurité ci-dessus mentionnée.**

Autrement dit, une autonomie affichée de 400 kilomètres correspond à une autonomie réelle de 240 kilomètres environ, à comparer avec celles qu'affichent la plupart des véhicules à moteur thermique, qui s'échelonnent entre 500 et 1 000 kilomètres. Pour un parcours du Nord au Sud de la France, ou de l'Ouest à l'Est du pays, il faut donc compter 3 à 4 arrêts pour recharge, ce qui présente d'évidents inconvénients, même lorsqu'il s'agit d'un déplacement

isolé prenant place en dehors des grandes migrations de week-end ou estivales.

Encore ceci n'est-il valable que pour des trajets effectués sur route, à 80 ou 90 km/h.

## **LES TRAJETS SUR AUTOROUTE**

Mais, lorsque ce n'est pas le cas, par exemple à la Pentecôte ou au mois d'août, la perspective d'un parc automobile entièrement électrifié tourne au cauchemar, à tel point qu'aucune solution ne paraît envisageable.

La plupart de ces grandes migrations s'effectuent en effet essentiellement sur autoroutes, et la recharge des centaines de milliers de véhicules qui empruntent alors chaque jour celles-ci poserait un problème majeur. Celui-ci serait d'autant plus difficile à résoudre qu'une voiture électrique circulant à 130 km/h consomme 60 % d'électricité de plus que lorsqu'elle roule à 80 km/h, réduisant encore l'autonomie d'autant.

Pour préciser les choses, la consultation des simulateurs accessibles sur internet fournit les indications qui suivent. Pour une voiture Tesla 3 standard, la voiture électrique la plus vendue en Europe, disposant en fait comme on l'a vu de 60 % de la capacité de sa batterie, l'autonomie entre deux recharges n'excède pas 160 kilomètres si elle circule à 130 kilomètres/heure, et 230 kilomètres si elle roule à 100 kilomètres/heure.



Pourtant, les normes officielles affichent respectivement 491 kilomètres d'autonomie pour la Tesla 3 standard et 638 kilomètres pour la version dite à grande autonomie...

De plus, on imagine mal pour d'évidentes raisons de sécurité la cohabitation de deux flots de voitures circulant pour les unes à 130 km/h et les autres par exemple à 100 km/h ! En cas d'électrification notable du parc, il faudrait donc réduire impérativement à 100 kilomètres/heure au plus la vitesse autorisée.

Quoi qu'il en soit, c'est donc tout au plus une distance moyenne de l'ordre de 200 kilomètres qui séparerait deux arrêts successifs entre des recharges « **rapides** » d'une demi-heure.

Lorsque l'on sait que la distance moyenne entre deux pleins s'élève à 600 kilomètres aujourd'hui pour les voitures à essence ou diesel, ce qui ne serait plus possible avec des véhicules électriques devant être fréquemment rechargés, et que la durée moyenne de chaque plein est de 5 minutes, il apparaît que le nombre de bornes de recharge devrait être en cas d'électrification totale du parc 20 fois plus important que celui des pompes à essence ou à diesel existant aujourd'hui. Les calculs montrant alors qu'au lieu d'une vingtaine de pompes par exemple, chacune des aires autoroutières devrait compter de l'ordre de 1 000 bornes de recharge, ce qui est physiquement impossible pour beaucoup d'entre elles (Les stations de recharge de Tesla en comptent 10 en moyenne). Quant à la puissance électrique nécessaire pour alimenter simultanément de tels ensembles, elle défie quelque peu l'imagination.

Encore s'agit il d'une estimation a minima. En effet beaucoup de conducteurs ne font pas aujourd'hui leur plein sur autoroute alors qu'ils seraient obligés de le faire avec des véhicules électriques compte tenu de leur faible autonomie.

Sur un plan différent, la nécessité de recharger tous les 200 kilomètres leurs véhicules, et de rouler à 100 km/h, rendrait presque impossible aux résidents de Belgique, de Hollande, de Grande- Bretagne, etc., de traverser la France pour se rendre sur la Costa Brava, voire au Sud de l'Espagne comme des millions d'entre eux le font chaque année. C'est tout un mode de vie européen qui serait en cause.

Il est difficile de ne pas tirer des considérations énumérées ci-dessus une conclusion claire : les véhicules électriques resteront pour l'essentiel limités au marché des deuxièmes ou troisièmes voitures qui ne roulent qu'en milieu urbain ou périurbain, et les autoroutes interurbaines seront incompatibles avec les véhicules électriques. L'électrification de l'ensemble du parc automobile relève de l'utopie, en 2035 comme dans tout avenir prévisible, d'autant plus qu'il existe encore d'autres inconvénients majeurs de la voiture électrique.

## **LE COÛT**

Chacun sait ainsi qu'une voiture électrique coûte beaucoup plus cher à l'achat que son homologue de même catégorie à essence ou

diesel, du fait de sa batterie qui représente une part considérable du coût du véhicule. Le prix catalogue affiché pour une Peugeot 208 s'établit ainsi à 16 550 euros pour la version à essence la moins chère, et à 30 150 euros pour l'électrique, sachant que celle-ci bénéficie alors, aux frais du contribuable, d'une réduction de 6 000 euros sur ce tarif du fait d'une prime gouvernementale ramenant son coût pour l'acquéreur à 24 150 euros.

La différence est également très importante lorsqu'il s'agit d'un « hybride rechargeable ». En juin 2021, on note ainsi pour la Peugeot 308 que le premier prix catalogue s'établit en France à 24 800 euros pour la version essence, à 28 700 euros pour la version diesel, et à 36 800 euros pour l'hybride rechargeable avant toute prime gouvernementale.

Certes, un véhicule hybride nécessite une batterie nettement moins importante qu'un véhicule strictement électrique puisqu'il ne doit parcourir qu'une cinquantaine de kilomètres sans faire appel à son moteur à essence, mais il faut tenir compte du coût qu'implique la présence de deux motorisations et des équipements correspondants.

Les renchérissements dus à l'électrification, totale ou partielle, rendent donc difficile, sinon impossible, l'acquisition de ces véhicules pour une proportion considérable de la population qui doit alors se tourner vers des véhicules d'occasion, ce qui est à l'origine d'une autre difficulté lorsqu'il s'agit de véhicules électriques.

## **LES VÉHICULES D'OCCASION**

En effet, la capacité des batteries diminue avec l'âge. C'est ce que savent tous les possesseurs de véhicules à essence ou diesel qui doivent changer leur batterie de temps en temps. S'agissant des véhicules électriques, les constructeurs automobiles les garantissent pour une durée de huit ans, qu'elles atteignent plus ou moins facilement. Mais que faire ensuite, car se pose un double problème ?

Au bout de huit ans, un véhicule a en effet perdu les deux-tiers de sa valeur d'origine. S'il faut racheter une nouvelle batterie, qui représente de l'ordre du tiers du coût d'un véhicule électrique neuf, on fait plus que doubler le prix du véhicule d'occasion, et il sort du marché. Les véhicules électriques ayant véritablement commencé leur essor il y a moins de huit ans, le problème ne s'est pas encore véritablement posé, mais il ne devrait pas tarder à l'être.

Une autre incertitude tient au sort des batteries usagées. Qu'en faire ? A vrai dire personne n'a aujourd'hui la réponse, mais il faudra bien trouver une solution que l'on ne voit pas pour l'instant.

## **LA PERTE POUR L'ÉTAT**

Une dernière question se pose enfin. Comment l'État va-t-il récupérer les sommes considérables qu'il perçoit sur les usagers de l'automobile par le canal des taxes spécifiques qui la concernent, notamment sur les carburants, sachant que la somme en cause s'élève à 30 milliards d'euros par an, hors véhicules utilitaires et lourds. Faudra-t-il équiper de compteurs toutes les bornes de

recharge, particulières et communes, avec toutes les difficultés techniques que cela pose et les coûts correspondants ?

Que les États européens aient pu décider qu'il n'y aurait plus en 2035 que des véhicules électriques mis sur le marché, sans avoir seulement abordé cette question ni les autres, en dit long sur leur incompétence et leur aveuglement face à la doxa écologique régnante.

Il est inutile de parler enfin de l'impact sur l'industrie européenne et les emplois correspondants, tant ce désastre a déjà défrayé la chronique.

S'ajoutant aux autres motifs précédemment énoncés, la conclusion est claire. Le mythe du passage obligatoire du véhicule électrique en 2035 devra être abandonné, et le plus tôt sera le mieux.

## DU MÊME AUTEUR

*Les Transports urbains*, PUF, « Que sais-je ? »

*La Mort inutile, la sécurité routière*, Plon

*L'Énergie à revendre*, J.-C Lattès

*Les Transports en France*, Transports Actualité

*Les Transports en Europe*, EDS

*Candide au pays des libéraux*, Albin Michel

*Transport in Europe*, Artech House Publishers, Boston-Londres

*La Saga du RER et le maillon manquant*, Presses de l'École Nationale  
des Ponts et Chaussées

*Les Danseuses de la République, SNCF et transports publics*,  
L'Harmattan

*Écologie, la Grande Arnaque*, Albin Michel

*Climate: the Great Delusion*, Stacey International

*CO<sub>2</sub>, un mythe planétaire*, Éditions du Toucan

*La Poule aux œufs d'or : la Renaissance de Polytechnique*, Éditions du  
Toucan

*United Nations Climate Liars*, Éditions du Toucan

*La Sécurité routière, une réussite française*, L'Harmattan

*Le CO<sub>2</sub> est bon pour la planète*, Éditions du Toucan

*L'air est pur à Paris, mais personne ne le sait*, Éditions de l'Artilleur

*Oui, vous pouvez acheter un diesel !*, Éditions de l'Artilleur

*Rebâtir la France par l'éducation et l'enseignement*, Éditions de  
l'Artilleur

*La Religion écologiste*, Éditions de l'Artilleur

*Ressusciter à Vincennes le château des rois de France*, Éditions du  
Toucan